



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Troisième session - 32e Législature

Le mardi 11 mai 1982

Vol. 26 - No 55

Président: M. Claude Vaillancourt

Débats de l'Assemblée nationale

Table des matières

Affaires courantes	
Déclarations ministérielles	
Ponctualité et décorum à l'Assemblée nationale	3383
M. Jean-François Bertrand	3383
M. Gérard D. Levesque	3383
Dépôt de documents	
Avis de la Commission de la fonction publique sur cinq règlements	3384
Pétition pour la fusion de Baie-Comeau et de Hauterive	3384
Visite du président de l'Exécutif flamand, M. Gaston Geens	3384
Dépôt de documents	
Pétition pour que Saint-Prosper soit rattaché à la MRC Beauce-Sartigan	3384
Questions orales des députés	
La fête nationale et les sociétés nationales	3385
La réponse des centrales syndicales à la proposition de gel salarial	3387
Bois de la forêt privée avarié par la tordeuse	3389
La déclaration de M. Allan MacEachen sur la situation économique	3390
La taxe sur l'essence	3392
Les employés "tablettés" de la fonction publique	3392
Motions non annoncées	
Condoléances à la famille de M. Gilles Villeneuve	
M. René Levesque	3393
M. Claude Ryan	3394
M. Albert Houde	3394
M. Guy Chevrete	3395
M. Yvon Picotte	3395
M. Lucien Lessard	3396
M. Reed Scowen	3396
M. Jean-François Bertrand	3397
Dépôt de documents	
Rapport Jutras sur les relations du travail à la CTCUM	3398
Travaux de la Chambre	3398
Affaires du jour	
Projet de loi no 59 - Loi sur la révocation des droits de mine et modifiant la Loi sur les mines	
Deuxième lecture	3398
M. Yves Duhaime	3398
M. Yvon Vallières	3400
M. Reed Scowen	3406
M. Gilles Grégoire	3407
M. Yves Duhaime (réplique)	3408
Renvoi à la commission de l'énergie et des ressources	3411
Projet de loi no 61 - Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail	
Deuxième lecture	3411
M. Marc-André Bédard	3411
M. Herbert Marx	3413
Commission plénière	3415
Troisième lecture	3415

Table des matières (suite)

Projet de loi no 46 - Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal	
Reprise du débat sur la deuxième lecture	3415
Mme Joan Dougherty	3416
M. Guy Chevette	3417
M. Michel Bissonnet	3419
M. Gilbert Paquette	3423
Mme Huguette Lachapelle	3427
Ajournement	3429

Abonnement: 25 \$ par année pour les particuliers
60 \$ par année pour les institutions et organismes publics

Chèque rédigé à l'ordre du ministre des Finances et adressé à
Éditeur officiel du Québec
Diffusion commerciale des publications gouvernementales
1283, boulevard Charest-Ouest
Québec G1N 2C9
Tél. (418) 643-5150

0,75 \$ l'exemplaire - Index 5 \$ disponibles au
Service des documents parlementaires
Assemblée nationale
Édifice H - 4e étage
Québec G1A 1A7

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le mardi 11 mai 1982

(Quatorze heures)

Le Président: À l'ordre, mesdames et messieurs.

Moment de recueillement, s'il vous plaît!

Veuillez vous asseoir.

Affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

M. le leader du gouvernement.

Ponctualité et décorum à l'Assemblée

M. Jean-François Bertrand

M. Bertrand: M. le Président, c'est presque une révolution au niveau du parlementarisme. Nous venons de commencer nos travaux à 14 heures, c'est-à-dire à l'heure où normalement nous sommes convoqués pour participer aux travaux de l'Assemblée nationale.

Je voudrais vous dire, M. le Président, que vous avez été l'un de ceux qui, depuis quelques semaines, nous avez sensibilisés à l'importance de redonner à notre institution, l'Assemblée nationale du Québec, son caractère de noblesse, de solennité et de dignité.

La population, à travers tout le Québec, qui suit nos débats à l'Assemblée nationale nous parle de ce qu'elle voit et de ce qu'elle entend.

La presse, je pense, à juste titre, a souligné, depuis un certain temps, et ce n'était pas la première fois, qu'il y avait certainement matière à amélioration.

Hier, déterminé, une fois pour toutes, à prendre le taureau par les cornes, j'ai communiqué avec le leader parlementaire de l'Opposition officielle et, avec lui, il a été convenu que nous nous mettrions au travail avec vous, M. le Président, avec le whip en chef du gouvernement, le whip en chef de l'Opposition et nos adjoints pour faire en sorte qu'au cours des prochains jours et des prochaines semaines, nous adoptions peut-être une politique des petits pas, mais une politique qui, au niveau de l'Assemblée nationale, fasse en sorte que nous puissions redonner à cette institution son caractère de dignité et que la population du Québec puisse trouver à travers les débats de l'Assemblée nationale véritablement un reflet des valeurs qui, normalement, doivent ici être véhiculées: le respect mutuel, le respect de la présidence, le respect de la démocratie.

Des voix: Bravo!

M. Bertrand: M. le Président, je peux donc aujourd'hui, au nom du gouvernement et au nom de notre formation politique, vous assurer que nous allons déployer tous les efforts, au cours des prochains jours et des prochaines semaines, avec votre collaboration et avec celle déjà acquise du leader de l'Opposition, pour faire en sorte que nous puissions démontrer à l'ensemble de nos concitoyens que nous voulons faire un travail sérieux dans le respect les uns des autres. Merci, M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, une faute avouée est à demi pardonnée. Je suis heureux, à ce moment-ci, de souligner que vous nous avez vous-même sensibilisés à plusieurs des questions de décorum de discipline d'un côté et de l'autre de la Chambre. Je tiens à souligner en particulier une intervention du député de Nelligan, justement sur cette question des retards à commencer nos séances et sur d'autres points qui seront abordés, j'en suis convaincu, dans les jours et les semaines à venir. Afin que le fait d'être à temps ne nous permette pas de faire de longs discours pour dire qu'on est content d'être à temps, je veux simplement, en terminant, vous dire que vous pourrez toujours compter sur notre meilleure collaboration. D'ailleurs, vous avez toujours vu que l'Opposition était désireuse de respecter les règlements dans leur esprit et dans leur lettre.

En même temps, je voudrais féliciter un journaliste, M. Gilles Lesage. Je ne sais pas si c'est une coïncidence, j'imagine que le leader parlementaire du gouvernement a dû lire le même article que moi, dans le Devoir d'hier, où un paragraphe commençait comme ceci: "Lorsque ces messieurs-dames daignent prendre siège après un moment de réflexion et avec quinze à trente minutes de retard". Je ne sais pas si c'est cette phrase qui a impressionné le leader parlementaire du gouvernement, si c'est vous, M. le Président, qui avez inspiré cette chose ou si c'est le député de Nelligan qui a converti tous nos collègues, mais je pense que nous allons commencer aujourd'hui à donner une nouvelle preuve de collaboration.

Le Président: Dépôt de documents.

M. Rivest: Je m'excuse, au dépôt de

documents.

Le Président: M. le député de Jean-Talon.

M. Rivest: Je m'excuse. Est-ce que le leader parlementaire s'est informé auprès du ministre du Travail s'il avait l'intention, en raison de la possibilité d'un conflit dans le transport en commun, de déposer un document très important, le rapport Jutras. J'aimerais savoir si le gouvernement a l'intention de le rendre public aujourd'hui.

M. Bertrand: Ce serait probablement demain, M. le député de Jean-Talon.

Le Président: Dépôt de documents.

Avis de la Commission de la fonction publique sur cinq règlements

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la Fonction publique, je dépose copie de l'avis que la Commission de la fonction publique a transmis au Conseil du trésor sur cinq règlements.

M. le député de Labelle et ministre des Affaires municipales.

Pétition pour la fusion de Baie-Comeau et de Hauterive

M. Léonard: M. le Président, qu'il me soit permis, en vertu de l'article 180 de notre règlement, de déposer devant cette Chambre une pétition du Comité des citoyens du Grand Baie-Comeau concernant le projet de loi no 37 qui vise à regrouper les villes de Baie-Comeau et de Hauterive.

La pétition se lit comme suit: "Considérant que le dossier de fusion Baie-Comeau et de Hauterive est discuté dans notre région depuis près de 20 ans; considérant que toutes les études depuis près de 20 ans arrivent à la même conclusion, que le regroupement de Baie-Comeau et de Hauterive ne peut qu'être rentable pour la région tant politiquement qu'économiquement et socialement; en conséquence, en tant que citoyens concernés par la fusion de Baie-Comeau et de Hauterive, nous donnons notre appui au député-ministre Lucien Lessard et demandons au gouvernement du Québec d'en arriver, dans les plus brefs délais, à la fusion de cette seule et même collectivité."

C'est signé le Comité de citoyens du Grand Baie-Comeau. Cette pétition comporte la signature de près de 6000 citoyens et citoyennes du Grand Baie-Comeau...

Des voix: Bravo!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le ministre.

M. Léonard: ... soit plus exactement, M. le Président, 5826 signatures à l'appui du projet de loi no 37.

Le Président: Pétition déposée.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Sans vouloir du tout intervenir sur le fond de la question, puis-je vous demander une directive? Nous lisons, à l'article 180, qu'au moment du dépôt de documents une personne ou une association de personnes peut, par l'intermédiaire d'un député, déposer une pétition.

Une voix: On ne parle pas d'un ministre.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, j'ai un doute, au moins dans l'esprit de notre règlement, sur le fait qu'un ministre puisse déposer une pétition. Un ministre, faisant partie de l'Exécutif, a tout le loisir possible, par la solidarité ministérielle, de déposer des projets de loi ou, enfin, de faire en sorte qu'une chose soit exécutée, tandis que ce privilège a toujours été réservé aux députés, en cette Chambre.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, je prends bonne note de vos remarques, même si je dois considérer qu'un ministre est avant tout et aussi un député. Vos remarques sont quand même pertinentes et je prends le tout en délibéré. Je verrai, dans les meilleurs délais, à donner une réponse à votre question.

Visite du président de l'Exécutif flamand

Vous me permettrez, à ce stade-ci, de souligner la présence dans les galeries du président de l'Exécutif flamand à la tête d'une importante délégation de son pays, M. Gaston Geens.

M. le député de Beauce-Sud.

Pétition pour que Saint-Prospère soit rattaché à la MRC Beauce-Sartigan

M. Mathieu: M. le Président, me prévalant des dispositions de l'article 1080, je désire déposer...

Le Président: L'article 180.

M. Mathieu: ... 180, pardon. Je

confondais avec le nombre de signataires de la pétition, M. le Président. Je désire déposer de la part des contribuables de Saint-Prospér, comté de Beauce-Sud, une pétition dont je veux vous faire la lecture: "Pétition à l'Assemblée nationale du Québec. À titre de citoyen de Saint-Prospér, comté de Beauce-Sud, je m'oppose catégoriquement à la décision du ministère des Affaires municipales du Québec d'inclure la municipalité de Saint-Prospér dans la MRC Les Etchemins et appuie sans réserve la résolution de la Corporation municipale de Saint-Prospér d'adhérer à la MRC Beauce-Sartigan pour les raisons suivantes: communauté d'intérêts à la Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud, Conseil économique de Beauce, Corporation ambulancière de Beauce et autres. Si le mot "consultation" a un sens, je demande que soit respectée la décision unanime de la corporation municipale pour l'ensemble des citoyens et pour les générations futures. Je requiers le député de Beauce-Sud, M. Hermann Mathieu, de déposer cette pétition à l'Assemblée nationale." (14 h 10)

M. le Président, connaissant votre sens de l'hospitalité, vous me permettrez de saluer dans les galeries le maire de Saint-Prospér, M. Camille Poulin, ainsi que ses échevins.

Le Président: Pétition déposée.

Dépôt de rapports de commissions élues. M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Dupré: Je n'ai pas les documents, M. le Président.

Le Président: Merci, M. le député, on a probablement commencé trop tôt.

Dépôt du rapport du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Période des questions orales des députés. M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

La fête nationale et les sociétés nationales

M. Lalonde: M. le Président, ma question s'adresse au ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Il s'agit de l'organisation de la fête nationale du Québec. On sait qu'en 1981 l'organisation de la fête nationale a donné lieu à toutes sortes d'abus: tordage de bras de la part du premier ministre et de certains ministres pour soutirer des dizaines de milliers de dollars

pour financer la fête; plantureux honoraires et commissions à des amis du parti; grenouillage de petits copains; vols non résolus aux comités de Maisonneuve et de Saint-Jacques; bref, un vrai panier de crabes qui s'est soldé par un déficit global de 850 000 \$. À un tel point que le gouvernement a décidé de faire une enquête interne dont on attend toujours les résultats.

Entre-temps, pour la fête de 1982, dans un mois ou à peu près, le ministre a proposé de confier la tâche à la Société des festivals populaires. À cette fin, le ministre a présenté un mémoire au Conseil des ministres, portant la date du 3 mars 1982, où il explique le déficit par le fait que l'autofinancement n'aurait pas fonctionné.

Un peu plus loin, en demandant au Conseil des ministres de confier cette tâche à d'autres organismes, il écarte les sociétés nationales - le Mouvement national du Québec, la Société nationale, la Société Saint-Jean-Baptiste - de la façon suivante. Il y dit que jusqu'en 1977 ce sont les sociétés nationales qui ont organisé la fête du 24 juin, depuis plus d'un siècle. "Il est donc - et je cite le ministre - compréhensible de penser à ces organismes, comme solution de rechange possible." Cette hypothèse ne résiste toutefois pas à une réflexion plus approfondie.

En effet, les mêmes problèmes - jusqu'ici, on a parlé seulement des problèmes d'autofinancement - vécus l'an dernier risquent de réapparaître à court terme soit à cause de la forte visibilité politique de certaines de ces sociétés, soit parce que aucune d'entre elles n'est à l'abri des mêmes problèmes (dépenses somptuaires, accusations de corruption, gaspillage de fonds, etc.).

Je demande d'abord au ministre: Comment peut-il expliquer les déficits par le non-fonctionnement de l'autofinancement pour 1981 et, ensuite, parler des mêmes problèmes que sont le gaspillage des fonds, les accusations de corruption, etc.? Comment se fait-il que les sociétés nationales soient à ce sujet suspectes aux yeux du ministre?

Le Président: M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Lessard: M. le Président, je laisserai de côté le préambule du député parce qu'il reprend des affirmations qui ont été faites par le journal La Presse, par un journaliste de La Presse et sur lesquelles nous nous sommes basés, à la suite du déficit de deux régions, soit celle de Saguenay-Lac-Saint-Jean et Montréal, pour non pas faire une enquête interne, comme le laisse croire le député de Marguerite-Bourgeoys, mais pour nommer un commissaire enquêteur avec tous les pouvoirs d'aller vérifier auprès de chacune des personnes qui ont pu être impliquées soit directement, en travaillant

pour le comité des fêtes nationales, soit en fournissant des effets, des services au Comité organisateur de la fête nationale.

C'est justement à partir de ces affirmations, que je n'ai pas acceptées comme étant prouvées, que j'ai présenté un rapport au Conseil des ministres et en lui proposant un certain nombre de solutions. L'une des solutions qui a été analysée, qu'on a vérifiée, c'était d'utiliser encore, comme cela se faisait dans le passé, les sociétés nationales ou la Société Saint-Jean-Baptiste pour organiser les fêtes nationales. M. le Président, quant à moi, en tout cas, dans le rapport que j'ai présenté au Conseil des ministres, comme je ne croyais pas, à cause du fait que les sociétés nationales avaient été reliées à l'esprit nationaliste québécois et que, même du côté des libéraux, ici à l'Assemblée nationale, on pouvait nous accuser, à ce moment, d'utiliser la fête nationale pour mousser une certaine forme de nationalisme, j'ai recommandé au Conseil des ministres, d'autant plus que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal venait de faire une déclaration qui avait d'ailleurs été assez remarquée par les députés fédéraux, d'utiliser une société qui n'avait été aucunement identifiée jusqu'ici à un parti politique, c'était la Société des festivals populaires.

M. Lalonde: M. le Président...

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, le ministre n'a pas répondu à ma question. Dans son mémoire, il n'identifie pas seulement les sociétés nationales au Parti québécois, mais aussi à des dépenses somptuaires, accusations de corruption, gaspillage de fonds, comment peut-il associer des sociétés nationales à de tels actes, de tels agissements?

M. Lessard: M. le Président...

Le Président: M. le ministre.

M. Lessard: M. le Président, je dis qu'il n'y avait aucune mesure, si le gouvernement du Québec ne prenait pas, comme nous l'avons fait cette année, ou n'utilisait pas une nouvelle structure, c'est-à-dire un contrôle direct par le ministère, qu'il n'y avait aucune garantie, soit de la part des sociétés nationales ou de la part des sociétés régionales, qui pouvait empêcher de faire - ça, je ne l'ai pas nié - des dépenses somptuaires. J'ai dit qu'il n'y avait aucune garantie que nous ne serions pas soumis à des accusations comme cela a été le cas pour le Comité organisateur de la fête nationale, accusations, M. le Président, qui n'ont jamais été prouvées, mais qui ont été

avancées dans le journal La Presse par un journaliste de la Presse. C'est pourquoi nous avons assez d'éléments pour établir une commission d'enquête, nous l'avons fait et je déposerai d'ici à la fin de mai le rapport de cette commission d'enquête. Nous verrons alors s'il y a des choses là-dedans qui sont de la malversation et qui justifient certaines poursuites. Cependant, en ce qui concerne la Société nationale des Québécois, nous n'avions à ce moment-là aucune garantie de ne pas tomber dans la même situation que nous avons vécue avec le Comité organisateur de la fête nationale qui avait été dénoncée, à tort ou à raison, par le journaliste de la Presse, M. Girard.

M. Lalonde: M. le Président...

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: ... seulement une dernière question additionnelle. Je voudrais avoir une réponse à une question bien simple. Cela fait trois fois que je la pose. Le ministre dit ceci: "En effet, les mêmes problèmes vécus l'an dernier risquent de réapparaître à court terme, soit à cause de la forte visibilité politique de certaines de ces sociétés - il veut probablement dire qu'elles sont identifiées au Parti québécois - soit parce qu'aucune d'entre elles - ce sont le MNQ, la SNQ et la SSJB pour toute la province - n'est à l'abri des mêmes problèmes, dépenses somptuaires, accusations de corruption, gaspillage de fonds." Comment le ministre peut-il porter une accusation aussi grave à l'égard de toutes les sociétés nationales? Est-ce que l'identification des sociétés nationales avec le Parti québécois, dans l'esprit du ministre, est telle qu'elles doivent porter la culpabilité de tous les abus du Parti québécois?

Le Président: M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.
(14 h 20)

M. Lessard: Non, M. le Président. En 1977, le gouvernement a décidé d'accorder une subvention à un organisme qui avait été constitué de toutes pièces et qui avait très bien fonctionné, d'ailleurs, pendant une période de trois ans, le Comité organisateur de la fête nationale. Cette subvention, par la suite, était distribuée à l'ensemble des régions du Québec de façon que le gouvernement du Québec n'avait presque aucun contrôle sur l'organisme. Le contrôle que nous avons se faisait a posteriori. Or, cette année, étant donné que nous avons eu à subir des accusations, nous avons voulu faire en sorte, justement, que nous puissions contrôler un certain nombre de choses et nous avons voulu que les budgets pour la fête nationale soient contrôlés d'abord par le

ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

En ce qui concerne, M. le Président, les possibilités d'abus, il y a eu des dénonciations dans la presse. Nous en avons tenu compte, mais cela ne veut pas dire que les accusations qui ont été portées par le journaliste sont réelles; cela ne veut pas dire - j'ai été en commission parlementaire à plusieurs reprises à ce sujet - que les accusations de dépenses somptuaires ont été exactes. J'ai eu l'occasion de répondre à ces questions. Cependant, je ne pouvais non plus accepter un certain nombre de choses qui ont été faites par le Comité organisateur de la fête nationale et que j'ai apprises quelques jours ou quelques mois après la fête nationale du 24 juin.

Or, cette année, M. le Président, nous avons voulu établir une structure étanche qui nous permettra d'avoir un contrôle et d'éviter que des régions comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean et Montréal nous fassent des déficits sans que nous puissions l'apprendre avant la fête nationale mais après le dépôt du rapport ici à l'Assemblée nationale.

Le Président: En terminant, M. le ministre, s'il vous plaît!

M. Lessard: En ce qui concerne l'autofinancement, M. le Président, c'est exact que l'une des raisons du déficit de la fête nationale, l'an dernier, a été le principe de l'autofinancement, dans le sens que des régions ont planifié des revenus qu'elles n'avaient pas quelques semaines avant la fête nationale - parce que c'est une dépense qui se fait très vite - et ont planifié des activités dans l'espoir d'obtenir ces revenus. Comme les revenus ne sont pas rentrés, c'est comme cela que se sont faits les déficits.

Le Président: Question principale, M. le chef de l'Opposition.

La réponse des centrales syndicales à la proposition de gel salarial

M. Ryan: M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Devant le trou béant qui s'annonce pour le budget de l'exercice financier de 1982-1983, le gouvernement a cru, il y a quelques semaines, devoir s'adresser aux syndicats des secteurs public et parapublic pour leur demander de rouvrir les conventions collectives qui doivent expirer le 31 décembre de cette année. Les syndicats, après des délibérations prolongées, ont fait connaître leur réponse hier. C'est un non assez ferme à la proposition de gel salarial qui avait été faite par le gouvernement. Le non est assorti, il est vrai, de certaines contre-propositions qui laissent peut-être quelque ouverture. De toute manière, le

président du Conseil privé... du Conseil du trésor - c'est vous le président du Conseil privé à Québec? - après avoir consulté le chef du gouvernement, mais non pas, d'après ce qu'on a pu lire, le ministre des Finances qui avait signé ces conventions à l'époque, déclarait en somme trois choses.

D'abord, il interprétait la réponse des syndicats comme un refus de la proposition gouvernementale. Deuxièmement, il portait un jugement sévère sur la réponse des syndicats, disant en substance qu'ils avaient affiché par leur contre-proposition "une totale indifférence aux contraintes budgétaires que le gouvernement doit résoudre dans les prochains jours." Il les accusait en même temps d'ignorer l'importance de la crise et l'urgence d'y apporter des solutions. Un peu plus loin, le président du Conseil du trésor laissait entendre qu'en situation de catastrophe - il appartiendra au premier ministre de nous dire tantôt si c'est là que nous en sommes - le gouvernement peut faire passer le bien des citoyens avant le respect des signatures.

Devant ces propos du président du Conseil du trésor, je voudrais demander au premier ministre, d'abord, s'il souscrit au jugement que son collègue a porté sur la réponse donnée par les centrales syndicales; s'il accuse, lui aussi, les centrales syndicales d'une indifférence totale à l'endroit des contraintes budgétaires auxquelles doit faire face le gouvernement en raison de sa propre responsabilité, évidemment.

Deuxièmement, je demande au premier ministre si le gouvernement est déterminé à honorer la signature qu'il a donnée il y a deux ans et qui a été reçue de bonne foi par la partie syndicale et aussi par l'ensemble des citoyens. Je lui demande enfin si le gouvernement est disposé à accepter d'ouvrir les négociations, en vue des prochaines conventions collectives, en juin plutôt qu'en septembre, comme l'ont proposé les centrales syndicales, et si, dans l'hypothèse d'une réponse affirmative, le gouvernement est prêt à engager des négociations suivant les conditions qui ont été proposées par les centrales syndicales et dont la première veut que le gouvernement prenne l'engagement formel de ne pas rouvrir unilatéralement les conventions qui doivent expirer à la fin de l'année.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je pense que le chef de l'Opposition ne sera pas surpris si je ne répons pas dans tous les détails, dont certains sont d'ailleurs loin d'être fixés, à sa batterie de questions et de sous-questions. Si je m'en tiens à l'opinion qui a été émise hier, après un examen rapide avec les collaborateurs qui travaillent autour de lui, c'est-à-dire ce comité de négociation,

si je m'en tiens à cette réaction émise par le président du Conseil du trésor à la suite de ce qui est très évidemment, pour l'essentiel, un refus de la réouverture qu'on proposait, je n'y trouve pas le mot "catastrophe", etc. - le chef de l'Opposition est allé le chercher dans un autre contexte - mais j'y trouve une réaction extrêmement balancée, qui est et qui doit être, jusqu'à nouvel ordre, celle du gouvernement. Il n'y a pas d'indifférence totale entre les lignes, mais il y en a une assez évidente, l'indifférence par l'ignorance de la question budgétaire dans la position des centrales. Je comprends ça, ça peut être stratégique.

Il y a évidemment une offre assortie de pas mal de préalables, toute une liste de conditions, qui serait très simplement - c'est la seule ouverture qu'on peut voir dans cette réponse syndicale - d'avancer du mois d'août jusqu'au mois de juin l'ouverture de possibles négociations. Pour ce qui est du problème budgétaire, qui est le fond de la question, il n'y a sûrement pas d'indifférence. Au contraire, on sait à quel point, dans les rangs syndicaux, il y a eu de multiples consultations, toute une ronde de rencontres dont tout le monde est conscient, au fond. On sait aussi, après avoir parlé avec un bon nombre de citoyens, chacun dans le milieu qu'on connaît le mieux, à quel point les gens sont conscients. Cela ne transparait pas dans la réponse syndicale, évidemment.

Que nous reste-t-il à faire? Je répète ce qu'on a dit. Il y avait une offre de réouverture qui nous paraissait et nous paraît encore la seule façon socialement acceptable, la seule façon équitable, aussi, pour l'ensemble de la société, de régler ce problème budgétaire tel qu'il se présente cette année. Il s'agissait, le 15 avril, de rouvrir les conventions collectives pour minimiser l'impact de nouvelles hausses d'impôt sur le dos des contribuables, pour protéger, après 1 500 000 000 \$ de contraintes, de coupures - on emploiera le mot qu'on voudra - l'ensemble de l'acquis social que représentent les services qu'on fournit à la population. Nous demandions, bien sûr, aux employés les mieux rémunérés de faire un effort particulier, tout en protégeant en même temps, autant que la situation le permet, les plus faiblement rémunérés qu'on retrouve dans les secteurs public et parapublic.

Sur ce problème central, la réponse qu'on a reçue hier ne propose aucune solution et ne répond pas vraiment, sauf par une fin de non-recevoir. Comme le disait hier le président du Conseil du trésor, ce qu'il reste au gouvernement, maintenant, c'est d'assumer ses responsabilités seul en arrêtant le choix des mesures qui paraîtront les plus appropriées pour redresser la situation. Évidemment, en dernière analyse, c'est dans le budget, avant la fin du mois,

que se trouvera le détail, si on veut, de cette solution telle qu'elle sera arrêtée. (14 h 30)

Aujourd'hui, cela a été exploré. Enfin, la situation devant laquelle on se trouve a été explorée et a été discutée abondamment, comme c'est normal, par le caucus ministériel. Cela reviendra demain au Conseil des ministres. Je n'ai pas besoin de vous dire que ce sera fort probablement, sinon l'unique, en tout cas, le principal point de toutes les discussions de la journée de demain au Conseil des ministres. Éventuellement, dans les jours qui viennent, mais suffisamment vite pour que le budget puisse en tenir compte et peut-être pour d'autres mesures qu'il faudra prendre, les décisions seront annoncées.

Je ne peux pas, pour l'instant, aller plus loin que cela au lendemain de cette réponse qui n'était pas particulièrement surprenante avec toutes les rumeurs qui circulaient depuis quelques jours. Mais maintenant qu'elle est là officiellement, on a encore besoin au moins de quelques jours, au plus aussi de quelques jours, avant de fixer les attitudes ou les décisions qui nous permettront ou qui me permettront éventuellement de donner toutes les réponses que le chef de l'Opposition veut avoir, mais pas aujourd'hui.

Le **Président:** M. le chef de l'Opposition.

M. Ryan: Je constate, M. le Président, que le premier ministre a un langage plus modéré quand il parle de ces choses que quand il parle des questions sub judice.

Des voix: Ah!

M. Ryan: Je l'en félicite. Je voudrais juste faire une petite correction. Tantôt, le premier ministre m'accusait ou me reprochait d'avoir tiré hors du contexte l'expression "situation de catastrophe". Je pense qu'elle est très bien inscrite dans les comptes rendus que les journaux donnent ce matin des propos qu'a tenus le président du Conseil du trésor, hier. C'est vraiment une hypothèse sérieuse qu'il a faite, à moins qu'il parle seulement pour s'écouter parler. En situation de catastrophe, répondait-il, à des gens qui lui demandaient si le gouvernement entendait honorer sa signature, le gouvernement peut faire passer le bien des citoyens avant le respect des signatures. J'ai remarqué que c'est le seul aspect de la question que je lui avais posée dont n'a pas traité explicitement le premier ministre. Est-ce qu'il pourrait nous dire quelle est la ligne de conduite du gouvernement en matière de respect de sa signature?

Une voix: Il veut répondre.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, tout d'abord, l'allusion que vient de faire le chef de l'Opposition au problème des sub judice, je dois dire que si mon ton était plus modéré aujourd'hui sur un autre sujet, c'est que le chef de l'Opposition, dans sa question, était moins poison et moins provocant que l'autre fois.

Je comprends, M. le Président, que le chef de l'Opposition voudrait une réponse immédiate à sa question. Je pense que je pourrais faire un long développement pour donner le pour, le contre, etc., dans chaque cas. Je vais m'en tenir à ce que j'ai dit tout à l'heure. D'ici à quelques jours, vous le saurez et, à ce moment-là, vous verrez quelle attitude vous prendrez. Mais, en attendant, il nous reste tellement de choses à essayer d'évaluer. Autrement dit, c'est un peu tomber de Charybde en Scylla. On ne se contera pas d'histoires. Il y a des choses désagréables d'un côté. Il y a des choses désagréables de l'autre. Tout est douloureux dans les décisions qu'on va avoir à prendre. Aussitôt qu'on les aura prises, tout le monde sera averti et en Chambre, l'Opposition, la première, si elle pose des questions, mais pas aujourd'hui.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Ryan: Donc, M. le Président...

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Bérubé: Dans son préambule, M. le Président, le chef de l'Opposition a introduit deux affirmations qui, malheureusement, je pense, dans la situation actuelle, méritent d'être corrigées simplement pour être certain que nous avons les faits. Il aurait dû compléter tantôt que, dans ma référence à la catastrophe, où j'avais bien dit "dans une situation catastrophique", j'ai émis l'hypothèse qu'"un gouvernement pourrait", mais il reste maintenant au Conseil des ministres à évaluer si telle est bien la situation. En d'autres termes, je n'ai pas prétendu qu'il y avait catastrophe, mais j'ai souligné qu'il s'agissait là d'une situation hypothétique.

Deuxièmement, M. le Président, il y a une affirmation qui m'apparaît également importante et qui déforme malheureusement la réalité de mes propos. J'ai bien indiqué que, concernant la crise, le climat de modération et l'effort mis par les centrales à consulter leurs membres traduisent bien cette perception de la crise. En d'autres termes, je n'ai jamais prétendu que les centrales syndicales n'étaient pas parfaitement conscientes de la crise.

Toutefois, en ce qui a trait aux contraintes budgétaires que le gouvernement doit résoudre dans les prochains jours, c'est à ce moment-là que j'ai indiqué que, malheureusement, les centrales avaient affiché une totale indifférence. Il est clair d'avoir, je pense, devant soi exactement les propos qui ont été tenus.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, question additionnelle.

M. Ryan: M. le Président, on doit comprendre, si j'ai bien écouté le ministre, que les centrales syndicales, dans son jugement, étaient parfaitement conscientes mais totalement indifférentes. C'est une bonne casuistique.

Je voudrais demander au premier ministre, pour terminer, si on doit conclure qu'il n'exclut pas la possibilité d'une réouverture unilatérale par le gouvernement des conventions collectives qui doivent expirer le 31 décembre 1982.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je dois dire une chose, en répétant ce que j'ai dit tout à l'heure, c'est que... Non, vous n'aurez pas de oui ou de non. On a le droit en conscience de n'exclure rien, de n'exclure quoi que ce soit, jusqu'à ce qu'une décision ait été évaluée sous tous ses angles, tous ses aspects et vous aurez la réponse quand la décision aura été prise.

Le Président: Question principale, M. le député de Beauce-Sud.

Bois de la forêt privée avarié par la tordeuse

M. Mathieu: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie et des Ressources et a trait au grave problème de la tordeuse de l'épinette qui affecte des milliers et des milliers d'acres de forêt privée du Québec entier.

Vous savez et nous savons tous que ce problème nécessite une approche globale et urgente. De l'aveu même du ministre le 30 mars dernier, en réponse à une question, il disait qu'il existe environ 1 465 000 mètres cubes de bois affecté par la tordeuse en perdition provenant de la forêt privée dans les régions.

Le ministre avait déclaré, semble-t-il, au syndicat des producteurs de bois qu'il ne délivrerait pas de permis de coupe sur les terres publiques tant que le problème ne serait pas réglé dans son entier. J'aurais une question en trois volets pour le ministre. Premièrement, je lui demande: Est-ce que des permis ont été délivrés à des compagnies impliquées dans le dossier? Deuxièmement,

sur les 1 465 000 mètres cubes de bois qu'il y avait le 30 mars, est-ce qu'il y en a beaucoup pour lesquels on a trouvé un marché? Troisièmement, si les compagnies refusent d'absorber le bois provenant de la forêt privée, le ministre a déjà dit qu'il ne voulait pas se prévaloir de la loi 41 qui pouvait contraindre les compagnies à absorber ce bois. Je lui demande donc, dans l'hypothèse de refus des compagnies, ce qu'il entend faire ou quelle arme lui reste-t-il?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Duhaime: M. le Président, depuis que j'ai été interrogé sur cette question à l'Assemblée nationale, je crois que c'est à la fin de mars...

M. Mathieu: Le 30 mars.

M. Duhaime: Oui, c'est la fin. Nous avons au ministère continué, bien sûr, à rencontrer les différents groupements membres de la Fédération des producteurs de bois; j'ai eu moi-même aussi l'occasion de parler avec le président de l'Union des producteurs agricoles et nous avons fait à peu près le point. Les chiffres qu'avance le député sont exacts, sauf qu'il faudrait peut-être les traduire en cordes. Il s'agit de 400 000 cordes. Avec le ralentissement économique, particulièrement dans le sciage, à l'heure actuelle, le chiffre de 400 000 est maintenant monté à 470 000 cordes. Quand on le prend en mètres cubes, il est évident que ça peut paraître plus gros comme problème, mais en cordes de bois ça donne exactement la même chose, ce sont des mètres cubes apparents.

Je puis confirmer qu'il n'y a pas eu de permis de coupe d'émis cette année encore. Par ailleurs, aucun permis n'a été retiré et je rencontre, ce soir, une douzaine de compagnies forestières qui sont membres de l'Association des industries forestières du Québec et un des sujets à l'ordre du jour, dans nos discussions, est ce problème de la tordeuse.

Est-ce qu'il est question pour l'instant que nous invoquions la loi 41, mieux connue sous le nom de "loi Bona"? La réponse est négative aujourd'hui, M. le Président.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud, question additionnelle.
(14 h 40)

M. Mathieu: Oui, question additionnelle. Je voudrais demander au ministre - d'abord, je répète ma question de tout à l'heure - s'il n'invoque pas la loi 41 et que les compagnies refusent d'absorber le bois de la forêt privée, que lui reste-t-il à faire? Deuxièmement, je voudrais savoir si le ministre est conscient qu'il y a du bois

affecté par la tordeuse et provenant des États-Unis, qui est traversé au Québec, transformé en copeaux et livré à nos usines de pâtes et papiers. Est-ce que le ministre est conscient de cela? Si oui, qu'est-ce qu'il entend faire pour remédier à la situation?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Duhaime: Dans la dernière question, le député a fait allusion à plusieurs reprises au fait que du bois qui viendrait d'États américains affectés par la tordeuse entre au Québec à pleins camions. J'aimerais qu'il me fournisse des précisions: cela part de quel endroit, cela va où, quelle est l'entreprise, etc.?, pour qu'on puisse discuter du dossier d'une façon un peu plus intelligente.

À ma connaissance, il n'y aurait pas de bois attaqué par la tordeuse qui viendrait des États-Unis. Je suis prêt à retirer mon affirmation tout de suite si on me fait la démonstration du contraire. Entre la Fédération des producteurs de bois et l'Association de l'industrie forestière du Québec, il n'y a pas de réconciliation quant aux chiffres; à mon ministère, nous avons accepté qu'il y avait effectivement 400 000 cordes de bois qu'il fallait tenter de placer cette année. Ces chiffres ne sont pas retenus par l'Association de l'industrie forestière. Je vais en parler à nouveau avec ses membres ce soir.

Nous sommes prêts, bien sûr - c'est l'offre qui a été faite par la fédération des producteurs et accepté par l'association de l'industrie - à aller sur le terrain même vérifier le décompte. Quand on parle de 400 000 cordes de bois atteint par la tordeuse, qu'il faut liquider dans une seule année sur un marché en détresse, c'est une tâche passablement difficile. J'aime mieux réserver mon jugement à savoir s'il y aurait une recommandation ou non au Conseil des ministres au sujet de la loi 41.

Le Président: Question principale, M. le député de Frontenac.

La déclaration de M. Allan MacEachen sur la situation économique

M. Grégoire: M. le Président, j'aurais une question à poser au ministre des Finances. Devant l'aggravation de la crise économique au Canada et la montée du chômage...

Une voix: Au Québec!

M. Grégoire: ... le ministre des Finances du Canada, M. Allan MacEachen, la semaine dernière, à la Chambre des communes d'Ottawa, en réponse à des questions de l'Opposition, avouait son

impuissance à faire face à la crise économique. Il disait: C'est la faute du gouvernement américain, c'est la faute des États-Unis. Nous disons que c'est la faute du fédéral mais, au fédéral, on dit que c'est la faute des États-Unis.

Ma question se divise en trois volets. Premièrement, j'aimerais demander au ministre des Finances si c'est le gouvernement américain qui nomme le gouverneur de la Banque du Canada et si, indirectement, donc, c'est le gouvernement américain qui fixe les taux d'intérêt de la Banque du Canada.

J'aimerais savoir, deuxièmement...

M. Lavigne: Très bonne question.

M. Grégoire: ... si le rapatriement de la constitution canadienne, dernièrement, avait pour objectif caché de faire du gouvernement fédéral une colonie financière américaine.

J'aimerais savoir, troisièmement, si, maintenant que le ministre fédéral des Finances a avoué son impuissance, qu'il s'est dit désarmé et qu'il a reconnu être incapable de faire face à la crise, le ministre des Finances du Québec ne pourrait pas renouveler au ministre des Finances d'Ottawa la suggestion qu'il a toujours faite, à savoir lutter contre la montée des taux d'intérêt au Canada et contre les dommages que cela cause à notre économie.

Le Président: M. le ministre des Finances.

Des voix: Bonne question!

M. Parizeau: M. le Président, effectivement, moi aussi, j'ai été tout à fait impressionné de voir la déclaration du ministre fédéral des Finances, d'abord, à la Chambre des communes et, ensuite, à la réunion des ministres des Finances de l'OCDE hier, indiquant, à toutes fins utiles, que la responsabilité des hauts taux d'intérêt au Canada est celle de la politique américaine, que le gouvernement canadien n'y est pour rien et que, dans ces conditions, il demande - le ministre fédéral des Finances - instamment aux autorités américaines de baisser les taux d'intérêt.

Il y a là un rejet de responsabilité un peu facile. Je voudrais rappeler que depuis presque un an exactement, le Canada a décidé d'augmenter ses taux d'intérêt bien au-delà des taux américains, bien au-dessus des taux américains, non pas tellement pour lutter contre l'inflation au Canada, parce que la combinaison du taux d'inflation aux États-Unis plus, d'autre part, les augmentations du prix du pétrole au Canada font que, on le sait bien, on n'a pas à cet égard, si je peux me permettre, une poignée bien forte, mais

essentiellement pour faire en sorte que le taux de change du dollar canadien reste quelque part entre 0,80 \$ et 0,84 \$. Nous avons connu, dans ces conditions, au cours de l'été dernier, des taux d'intérêt au Canada de 3,5%, 4%, 4,5%, à un moment donné 5%, sur certaines échéances, au-dessus des taux américains. Bien sûr, les écarts entre les taux canadiens et les taux américains sont disparus pendant quelques jours, comme par hasard, ces jours où les premiers ministres des provinces et du gouvernement fédéral se réunissaient à Ottawa. J'admets que c'est une pure coïncidence. Pendant la conférence économique des premiers ministres, les écarts sont disparus. Ils sont ouverts à nouveau.

Il faut bien comprendre qu'actuellement, cette semaine, les écarts, aussi bien sur le court terme que sur le long terme, entre les taux canadiens et les taux américains sont de 2,5%, les taux canadiens sont de 2,5% plus hauts que les taux américains. Nous avons, pour une sorte de symbolisme qui veut qu'à 0,84 \$ le taux de change du dollar canadien est absolument merveilleux et qu'à 0,80 \$ il est catastrophique, pour maintenir cette espèce de symbole, pris le risque d'abord d'augmenter nos taux d'intérêt bien au-dessus des taux américains et, d'autre part - ce n'est même pas le risque, c'est une constatation maintenant - nous avons flanqué plusieurs centaines de milliers de gens dans la rue, sans emploi. C'est un choix délibéré que le gouvernement fédéral a fait, un choix dont j'ai eu l'occasion de dire à plusieurs reprises qu'il est extravagant.

M. MacEachen, maintenant que le mal est fait, maintenant que, depuis septembre dernier, l'économie canadienne a été cassée, se retourne et dit: Cela n'est pas ma faute, ce sont les Américains. Je pense, M. le Président, qu'on n'a pas à souscrire à cette interprétation. On trouve que la porte de sortie du ministre fédéral des Finances est, non pas seulement un peu facile, mais très facile.

Le Président: Question additionnelle, très courte, s'il vous plaît, et une réponse très courte, de la part du député de Vaudreuil-Soulanges.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): J'aurais une question additionnelle à l'adresse du premier ministre, M. le Président. J'aimerais voir comment on pourrait concilier la théorie qu'a fait valoir, dans sa question, le député de Frontenac, de même que le ministre des Finances, dans sa réponse, avec la proposition que le premier ministre avait faite justement à l'occasion des rencontres à caractère économique avec les autres provinces et le gouvernement fédéral. J'aimerais savoir aujourd'hui quel serait l'effet net de la proposition du gouvernement

du Parti québécois à l'adresse du gouvernement canadien de laisser l'écart de 1% supérieur au taux américain ici au Canada, c'est-à-dire, que les taux d'intérêt soient - de toute façon, selon les mêmes propositions du gouvernement - plus élevés au Canada qu'aux États-Unis?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je vais laisser quand même l'interlocuteur normal du député de Vaudreuil-Soulanges compléter sa réponse sur cet aspect puisque nous avons tous participé à la même délégation à Ottawa.

Le Président: Très brièvement, M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: La réponse est tout aussi simple que la question, M. le Président. Pendant des années, on s'est toujours entendu, en termes de pratique, au Canada, pour que le taux de change, les taux d'intérêt au Canada ne dépassent guère les taux américains de plus de 0,5% ou de 1%, de façon à garder un certain attrait pour le capital étranger, mais pas trop. C'est ça que nous reconnaissons à la conférence économique: Pour l'amour du saint ciel, si vous devez garder les taux d'intérêt canadiens au-dessus des taux américains à des fins de balance des paiements, pas plus que 1%. Nous sommes actuellement à 2,5%. Qu'est-ce qui se passerait si le gouvernement fédéral avait accepté notre suggestion? Aujourd'hui, M. le Président, il se passerait une chose très simple: les taux d'intérêt des bons du Trésor jusqu'au long terme au Canada seraient de 1,5% au-dessous de ce qu'ils sont.

Le Président: Question principale, M. le député de Pontiac.
(M h 50)

La taxe sur l'essence

M. Middlemiss: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances et concerne la deuxième surtaxe sur l'essence décrétée le 17 novembre 1981. Depuis, on a pu mesurer les conséquences concrètes de cette taxe régressive: une augmentation des coûts de l'ensemble des biens et services pour les consommateurs, laquelle est particulièrement injuste pour les moins bien nantis; une crise chez les détaillants d'essence, plus particulièrement dans les régions frontalières; des perspectives des plus sombres pour l'industrie touristique québécoise, surtout en région. Je suis conscient que le ministre des Finances peut, à cette étape-ci de la préparation de son budget, nous en révéler la teneur, mais j'aimerais tout de même savoir s'il pourrait

confirmer ou non la déclaration suivante de son collègue, le président du Conseil du trésor, qui a été faite le 29 avril dernier à la commission des engagements financiers: "Il est possible qu'on soit peut-être capable de l'abolir plus vite que vous pensez."

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: M. le Président, nous avons indiqué qu'en 1983 on réviserait la situation et qu'on réexaminerait donc cette taxe. Dans ces conditions, je ne vois pas d'utilité d'aller plus loin que cette déclaration. En 1983, à la lumière de la situation économique, de l'état des finances publiques, de ce qui s'est produit ailleurs dans d'autres provinces ou possiblement aux États-Unis, nous réviserons la situation à ce moment. Je ne vois pas, à l'heure actuelle, de raison d'aller plus loin que cela. À l'heure actuelle, les circonstances économiques et financières changent très rapidement. De trois mois en trois mois, les situations se modifient. Nous devons tous prendre l'habitude à cet égard de réviser nos estimations au fur et à mesure que la situation évolue. Donc, je confirme simplement ce que j'ai eu l'occasion de dire en cette Chambre, qu'en 1983, on révisera la situation et cette taxe et à ce moment, on verra.

Le Président: Question additionnelle, M. le député de Pontiac.

M. Middlemiss: Oui. Donc, le ministre des Finances nous dit qu'on devrait prendre les déclarations du président du Conseil du trésor avec un grain de sel.

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: Non, M. le Président, mais peut-être les prendre comme un espoir.

Le Président: Dernière question principale, sans additionnelle, M. le député de Sainte-Anne.

Les employés "tablettés" de la fonction publique

M. Polak: Merci, M. le Président. J'ai une question à poser à Mme la ministre de la Fonction publique, vu que, récemment, une série d'articles ont paru dans les journaux concernant le fait qu'il y a quelques centaines d'employés de la fonction publique qu'on appelle des "tablettés", c'est-à-dire ceux qui reçoivent plein salaire sans travailler. Il s'agit de salaires qui varient entre 25 000 \$ et 50 000 \$ par année. Il s'agit d'un montant total de 10 000 000 \$

par année. Vu que, devant la commission des engagements financiers, le président du Conseil du trésor a déclaré qu'il n'y a pas d'effectifs disponibles pour vérifier si vraiment des emplois ont été créés dans le cadre des programmes de subventions par la SDI et d'autres organismes, vu qu'il s'agit de subventions de millions de dollars pour la création ou le maintien d'emplois et qu'une vérification est absolument essentielle pour éviter ou arrêter des abus; vu que, parmi ces cadres "tablettés", il y en a certainement un grand nombre qui ont la capacité de faire une telle vérification, ma question est la suivante: Mme la ministre serait-elle prête à prendre des mesures immédiates pour se servir de ces soi-disant "tablettés" ou au moins un grand nombre parmi eux pour vérifier la création d'emplois dans le cadre des programmes du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, et ceci pour prévenir ou arrêter les abus, ceci également pour le bénéfice de tous les contribuables du Québec.

Le Président: Mme la ministre de la Fonction publique.

Mme LeBlanc-Bantey: M. le Président, j'avoue que je n'ai pas compris l'ensemble de la question du député de Sainte-Anne, mais, ceci étant dit, je voudrais quand même nuancer certains propos qu'il a tenus. Il a fait allusion à l'ensemble du problème des "tablettés" duquel on a eu longuement l'occasion de discuter lors de l'étude des crédits en présentant ces gens comme généralement des gens qui ont les deux pieds sur le bureau avec, autrement dit, un gros salaire et qui ne font absolument rien. J'avais pris la peine, de nuancer longuement à la commission sur l'étude des crédits - et le député de Jean-Talon pourra en rediscuter avec le député de Sainte-Anne - en ce sens qu'il y avait différentes catégories de cadres ou de fonctionnaires sous-utilisés. Il y en a sans doute effectivement qui travaillent à ne rien faire, mais, par ailleurs, il y en a d'autres qui travaillent, mais qui sont peut-être trop payés pour le travail qu'ils font ou qui ne donnent pas toute la mesure à laquelle on serait en droit de s'attendre, compte tenu qu'ils sont payés par les citoyens.

Ceci étant dit, l'ensemble du problème fait l'objet d'une réflexion non seulement au ministère, mais aussi à la commission Bisailon, à laquelle siègent quelques-uns de vos collègues. Quant à nous, ce que je peux vous dire dès maintenant, pour tenter d'accélérer le règlement de l'ensemble de ce problème et de cette question, c'est que nous allons en arriver bientôt à ce qu'on appelle une banque de mises en disponibilité où chaque ministère qui aura un effectif en trop, compte tenu de ses obligations et de

ses engagements, pourra affecter ces gens à la banque de mises en disponibilité, ce qui nous permettra de faire appel à cette banque avant de faire du recrutement dans le public ou en dehors de la fonction publique.

Ceci étant dit, quant à la question précise que vous avez posée, que vous avez semblé vouloir poser sur la possibilité...

M. Polak: On a de l'emploi prêt pour eux.

Mme LeBlanc-Bantey: Pardon?

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Polak: On a de l'emploi prêt pour eux.

Mme LeBlanc-Bantey: Ce que je peux vous dire, c'est que la ministre de la Fonction publique et l'ensemble du ministère, de même que le Conseil du trésor, sont très intéressés à recevoir vos suggestions et que nous sommes, bien sûr, disposés à collaborer pour rationaliser davantage les effectifs de la fonction publique, compte tenu du fait qu'ils sont payés par l'ensemble des citoyens du Québec.

Le Président: Fin de la période des questions.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier le leader du gouvernement et le leader de l'Opposition, de même que tous les députés, pour la collaboration qu'ils ont démontrée aujourd'hui. C'est la première fois, du moins depuis que j'occupe la présidence, que la période des questions se termine avant 15 heures. Je vous rappelle que, demain, la présidence ouvrira à 10 heures précises et, demain après-midi, à 15 heures précises.

Motions non annoncées.

M. le premier ministre.

Condoléances à la famille de M. Gilles Villeneuve

M. René Lévesque

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je suis sûr que l'Assemblée nationale acceptera volontiers de consacrer quelques minutes à la motion que je voudrais présenter aujourd'hui à la suite de la mort si tragique et si brutale de Gilles Villeneuve. À peine dans la trentaine, il avait fourni déjà une carrière si remplie, si brillante, en quelques brèves années, que jamais, bien sûr, elle ne sera oubliée. C'est une carrière dont l'éclat aura rejailli sur tous les siens, non pas seulement sur ses proches, mais sur tous ses compatriotes aussi. C'est ce qui explique sans doute la fierté avec laquelle on se sentait tous un tout petit peu partie

prenante dans ses succès et c'est ce qui explique aussi ce climat de perte collective qui a déferlé partout au Québec ces derniers jours.

Le grand journal sportif européen, L'Équipe, l'avait classé comme "le pilote le plus exceptionnel de l'histoire de la course automobile". Pour parvenir à ce rang, on sait ou en tout cas on peut deviner ce qu'il aura fallu, en plus d'un talent fou et d'une audace également folle, de volonté, de perfectionnisme professionnel et de constante recherche de l'excellence.

D'autres diront sûrement, pendant les minutes qui suivent, comment ils l'ont bien connu et, pour ma part, de deux brèves rencontres, j'ai gardé le souvenir, en plus des qualités pour ainsi dire publiques que je viens d'évoquer, d'un jeune homme extrêmement intelligent qui avait une sorte d'impressionnante distinction naturelle et absolument aucune prétention. À beaucoup d'égards, il mérite donc de demeurer un modèle et, bien que sûrement il ne sera pas oublié de toute façon, le gouvernement a l'intention de poser dans les plus brefs délais un geste qui aura pour effet d'installer son nom dans le souvenir collectif d'une façon permanente.

Sur ce, M. le Président, je fais donc motion pour que l'Assemblée nationale adresse ses plus sincères condoléances à la famille de Gilles Villeneuve, c'est-à-dire à sa femme, Mme Joanne Villeneuve, aux deux enfants, Mélanie et Jacques, et à tous ses proches parents. Je suis sûr que cette motion est également endossée, en quelque sorte, par tous nos concitoyens partout au Québec.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.
(15 heures)

M. Claude Ryan

M. Ryan: M. le Président, partout où se trouvaient samedi des Québécois, la nouvelle foudroyante de l'accident qui venait de se produire en Belgique a eu l'effet d'un choc. Parents et enfants, compagnons de travail, bouleversés dans l'exercice de leurs activités, se sont regardés en silence, ne voulant pas croire à l'irréparable. Pendant des heures, nous avons espéré contre toute raison que Gilles Villeneuve survivrait à ses blessures comme il avait vaincu tant d'obstacles jusque là. Mais, en fin d'après-midi, la nouvelle inexorable nous parvenait: il était mort, mort en pleine action, comme nous l'avons perçu, admiré et aimé depuis tant d'années.

Dans la discipline qu'il avait choisie, Gilles Villeneuve était de la race des grands de son métier. Il recherchait avec fougue la réussite et obtint souvent les récompenses et la gloire qui l'accompagnaient. Mais il acceptait aussi les risques de son métier avec un courage et une audace sans pareils.

Il en assumait aussi jusque dans le moindre détail les exigences de précision et de compétence qui, dans ce métier comme dans tous les autres, sont une condition indispensable de succès.

À la suite de la tragédie de samedi, on s'interroge avec raison sur les conditions vraisemblablement inhumaines dans lesquelles se déroulent aujourd'hui les grandes compétitions internationales de courses automobile. Nombreux sont les observateurs compétents de ce sport qui considèrent que Gilles Villeneuve et d'autres pilotes ont été et seront encore, si des changements ne sont pas apportés, les victimes innocentes d'un univers où, par soif du prestige et de la fortune, on n'hésite pas, apparemment, à mettre inutilement en péril de précieuses vies humaines.

Par-delà ces interrogations nécessaires, c'est surtout l'exemple de dépassement, de courage, de recherche des grands horizons, d'acceptation du risque que nous laisse Gilles Villeneuve et que nous voulons signaler en lui rendant hommage aujourd'hui. Gilles Villeneuve avait tous les traits du petit gars de chez nous. Du Québécois typique, il avait la simplicité, le regard franc, la joie de vivre, le naturel et la modestie. À tous égards, son expérience de jeunesse s'était déroulée comme celle de n'importe quel Québécois ordinaire. Il possédait aussi un autre trait que nous tenons de nos origines, mais que nous avons trop souvent mis en veilleuse, le goût du dépassement, le goût des grands espaces, le sens du risque, la volonté de se mesurer à ce qu'il y a de meilleur et de plus fort dans l'homme de partout.

Dans son métier, Gilles Villeneuve représenta le Québec et le Canada tout entier avec dynamisme et honneur. Par ses succès, par la facilité avec laquelle il a su se mesurer aux plus grands, il nous a montré que nous ne devons avoir peur de rien, que rien ne nous est impossible à condition que nous soyons prêts à travailler fort, à accepter les risques et les règles de discipline qui accompagnent toutes les grandes aventures. La mort a fauché Gilles Villeneuve alors qu'il était au sommet de sa forme, mais l'esprit qu'il a incarné avec beauté vivra longtemps parmi nous.

À sa femme, à ses deux enfants, à ses parents et à ses amis, j'offre mes condoléances et celles de tous les députés de l'Opposition. Je donne volontiers mon consentement et celui de mes collègues à la motion qui a été présentée par le premier ministre cet après-midi.

Le Président: M. le député de Berthier.

M. Albert Houde

M. Houde: Merci, M. le Président. Je

me joins volontiers à la motion présentée par le premier ministre et par le chef de l'Opposition officielle en cette Chambre, étant touché de très près, comme député du comté de Berthier. C'est avec consternation, tristesse et regret que nous avons tous appris le décès prématuré de Gilles Villeneuve, originaire de Berthier. Plus particulièrement dans Berthierville, tous les gens étaient d'accord pour dire que Gilles était un petit gars simple et qu'il était resté le même. C'est comme ça qu'il a su garder l'estime de tous ses amis.

Au-delà de ce tragique accident, nous avons pu constater l'unanimité avec laquelle, partout à travers le monde, on a salué le courage, le talent et l'intrépidité de Gilles. Du courage, il en a fallu à Gilles pour graver tous les échelons de ce sport exigeant entre tous, la course automobile. Nous avons tous suivi, dans le comté de Berthier, la prestigieuse carrière de Gilles et les difficultés qu'il a dû affronter pour parvenir aux plus hauts sommets. Gilles n'a jamais reculé devant l'effort. En effet, quel bel exemple de courage pour la jeunesse de notre pays que ce jeune homme qui n'a pas hésité à accepter, dans sa discipline, les pires conditions. Il s'est imposé de lourds sacrifices pour accéder aux plus grands honneurs. Le courage a forgé à Gilles des nerfs d'acier.

Gilles n'avait pas peur. Il a compris que pour devenir un grand champion, il faut beaucoup d'audace. Rapidement, il s'est fait une réputation mondiale d'homme sans peur, tel un chevalier du Moyen Âge.

Gilles Villeneuve fera partie à jamais de la légende du sport, mais, plus encore, il aura contribué sur tous les continents à représenter dignement le Canada, le Québec et sa ville natale tout entière qui est Berthierville.

Sa mort nous prive d'un homme aux qualités exceptionnelles. Gilles est déjà entré dans le souvenir de tous. Il devient l'un de ces personnages de légende qui sera pour tous les Canadiens et les Québécois une source d'inspiration et de fierté.

Au nom de tous mes concitoyens et mes concitoyennes du comté de Berthier, j'offre à la famille durement éprouvée mes plus sincères condoléances. Merci beaucoup.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Joliette.

M. Guy Chevette

M. Chevette: M. le Président, vous me permettez également de m'associer à cette motion et je voudrais, au nom des citoyens de mon comté, le comté de Joliette, comté voisin, ainsi qu'au nom de tous mes concitoyens de la région de Lanaudière, offrir à la famille Villeneuve mes plus

sincères condoléances, à son épouse, à ses enfants, à ses parents, à ses amis et à tous ses admirateurs.

Pour nous, de la région, Gilles Villeneuve demeurera le petit gars bien de chez nous, le petit gars du coin, qui aura prouvé qu'avec un esprit de discipline, une ardeur au travail, un désir de vaincre et avec beaucoup de talent on peut atteindre un degré d'excellence sans précédent.

Pour nous également, M. le Président, malgré le succès que Gilles Villeneuve a connu, cet homme est toujours demeuré un homme simple, humble, abordable, un modèle auquel notre jeunesse pouvait facilement s'identifier. Je crois qu'on peut affirmer, sans minimiser le travail de qui que ce soit, sans l'ombre d'un doute, que Gilles Villeneuve fut, pour nous, Québécois, l'un des plus grands ambassadeurs dans le monde entier.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Maskinongé.

M. Yvon Picotte

M. Picotte: M. le Président, c'est évidemment avec consternation et stupeur que nous avons été saisis de l'issue du dernier tour de piste de Gilles Villeneuve, en fin de semaine dernière.

Les condoléances que nous désirons transmettre, au nom de l'Opposition, à la famille et aux nombreux amis de Gilles ne suffiront pas, hélas, à soulager leur peine, mais souhaitons au moins que le témoignage de son père aura atteint le cœur et l'esprit de chacun des Québécois et fourni une motivation aux jeunes où qu'ils se trouvent dans le monde.

C'est ainsi que des réactions spontanées de M. Séville Villeneuve auront confirmé l'essentiel ainsi que la justesse de la valeur professionnelle de son fils lorsqu'il déclarait, à une émission diffusée sur France-Inter, que Gilles faisait ce qu'il aimait avec son cœur, avec toute la force qu'on pouvait lui réclamer et avec toute sa sincérité.

M. le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous espérons que ce témoignage sera prolongé partout dans le monde. Voilà, à mon avis, la contribution d'un sportif à la société qui méritait d'être soulignée et que nous souhaitons imiter. Il semble que, sur la ligne de départ, se tient prêt son frère, Jacques, qui, appuyé de façon inconditionnelle par son père, a le goût de prolonger ce défi de Gilles dont le record de 26 victoires en épreuves de grand prix lui tenait à cœur.

En somme, nous joignons le plus sincèrement du monde notre sympathie, dans le cadre d'une admiration unanime, à tous les proches parents de Gilles, connu davantage par son acharnement et son

ambition de se réaliser que sur un quelconque désir de s'afficher en simple vedette.

(15 h 10)

Dans un monde où tant de valeurs subissent des bouleversements, à un point tel que l'on se demande si les aboutissants constituent toujours des facteurs de réussite, il est rassurant que certaines d'entre elles subsistent à travers le temps et les modes, comme en font foi les multiples témoignages d'admiration à l'endroit de Gilles Villeneuve.

De ce tragique événement, qu'on me permette de suggérer une dernière observation aux membres de cette Chambre. Si une société n'est pas en droit de poser autant d'exigences et de demander autant de renoncement à chaque jeune Québécois, elle peut cependant exiger de ce dernier un effort franc et loyal en vue d'apporter une contribution juste et raisonnable à la mesure de ses capacités, de ses talents et de son imagination. Une société peut exiger de plus qu'il s'acharne à construire cette même société de manière qu'il en éprouve lui-même un sentiment de fierté et d'accomplissement de soi.

Cet objectif n'exclut pas de renoncer à certaines voies faciles auxquelles on a trop souvent recours lorsque la moindre difficulté ou frustration s'élève devant nous. J'estime que c'est là l'essentiel de la spontanéité que les amis et parents nous ont communiquée quelques heures après le triste destin de Gilles. Ne refusons pas de les entendre en sachant que chaque défi comporte ses risques, mais aussi ses fiertés. En dépit de cet arrêt foudroyant d'une brillante carrière qui s'annonçait pour Gilles Villeneuve, nous sommes persuadés qu'il souhaitait lui-même transmettre ce même esprit d'effort, de courage et d'acharnement à propos de ses compatriotes.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Lucien Lessard

M. Lessard: M. le Président, pour tous les Québécois et les Québécoises, Gilles Villeneuve est un héros, un héros peut-être trop jeune, qui vient de prendre place dans la légende. Gilles Villeneuve a vécu toute sa vie en côtoyant sa légende. Très tôt, à l'âge de 13 ans, il commençait sa carrière en participant à des courses de motoneige et remportait huit des onze courses au calendrier cette année-là.

En 1974, Gilles Villeneuve grimpait en Formule Atlantique et remportait les championnats canadien et américain, puis, en 1977, il fit ses débuts au Grand Prix de Grande-Bretagne en pilotant une McLaren Ford. Son grand rêve se concrétisait. Gilles

Villeneuve pilotait sa Formule Un. En 1978 il remportait à Montréal le Grand Prix du Canada. Tous les Québécois et Québécoises se souviennent encore avec fierté de ces instants émouvants. Peu de temps après, Gilles Villeneuve signait son grand contrat avec la maison Ferrari.

Pendant trois saisons, il pilota sa Ferrari sur tous les circuits européens et nord-américains. Gilles Villeneuve se tailla une réputation internationale. La liste de ses prouesses serait trop longue à énumérer.

Si Gilles Villeneuve a toujours fait ce qu'il aimait, il l'a toujours fait avec passion. Durant sa courte carrière, il avait réussi, à force de volonté, d'intelligence et de ténacité, à dompter les quarts de seconde, la peur peut-être, et aussi ces machines à qui il demandait toujours un peu plus.

Cette passion se reflétait à chaque tournant tout comme dans sa façon de vivre et de se dépasser. C'est André Malraux qui fait dire à l'un de ses héros: "L'espoir des hommes, c'est leur raison de vivre et de mourir." Gilles Villeneuve a choisi sa vie, mais il savait, plus que tout autre, qu'en choisissant ce métier, il choisissait aussi d'affronter régulièrement la mort.

Il a continuellement côtoyé sa légende. Il est maintenant entré dans l'histoire, mais, dans le cœur de tous les Québécois et de toutes les Québécoises, Gilles Villeneuve ne mourra pas.

Aujourd'hui, je pense à sa famille, mais je pense particulièrement à sa jeune épouse et à ses deux jeunes enfants, car je sais combien il est difficile de perdre un être cher quand on est si jeune.

Je voudrais donc m'associer pour leur dire toute notre sympathie, même si je sais que ça ne peut soulager la douleur.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Reed Scowen

M. Scowen: M. le Président, I never met Gilles Villeneuve, but I think that, for the last four or five years, I have lived with him like all of us have and I would just like to add a word.

He decided to be the best, not the best in Québec or the best in Canada, or the best in North America, but the best and he succeeded it and I think that everyone of us, here, succeeded a little bit with him. His death is a great tragedy but his life was a success. I was only upset with him once and that was in 1980 at the Grand Prix here, in Montreal, when he let Allan Jones get passed him on that hairpin turn; I know Jones had the faster car but I wanted so badly for him to win that race.

The next year, he came back and drove for half an hour at 150 miles an hour with

the front of his car falling off and all was forgiven. Fantastic! I think that, like many Quebecers, I have lost a hero. But there is something more important: Mrs. Villeneuve, Joanne, has lost a husband, Mélanie and Jacques have lost a father, Gilles' parents and his brother have lost a beloved member of their family and I would like to extend my deepest sympathy to them.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Jean-François Bertrand

M. Bertrand: M. le Président, je voudrais, très brièvement, offrir, à mon tour, mes condoléances à Mme Villeneuve, ses enfants, ses proches, ses amis et dire que j'ai eu le privilège, le bonheur de rencontrer Gilles Villeneuve en quelques occasions. Je me rappelle plus particulièrement trois événements. D'abord, ici, à Québec, quelques jours à peine avant que Gilles Villeneuve ne signe un contrat avec la firme Ferrari. Il venait de remporter ici, à Québec, sur les terrains d'Expo-Québec, une course en Formule Atlantique et il venait aussi, en même temps, de couronner une année remplie de succès en devenant, évidemment, champion en Formule Atlantique. C'était quelques jours avant d'entrer dans les circuits de Formule Un, cet univers un peu spécial que peu parmi nous ne connaîtront jamais parce que les 25 personnes qui, chaque année, sont en compétition dans ces courses constituent véritablement un monde à part.

Je me rappelle aussi cette deuxième rencontre avec Gilles Villeneuve. C'était à Montréal, il venait de remporter son premier prix en Formule Un. C'est lui qui avait réussi à franchir la ligne d'arrivée le premier. On se rappellera, à ce moment-là, la fierté de la ville de Montréal en liesse et ses dizaines de milliers de spectateurs et spectatrices qui voyaient le petit gars de Berthierville accéder aux plus grands honneurs dans un monde qui est limité à peine à 25 personnes. Je l'avais rencontré après cette course et je vous avoue avoir été renversé de rencontrer un jeune homme qui venait de donner le maximum, avec tout ce que cela implique de contrôle de soi-même, d'intelligence, de savoir-faire et qui, à peine quelques heures après l'événement, était là, parmi nous, comme nous, un homme simple, humain, chaleureux, abordable et combien accueillant pour tous ceux et toutes celles qui voulaient lui parler.

Je me rappelle un dernier événement, il y a quelques mois, lorsque Gilles Villeneuve, de passage ici, au Québec, était venu ici même, à l'Assemblée nationale du Québec, visiter le salon bleu. Il a rencontré le président de l'Assemblée nationale d'alors, le

député de Montmorency, Clément Richard, et je me rappelle que le président lui avait remis la médaille de l'Assemblée nationale. Geste exceptionnel, s'il en est un, que cette médaille remise à quelqu'un qui provient du monde sportif, alors qu'habituellement ces médailles sont surtout réservées à des gens qui oeuvrent dans le milieu politique.

Je crois que le geste qui a été posé alors illustrait bien, à ce moment-là, toute la fierté que nous ressentions comme Québécois et Québécoises face à ce jeune homme qui, comme le disait le député de Joliette tout à l'heure, nous représentait à l'étranger avec combien de brio. Quelle fierté nous ressentions de savoir que c'était par Gilles Villeneuve que nous réussissions, jusqu'à un certain point, à faire connaître le Québec! Il avait toutes les qualités pour faire connaître un Québec que nous apprécions.
(15 h 20)

Je voudrais terminer en disant, M. le Président, qu'à mon avis, Gilles Villeneuve avait essentiellement deux passions. La première, pour sa famille. Je pense moi aussi, comme d'autres l'ont souligné tout à l'heure, à son épouse Joanne. J'ai eu l'occasion de la rencontrer chaque fois que j'ai rencontré Gilles Villeneuve. J'ai senti là un couple uni, non seulement uni comme le sont l'ensemble des couples, mais j'ai senti chez cette femme à quel point elle participait, elle partageait avec son mari l'ensemble de sa vie professionnelle parce qu'elle était là. Il a fallu que, par hasard, à l'occasion de cette course, de ces essais qui, finalement, ont amené la tragédie que l'on sait, elle ne soit pas là. Elle participait, on l'a lu dans les journaux, à la cérémonie de première communion de leur jeune fille Mélanie. Je crois que dans le fond elle aurait dans un sens aussi aimé être là, mais elle a participé, partagé tous les moments, tous les instants de la vie de Gilles Villeneuve, en sachant, évidemment, les risques qu'il courait. Aujourd'hui, mes pensées se portent vers elle parce que je sais à quel point pour elle cette épreuve est tragique, douloureuse, difficile à porter, mais j'espère qu'elle sent que l'ensemble des Québécois et des Québécoises sont avec elle dans cette douleur.

Sa deuxième passion, elle était pour son métier de pilote. Il avait, M. le Président, la volonté de domestiquer, de dompter la machine et, comme le disait le chef de l'Opposition tout à l'heure, on en est peut-être rendu à un point où, dans ce milieu, on essaie de bâtir des machines qui finalement l'emportent sur l'homme qui essaie avec intelligence, brio et savoir-faire de les dompter et de les domestiquer. Gilles Villeneuve a toujours voulu vaincre la mécanique et faire que la mécanique réponde à la volonté de son cerveau. Il a fallu que

dans cet événement tragique ce soit la machine qui l'emporte. Au bout de la ligne, avec le souvenir que nous gardons de cet homme extraordinaire, la légende dans laquelle il entre maintenant est, comme le disait le premier ministre, le geste que nous voudrions bien tous ensemble consacrer symboliquement pour perpétuer sa mémoire. Je crois qu'il était normal aujourd'hui, à l'Assemblée nationale, que nous lui rendions un hommage combien mérité.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion du premier ministre est adoptée? Adopté.

Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

Rapport Jutras sur les relations du travail à la CTCUM

M. Bertrand: M. le Président, si le leader de l'Opposition me le permet, tout à l'heure j'avais indiqué que le rapport de la commission d'enquête présidée par Me Germain Jutras ne serait disponible que demain. Nous avons réussi à faire deux photocopies du document. Nous ne pourrions pas en donner copie à tous les députés aujourd'hui, probablement demain. Je pourrais déposer, à ce moment-ci, au nom du ministre du Travail, le rapport de Me Jutras.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Dépôt de document. M. le leader du gouvernement.

Travaux de la Chambre

M. Bertrand: M. le Président, là-dessus, comme il n'y a pas de vote aujourd'hui, je voudrais faire motion pour que demain matin, de 10 heures à 13 heures, au salon rouge, la commission parlementaire permanente de l'habitation et de la protection du consommateur entreprenne l'étude de ses crédits.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion est adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté. M. le leader du gouvernement. Les affaires du jour.

M. Bertrand: M. le Président, je voudrais indiquer qu'aujourd'hui, au menu - et là-dessus peut-être qu'on pourrait bien se comprendre pour savoir quels sont les délais qu'on se fixe pour les débats qui vont avoir cours à l'Assemblée nationale - nous commencerions par l'étude du projet de loi no 59, Loi sur la révocation des droits de mine et modifiant la Loi sur les mines. Par la suite, une fois ce projet adopté en

deuxième lecture, nous pourrions faire motion pour que le projet de loi soit déféré en commission parlementaire et entreprendre les travaux en commission parlementaire après l'adoption du projet de loi no 59 en deuxième lecture. Par la suite, nous pourrions - et là-dessus, je crois qu'il y a eu des discussions qui nous permettent de dire qu'il y a un consentement - entreprendre l'étude en deuxième lecture du projet de loi no 61, procéder à son adoption en commission plénière et procéder aussi à son adoption en troisième lecture, après quoi nous pourrions revenir au débat en deuxième lecture sur le projet de loi no 46, Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal. Si le leader de l'Opposition a quelque chose à ajouter...

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, c'est sensiblement ce qui avait été convenu et nous sommes d'accord.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je vous demanderais donc d'appeler l'article 10) inscrit au feuillet de l'aujourd'hui.

Projet de loi no 59

Deuxième lecture

Le Vice-Président (M. Rancourt): Deuxième lecture du projet de loi 59, Loi sur la révocation des droits de mine et modifiant la Loi sur les mines. M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Yves Duhaime

M. Duhaime: M. le Président, ce débat de deuxième lecture sur le projet de loi no 59, Loi sur la révocation des droits de mine et modifiant la Loi sur les mines, bien sûr, sera très certainement bref puisque les éléments essentiels du projet de loi ont été débattus le 4 mars 1982 lorsque nous avons abordé et adopté en deuxième lecture le projet de loi no 35 qui allait au même effet. Je voudrais cependant, M. le Président, rappeler les grands principes du projet de loi 59 et vous dire d'abord que ce projet de loi porte sur la révocation des droits de mine. Il ne s'agit pas de l'exercice d'un droit d'expropriation sur des propriétés, mais il s'agit plutôt de la révocation des droits de mine attachés aux droits de propriété.

Je vous dirai, M. le Président, que j'ai des félicitations à offrir cet après-midi à l'Opposition officielle qui, lors du débat en

deuxième lecture, a parlé en faveur du projet de loi et qui s'est intéressée, bien sûr, aux travaux de la commission qui a eu à entendre cinq groupes importants. Je dois ajouter cependant, M. le Président, que nous avons d'abord et avant tout répondu à un besoin qui a été exprimé par à peu près tous les conseils régionaux de développement du Québec. Je voudrais, pour mémoire, essentiellement mentionner celui de Lanaudière d'abord, celui de la Côte-Nord, du Saguenay, du Lac-Saint-Jean et de Chibougamau, de l'Est du Québec, du Québec métropolitain, du CRD des Laurentides, des grands syndicats, le Syndicat national de l'amiante, d'Asbestos, et du Conseil central des syndicats nationaux de Sherbrooke.

Trois grandes corporations se sont prononcées en faveur du principe: Falcon Bridge Nickel, Le Groupe minier Sullivan et le Groupe minier Noranda. J'ajoute également, M. le Président, que ce projet de loi reçoit l'appui, sur son principe, de l'Union des municipalités du Québec, de l'Association des cités et villes du district de Saint-François, de l'Union des conseils de comté du Québec, de l'Union des producteurs agricoles, de la Fédération de l'UPA de Sherbrooke, du Conseil économique régional du sud-est du Québec, de l'Association des géologues du Québec, de l'Association des prospecteurs du Québec, de l'Ordre des ingénieurs du Québec, de l'Association des mines de métaux du Québec et, bien sûr, - et non le moindre - du Conseil régional du Parti québécois de la région de l'Estrie qui a inscrit dans son programme régional cet engagement que notre parti, s'il était élu au gouvernement, allait aller de l'avant et faire en sorte que la région de l'Estrie puisse, d'une situation monominérale dans ses exploitations minières, avoir au moins la chance, comme d'autres, d'aller de l'avant dans le développement minier.

Je rappelle donc, M. le Président, que le régime que nous vivons à l'heure actuelle remonte à 1880 et à 1911. Ce régime de tenure ne répond plus aux besoins du développement moderne. Je voudrais simplement, si vous me le permettez M. le Président, illustrer avec un croquis ce que cela signifie.

(15 h 30)

Ce qui apparaît en rouge sur cette carte nous donne une idée de l'étendue des droits de mine qui sont révoqués par le présent projet de loi. On voit facilement que la grande concentration se trouve dans la grande région économique de l'Estrie.

Je vous dirai, M. le Président, que le projet de loi qui est devant l'Assemblée nationale prévoit des mécanismes d'indemnité que nous aurons très certainement l'occasion de fouiller dans le détail, lorsque nous ferons l'étude article par article de ce projet de loi, lors de la commission parlementaire de

tout à l'heure.

Je voudrais cependant, M. le Président, revenir sur deux points qui ont été évoqués lorsque nous avons entendus les groupes lors de la commission parlementaire. D'abord, je dirai mes remerciements au Conseil régional de développement des Cantons de l'Est, qui nous a fait l'honneur de sa visite et qui a pris la peine de déposer un mémoire, à l'Association des mines d'amiante du Québec, à l'Association des prospecteurs du Québec, à l'Association des mines de métaux du Québec et également à M. Everette Taylor, qui est venu devant la commission à titre personnel; je voudrais dire tout de suite à M. Taylor que sa comparution devant notre commission parlementaire de l'énergie et des ressources a été très utile.

Dans un premier temps, M. le Président, plusieurs intervenants, de même que des membres de l'Opposition, se sont inquiétés que le projet de loi no 35, qui était débattu en mars 1982, se référait à un règlement qui allait définir dans quelle zone un permis spécial d'exploration serait nécessaire. Fondamentalement, l'argumentation qui nous a été servie consistait à dire: Si un tel territoire est désigné dans un règlement, le Conseil des ministres pourrait le modifier sans revenir devant l'Assemblée nationale. J'admets, comme je l'ai fait devant la commission parlementaire, qu'effectivement, il y avait lieu de s'y interroger. J'ai eu l'occasion de le dire en commission parlementaire, et je donne suite à cet engagement que vous retrouvez à l'article 12 du projet de loi, ce qui était prévu comme description territoriale comme devant faire partie d'un règlement fait maintenant partie de la loi, ce qui signifie que le territoire, qui porte sur à peu près 17 000 kilomètres carrés, qui sera assujéti à l'émission de permis spéciaux aux explorations, ne pourra être modifié, que cette désignation territoriale ne pourra pas être modifiée à moins qu'une loi ne soit adoptée par l'Assemblée nationale.

Le deuxième élément portait sur le point suivant, M. le Président, et c'est ici que je veux remercier particulièrement M. Taylor, qui a très bien illustré le problème que lui-même et d'autres dans la région avaient sur les bras; tel que révisé maintenant, le projet de loi no 59 prévoit explicitement que les droits de mine qui sont actuellement sous bail, sous contrat ou sous option, sont protégés dans le sens que la révocation ne les rejoint pas. Cela signifie que nous avons prévu dans ce projet de révoquer les droits de mine qui sont une entrave au développement minier, mais, lorsque les droits de mine sont bien connus, font l'objet d'ententes notariées ou encore de contrats privés, et qu'ils sont sous option, sous bail ou toute forme contractuelle portant sur ces droits, la révocation ne

s'applique pas quant à eux.

Je dois dire, M. le Président, que je compterais bien que les deux modifications majeures qui ont été introduites dans le projet de loi, pour ce qui est de la limitation des permis spéciaux d'exploration à ce périmètre de 17 milles carrés qui est défini dans la loi et également la protection additionnelle que nous accordons aux détenteurs de droits de mine, fera en sorte que l'Opposition officielle pourra joindre sa voix à celle du gouvernement pour l'adoption de ce projet de loi.

Je voudrais ajouter, M. le Président, que, pour l'ensemble du territoire dont les droits de mine sont objet de révocation autre que le territoire qui est défini dans la loi, ce qui signifie essentiellement les 17 000 kilomètres carrés dont je parle dans la région de l'Estrie, vous les retrouvez à peu près ici, cela signifie qu'ailleurs, sur l'ensemble du territoire, tout ce qui est plaqué en rouge sur cette carte devient, une fois la loi adoptée, donc les droits de mine révoqués, assujetti au jalonnement normal.

C'est dans ce sens que nous améliorons la situation puisque, dans l'état actuel de la législation, lorsque nous révoquons par avis, il faut ensuite émettre un permis spécial d'exploration. C'est donc dire que, sur le plan administratif, sur le plan bureaucratique, si vous préférez, nous allons réduire la paperasse et réduire la machine également. À partir du moment où les droits sont révoqués, ces territoires sont ouverts au jalonnement, sauf pour la partie désignée à l'annexe I de la loi.

Je voudrais dire aussi que, bien sûr, par cette loi, nous changeons des choses, nous abolissons un double système de propriété de droits de mine qui ne répond plus aux années quatre-vingt. Cependant, je puis dire que nous faisons une économie d'échelle très appréciable pour ceux qui travaillent dans l'industrie minière. Cela veut dire que les recherches de titres sont éliminées, ce qui diminue d'autant les coûts d'un programme d'exploration. J'ajoute essentiellement aussi que les conditions d'émission de permis spéciaux d'exploration sont connues, alors qu'à l'heure actuelle les gens se cherchent et se demandent exactement quelles sont les conditions.

J'ai eu l'occasion, étant donné que je m'étais engagé à le faire, de remettre à mes collègues membres de la commission parlementaire de l'énergie et des ressources le projet de règlement qui va porter sur les conditions d'émission des permis spéciaux d'exploration. Les commentaires que j'en ai eus, c'est que ça semblait recevoir l'assentiment.

Il est bien évident aussi que, dans cette région de l'Estrie qui sera assujettie à l'émission de permis spéciaux d'exploration, premièrement, il s'agit d'une zone très

fortement urbanisée. Deuxièmement, nous voulons aller y chercher une expertise; non pas se livrer à une expérience, mais aller y chercher une expertise puisque ce sera la méthode de jalonnement sur carte, à toutes fins utiles, qui sera retenue pour ce secteur de l'Estrie.

En terminant, je voudrais remercier mes collègues qui se sont joints à nos travaux lors de la commission parlementaire - je n'avais pas eu l'occasion de le faire - et je compte bien que les membres de la commission, qui seront avec nous tout à l'heure lors de l'étude du projet de loi article par article, pourront eux aussi apporter leur appui au nouveau texte qui a été préparé et déposé et qui est soumis aux voix de la Chambre cet après-midi. Je vous remercie.

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: M. le député de Richmond.

M. Yvon Vallières

M. Vallières: Merci, M. le Président. Tout d'abord, je remercie le ministre puisque lui-même a fait allusion, au cours de son discours, au fait qu'il avait mis à notre disposition la réglementation qui devait accompagner à l'époque le projet de loi no 35. Je dois vous dire qu'il faudrait souhaiter que tous ses collègues et lui-même, dans le cadre de la présentation d'autres projets de loi, puissent fournir non seulement à l'Opposition, mais également aux députés ministériels qui font partie des commissions parlementaires des documents aussi importants que la réglementation qui accompagne les projets de loi.

Le nouveau projet de loi que nous avons devant nous, portant le no 59, nous semble l'occasion d'assurer un contrôle plus poussé sur le jalonnement et une redistribution plus discrétionnaire des droits miniers, dont on discute la révocation dans l'actuel projet de loi. On peut comprendre facilement la nécessité d'obtenir la permission du ministre pour jalonner, par exemple, dans le Nouveau-Québec, étant donné les conditions différentes pour explorer le territoire. On comprend plus difficilement que cette nécessité existe aussi pour les terrains réservés, par ordonnance du ministre, aux fins de travaux d'inventaire et de recherche minière en vertu du paragraphe b) de l'article 301. Cette mesure, mise en force par un amendement à la Loi sur les mines en 1977, avait d'ailleurs été critiquée par le secteur privé qui y voyait une seconde intervention gouvernementale dans le secteur des ressources minérales après les sociétés d'État.

On comprend moins pourquoi l'article 27 en particulier est de nouveau amendé, surtout que ce n'est pas l'intention du

ministre d'ouvrir ces terrains au jalonnement, parce que le mode d'accès aux droits de mine choisi par le ministère est celui du permis spécial d'exploration pour le territoire décrit à l'annexe du projet de loi. Si le projet de loi no 59 est accepté, M. le Président, cela signifie la nécessité maintenant d'obtenir une permission écrite du ministre pour jalonner, sur environ 50% du territoire québécois, soit le Nouveau-Québec, les terrains requis par ordonnance en vertu de l'article 301, tout le territoire révoqué en vertu des articles 230, 237 et 240, en plus de certains autres terrains déterminés par règlement. Cela signifie que, sur le territoire québécois, avec une superficie de 1 500 000 kilomètres carrés, on exigera désormais l'obtention de permis spéciaux d'exploration sur plus de 20 000 kilomètres carrés. Le ministre mentionnait quelque 17 000 kilomètres tantôt. Alors, je ferai confiance au chiffre qu'il nous a donné, soit 17 000 kilomètres carrés.

L'article 4 amendant l'article 28 fait en sorte que l'or et l'argent soient réservés à la couronne, non seulement sur le territoire où les droits de mine avaient été concédés, tel que décrit à l'article 237, mais aussi sur tout le territoire. Je pense que, de ce côté, nous avons indiqué en commission parlementaire aux divers intervenants que c'était là déjà quelque chose de relativement bien connu et à quoi les gens ne s'opposaient pas en principe.

Concrètement parlant, cependant, est-ce à dire qu'il ne sera plus possible maintenant de jalonner des terrains sans obtenir une permission écrite du ministre, ou d'effectuer des travaux d'exploration ou de mise en valeur sans obtenir un permis spécial du ministre? Est-ce que cela s'appliquera à tout le territoire du Québec?

On peut, par ailleurs, non seulement imaginer, mais réaliser que le projet de règlement qui nous a été soumis, révélant toutes les exigences nécessaires pour l'obtention d'un permis spécial d'exploration, exigences difficiles à satisfaire pour la PME et le producteur indépendant, nous apparaît hautement discrétionnaire quant à l'obtention de permis spéciaux d'exploration.

Par ailleurs, même si le présent projet de loi ne s'applique qu'aux Cantons de l'Est, on peut se demander si le permis spécial pourrait s'appliquer sur tout le territoire québécois, si le ministre en décidait ainsi, par voie de réglementation. Est-ce que, par voie de réglementation, on pourrait étendre ce permis spécial à tout le territoire du Québec? Nous aurons probablement l'occasion, en commission parlementaire, tantôt, ou lors de la réplique du ministre, d'obtenir une réponse à ce sujet.

Bref, il s'agit d'une méthode que nous estimons hautement discrétionnaire comparativement à la présente méthode de

jalonnement. À souligner aussi que l'approche démocratique que contenait l'obtention des droits de mine par jalonnement aura complètement disparu avec l'apparition des permis spéciaux d'exploration. De plus, l'obligation d'obtenir la permission écrite du ministre pour jalonner sur les terrains autres que ceux décrits à l'annexe est une entrave bureaucratique inutile au bon fonctionnement de l'industrie minière.

Inscrire et délimiter un territoire précis dans le projet de loi, il y a lieu de s'interroger s'il ne s'agit pas là d'une expérience qui pourrait, éventuellement, être étendue à tout le territoire par simple voie de réglementation.

Par ailleurs, l'obtention de permis spéciaux d'exploration est soumise, comme vous le savez, à des conditions financières très sévères, soit environ 300 \$ le kilomètre carré, surtout dans le cas de renouvellement où on exige en garantie des sommes équivalentes au minimum que le détenteur doit dépenser en exploration. Les prospecteurs et les compagnies juniors d'exploration seront nécessairement les plus affectés par ces mesures à cause de la demande de renseignements comprenant un état complet et détaillé des résultats d'exploration obtenus et un programme de planification future. À noter également que l'avant-projet de règlement ne donne aucune indication sur la mécanique suivant laquelle les permis spéciaux seront émis. Apparaît ici encore l'élément discrétionnaire et hautement bureaucratique d'un pareil procédé. Pourquoi alors ne pas continuer, M. le Président, un système qui a fait ses preuves depuis de nombreuses années? C'est encore, selon l'Association des mines et métaux du Québec et l'Association des prospecteurs du Québec, le meilleur moyen d'assurer le développement de nos richesses minérales et de le faire par voie démocratique, surtout à un moment où la Commission des valeurs mobilières et la Bourse de Montréal sont à modifier de façon importante leurs normes afin d'assurer plus facilement le financement public des compagnies juniors d'exploration.

Par ailleurs, la méthode de révocation utilisée aux articles 239 et 240 nous paraît être un recensement général des ressources minérales dans le territoire visé, aux frais des détenteurs et des propriétaires. Ce qui nous permet d'avancer une telle affirmation, c'est encore l'article 240, dernier paragraphe, qui exige un rapport d'ingénieur dans les 180 jours pour éviter la révocation.

Quant à l'indemnité que devrait recevoir la personne dont les droits de mine ont été révoqués, nous croyons qu'elle devrait provenir d'un pourcentage des droits miniers qui ont été payés par l'exploitant au gouvernement québécois au lieu d'être un pourcentage des profits de l'exploitant. Alors, pourquoi alourdir inutilement le procédé,

quand le gouvernement a déjà en main un moyen convenable pour percevoir les sommes requises afin d'indemniser les propriétaires dont les droits de mine ont été révoqués?

Cette disposition du projet de loi m'apparaît donc inutile à moins qu'on veuille embêter encore un peu plus tout le monde et possiblement augmenter le volume de la paperasse. Tantôt, le ministre nous disait que justement il voulait éviter ce genre de choses, nous aurons l'occasion tout à l'heure en commission parlementaire d'apporter des précisions sur ce point.

Tout comme les différents intervenants lors de la commission parlementaire, nous nous attendions à un projet de loi traitant exclusivement de la révocation des droits de mine sur les terres concédées avant 1880, soit en tenure seigneuriale ou les droits de mine compris dans les concessions minières accordées avant 1911.

Cependant, le projet de loi no 59 nous met en face d'une vaste réforme qui restreint et contingente considérablement l'accès aux droits de mine. Je veux vous indiquer ici que, lors de la commission parlementaire que nous avons tenue, tous les intervenants sans exception nous ont mentionné à plusieurs reprises qu'ils auraient aimé voir ce projet de loi finalement scindé pour ne voir y apparaître que la révocation des droits de mine. Pour ce qui est des modifications à la Loi sur les mines, ils auraient préféré soit un nouveau projet de loi ou encore tout simplement son retrait de la loi actuelle.

De là à dire qu'il s'agit ici d'un contrôle gouvernemental et discrétionnaire de plus en plus grand, voilà la conclusion normale d'un processus enclenché par le ministre et avec lequel nous ne sommes pas d'accord. Aussi, nous ne répéterons jamais assez que la méthode de jalonnement actuelle, malgré certains inconvénients mineurs, est la plus démocratique et la plus juste pour acquérir les droits de mine, tout en se commandant par toutes les tracasseries bureaucratiques et l'exercice de pouvoirs discrétionnaires que le projet de loi no 59 va engendrer.

Tout en nous disant d'accord, et nous le répétons, M. le Président, sur le principe de la révocation des droits de mine dans les concessions de terres faites avant 1880, nous tenons à indiquer à cette Chambre notre objection et notre opposition à plusieurs dispositions du projet de loi. Ces distinctions nous amènent à souligner ici que le projet de loi comporte essentiellement deux aspects ou deux volets, et il irait de l'intérêt de tous les intéressés pour ce projet de loi qu'il soit scindé en deux pour ne conserver que la partie traitant de la révocation des droits de mine et que soient retranchés les articles modifiant l'actuelle Loi sur les mines. Par là également, nous répondrions à une attente

qui a été exprimée en particulier par le Conseil régional de développement des Cantons de l'Est, qui désire la révocation des droits de mine mais, comme vous le savez, qui désire également le maintien du mode de jalonnement que nous connaissons actuellement.

Tout en étant d'accord sur le but avoué du projet de loi qui peut se résumer ainsi: libérer ou retourner au patrimoine national les droits de mine dont la propriété est rattachée aux droits de surface sur des territoires concédés avant 1880 et dans certaines seigneuries, il n'en demeure pas moins que nous y voyons une façon de contrôler et de diriger l'exploitation minière du sous-sol québécois pour en arriver à établir un inventaire de ce même sol aux frais des explorateurs, des prospecteurs ou des propriétaires de droits de mine à travers une réglementation émise et applicable par le gouvernement ou son appareil bureaucratique.

(15 h 50)

Nous rappelons à votre attention l'interrogation que nous soulevions lors de la première présentation du projet de loi, le projet de loi no 35, à savoir: L'idéal d'un tel projet de loi ne serait-il pas plutôt de révoquer tout simplement les droits de mine mentionnés et de permettre aux intervenants concernés d'acquérir ces droits de jalonnement pour en arriver à un véritable développement des droits de mine selon les critères de la Loi sur les mines en vigueur présentement?

Nous constatons ici, à la lumière des mémoires présentés et des interventions en commission, que tous les intervenants qui ont décidé de se faire entendre forment un front commun pour affirmer que toute l'accessibilité aux droits de mine doit se faire par le biais du jalonnement ce qui, évidemment, remet en cause toute la question des permis spéciaux que veut mettre de l'avant le ministre. Le mode de jalonnement nous semble, tout comme les intervenants l'ont souligné, être beaucoup plus pratique et à l'abri des dangers d'un système discrétionnaire qui risque d'engendrer les permis spéciaux que tient tellement à conserver le ministre.

Nous avons déjà fait part de notre accord sur le principe de la révocation des droits de mine et nous tenons à le réitérer ici. Comme vous pouvez le constater, on peut décemment dire qu'un tel projet de loi non seulement ne tient pas compte des opinions des intervenants émises en commission parlementaire mais, encore, risque même de nuire au développement des Cantons de l'Est. Ce sont, d'ailleurs, ces mêmes gens du Conseil régional de développement des Cantons de l'Est qui déclaraient, le 29 mars 1982, que le jalonnement constitue non seulement la façon

la plus juste et la moins discrétionnaire pour l'acquisition des droits de mine, mais également le moyen le plus facile et le plus accessible, notamment, pour les prospecteurs et les petites compagnies d'exploration minière.

Si le procédé de jalonnement avait été aussi nocif qu'on veut bien le prétendre, les premiers intéressés n'auraient-ils pas été à même de considérer la validité de la démarche du permis spécial? Non seulement faut-il s'opposer au principe des permis spéciaux - je cite ici les paroles du président du CRD des Cantons de l'Est - parce qu'ils constituent une procédure discriminatoire envers l'Estrie, mais il faut s'y opposer également parce que ces permis seraient assortis de conditions particulières et plus onéreuses que celles spécifiées dans la Loi sur les mines actuelle pour les droits de mine acquis par jalonnement. Ceci, selon M. Laliberté, qui est président du comité des mines du Conseil régional de développement des Cantons de l'Est, constitue une autre raison qui fera de l'Estrie une région moins intéressante pour l'exploration minière.

M. le Président, je veux attirer votre attention - et, en particulier, celle du ministre - sur le fait que le Conseil régional de développement des Cantons de l'Est, depuis les années soixante-dix, travaille fort pour obtenir la révocation des droits de mine en Estrie. Selon les dires du président du comité des mines, actuellement, M. Laliberté, on atteindra presque le phénomène inverse avec l'émission des permis spéciaux, c'est-à-dire que le but qu'on recherche par la révocation des droits de mine serait presque complètement annulé par l'apparition des permis spéciaux.

Toutefois, le mode d'accessibilité, tel que présenté dans l'actuel projet de loi no 59, nous amène à nous poser de sérieuses questions et à nous demander carrément si tout l'impact de la révocation n'est pas tout simplement annulé par la mise sur pied de permis spéciaux d'exploration dont il est question dans le projet de loi. N'y a-t-il pas danger, ainsi, de pénaliser l'Estrie, tel qu'en fait foi un communiqué de presse qui a été émis récemment par le Conseil régional de développement des Cantons de l'Est?

Loin de moi l'idée de laisser les citoyens et les citoyennes des Cantons de l'Est faire les frais d'une expérience que le ministre entend conduire, éclairé qu'il est par ses hauts fonctionnaires. J'ai quasiment envie de dire: Éclairé qu'il est par ses seuls hauts fonctionnaires, en particulier, sur la question des permis spéciaux. Permettez-moi ici d'avancer que le ministre ne nous a jamais servi d'arguments convaincants venant contrer la position unanime de tous les intervenants en commission parlementaire sur la question relative à l'émission de permis spéciaux.

On peut honnêtement se demander si le ministre n'entend pas tout simplement étendre son emprise sur tout le secteur de l'exploration minière et, face à des exigences de plus en plus grandes pour les personnes intéressées aux droits de mine, compresser le développement de la petite et de la moyenne entreprise d'exploitation minière à l'avantage, cette fois, des grandes compagnies minières d'exploration. Je vous rappelle que ce n'est pas seulement le député de Richmond qui invente cela, les intervenants en commission parlementaire l'ont également indiqué de façon très claire.

À la suite des différentes interventions de ceux qui ont présenté des mémoires devant la commission qui a siégé le 25 mars dernier, M. le Président, une constante se dégage maintenant. Tous les intervenants qui ont décidé de se faire entendre forment un front commun pour dire que toute l'accessibilité aux droits de mine doit se faire par le biais du jalonnement, ce qui, comme on l'a souligné, remet en cause toute la question des permis spéciaux. Par ailleurs, permettez-moi de penser que l'intention du gouvernement serait d'introduire, sur une base expérimentale, à partir de ce projet de loi, un nouveau mode d'acquisition des droits de mine et que si la nouvelle procédure s'avérait fructueuse aux yeux de l'administration gouvernementale, elle pourrait alors s'appliquer à l'ensemble de la province.

Le projet que le ministre nous présente nous permet de conclure qu'il propose que, sur une base expérimentale, la portée du présent projet de loi ne s'applique qu'aux Cantons de l'Est, voulant très probablement nous indiquer que si l'expérience s'avérait concluante, il pourrait revenir à la charge et étendre l'application du projet de loi à tout le territoire du Québec. Mais il n'a pas été très clair, à ce jour, sur ses intentions. Je veux rappeler au ministre que les intervenants des Cantons de l'Est nous ont clairement indiqué qu'ils s'opposaient à l'émission des permis spéciaux et que la méthode de jalonnement telle que prévue dans l'actuelle Loi sur les mines demeure la façon la plus juste et la moins discrétionnaire d'acquiescer les droits de mine. Nous répétons ici que nous voulons qu'on respecte l'esprit de cette loi qui se veut démocratique avec l'ouverture à tous de l'accession aux droits miniers, dans le souci d'un dédommagement équitable lorsqu'il y a lieu.

Le ministre parlait de clarté, lorsqu'il faisait allusion au règlement. Il est peut-être clair dans son esprit, mais combien exigeant pour ceux qui seraient dans l'obligation de s'y soumettre. En effet, pouvons-nous nous permettre, M. le Président, de défavoriser la PME à l'exploration minière et les prospecteurs par rapport aux entreprises

d'exploration de plus grande envergure? Je dis non et j'espère que le ministre pourra répondre également à la question. Nous irions complètement à contre-courant des mesures que s'apprête à mettre de l'avant entre autres la Commission des valeurs mobilières du Québec dont je faisais mention tout à l'heure. Si, de l'avis des intervenants, le projet de loi no 59 vient limiter l'accès à la propriété des droits de mine, ne devrions-nous pas en retrancher les parties qui, de façon unanime - oui, M. le Président, vraiment de façon unanime - ont fait l'objet de critiques de la part de tous les participants à la dernière commission parlementaire?

M. le Président, le ministre nous demandait le consensus, en commission parlementaire, lors de l'ouverture de nos travaux. Il aura obtenu beaucoup plus de la part des groupes et associations que nous avons entendus. Il aura obtenu l'unanimité en faveur du mode de jalonnement actuel et l'unanimité contre l'avènement des permis spéciaux. C'est pourquoi nous demandons au ministre d'accepter, à l'avantage de tous les intéressés, plus particulièrement les plus vulnérables, tels que les petits prospecteurs et les PME d'exploration minière, de modifier le présent projet de loi no 59 dont l'objet pourrait désormais se limiter à la révocation des droits de mine ne faisant pas partie du domaine public, y compris dans les concessions de terres faites avant le 24 juillet 1880, tant dans les cantons que dans les seigneuries et dans les concessions minières pour lesquelles des lettres patentes ont été délivrées avant le 1er juillet 1911.

Révocation des droits respectant les ententes déjà existantes. Là-dessus, je dois féliciter le ministre qui a vraiment fait preuve d'ouverture d'esprit lors de l'audition de M. Everette Taylor, de Danville, qui représentait plusieurs dizaines de propriétaires. Le ministre a, à la suite de ses représentations, accepté de modifier le projet de loi no 35 pour tenir compte de ce qu'on peut considérer comme étant des droits acquis de la part des propriétaires actuels des terrains. Révocation des droits respectant les ententes déjà existantes et prévoyant des modalités visant à protéger les personnes impliquées: les propriétaires actuels des droits de mine à être révoqués, les détenteurs d'options et les exploitants actuels. M. le Président, que la présente Loi sur les mines s'applique pour l'exploration et la mise en valeur des territoires dont les droits de mine sont révoqués en vertu de la présente loi; que, par conséquent, l'on retranche de ce projet de loi toute la question relative aux permis spéciaux - le ministre doit bien se rendre compte qu'il est le seul, en compagnie de ses fonctionnaires, à vouloir remplacer le jalonnement par les permis spéciaux - qu'il s'engage à retirer les

articles relatifs aux permis spéciaux et nous ferons l'unanimité en cette Chambre, M. le Président, et vous savez que cette unanimité est très chère à tous les parlementaires; mais il faudrait d'abord qu'on réponde à diverses conditions que les parlementaires de ce côté-ci de la Chambre posent, des conditions qui, dans ce cas précis, sont demandées de la part de tous ceux que nous avons entendus en commission parlementaire. (16 heures)

Vous comprendrez, M. le Président, que le Parti libéral du Québec qui est pour la révocation, parce que cette mesure permettrait de stimuler l'exploration et, donc, comporterait des avantages économiques pour les Cantons de l'Est, ne peut cependant accepter que par les permis spéciaux le ministre vienne annuler les effets recherchés par la révocation. Ce serait un non-sens et je dis au ministre que son projet de loi est discriminatoire pour l'Estrie et que nous ne pourrions l'appuyer dans sa forme actuelle lors de la deuxième lecture. Nous pourrions, au cours de cette deuxième lecture, être d'accord avec le gouvernement pour signifier notre accord de principe sur la révocation des droits de mine, mais si les permis spéciaux ne sont pas retranchés du présent projet de loi nous devrions possiblement revoir notre décision et retirer notre appui au projet de loi no 59.

Donc, M. le Président, tout en votant en deuxième lecture pour le principe du projet de loi no 59, nous aimerions bien de ce côté-ci de la Chambre que le projet soit scindé et que n'apparaisse dans la loi 59 que la révocation des droits de mine, telle que demandée par les divers intervenants en commission parlementaire, et que l'on retranche purement et simplement toute la question des permis spéciaux que le ministre veut mettre de l'avant.

En terminant, M. le Président, afin que tous ceux qui nous entendent et tous ceux qui nous liront comprennent bien que l'opposition que nous manifestons à ce deuxième élément important du projet de loi no 59, soit les permis spéciaux, n'est pas une invention, une créature du Parti libéral du Québec ou de l'Opposition pour s'opposer à l'adoption d'un projet de loi, je veux vous lire de façon intégrale un communiqué qui a été émis à la suite des auditions en commission parlementaire, signé par quelqu'un qui est vraiment objectif de par ses fonctions, soit le directeur général du Conseil régional de développement des Cantons de l'Est, M. Roch Fortin.

Ce communiqué de presse, daté du 29 mars 1982, est titré comme ceci: "Le projet de loi no 35 est discriminatoire envers l'Estrie". M. le Président, comme on a un ministre dans la région, M. Fréchette, qui nous disait être heureux que par la révocation des droits de mine nous tenions

compte de ce que la population, en particulier, le CRD de l'Estrie, avait exprimé, j'espère qu'il sera aussi sensible à cette autre prise de position du CRD qui vient, d'une certaine façon, condamner en partie le projet de loi no 59 en disant, et je lis le titre: " Le projet de loi no 35 est discriminatoire envers l'Estrie." Rappelons que ce projet de loi no 35 porte maintenant le no 59.

"Le projet de loi no 35 est discriminatoire envers l'Estrie car il fait de notre région une région pas comme les autres, une région où il sera beaucoup plus difficile d'acquérir les droits miniers et d'y faire des travaux d'exploration. C'est ce qu'a déclaré M. Roger Laliberté, président du comité des mines du Conseil régional de développement des Cantons de l'Est à son retour de Québec, où il a participé jeudi dernier aux travaux de la commission parlementaire portant sur cette éventuelle législation. Pour M. Laliberté, le projet de règlement qui découlerait de la loi proposée, s'il n'est pas modifié, serait de nature à nuire considérablement au développement minier de l'Estrie en instituant une procédure spéciale pour l'acquisition des droits de mine dans notre région.

"En effet, pour un très grand territoire en Estrie couvrant approximativement 20 000 kilomètres carrés et comprenant, entre autres, les municipalités de Plessisville, Thetford-Mines, Asbestos, Sherbrooke, Coaticook, Cowansville, Granby, Drummondville et Victoriaville, les droits miniers seraient difficilement accessibles par le fait que le ministre Yves Duhaime veut tenter une expérience. Au lieu de procéder de la façon habituelle, soit par jalonnement et claims, il faudra en Estrie obtenir un permis spécial du ministre lui-même pour avoir accès à un terrain en vue d'y faire des travaux d'exploration minière. Pour M. Laliberté, le jalonnement constitue non seulement la façon la plus juste et la moins discrétionnaire pour l'acquisition des droits de mine, mais également le moyen le plus facile et le plus accessible, notamment, pour les prospecteurs et les petites compagnies d'exploration minière.

"Le président du comité des mines a précisé que l'Estrie n'avait pas les moyens présentement de faire les frais d'une expérience qui, selon lui, ne contribuera pas à la relance de l'exploration minière en région et qui, au contraire, défavorisera l'Estrie par rapport aux autres régions du Québec et aux autres provinces. Si le ministère veut expérimenter une nouvelle façon d'acquérir les droits miniers, a précisé M. Laliberté, qu'il fasse son expérience ailleurs qu'en Estrie, notre région ayant déjà été la plus pénalisée par l'actuelle Loi sur les mines et par la fameuse réserve des droits de mine pour les lots patentés avant

1880. L'Estrie, par son réseau routier, est une région facilement accessible à tous et les droits miniers devraient l'être également. Selon M. Laliberté, non seulement faut-il s'opposer au principe des permis spéciaux parce qu'ils constituent une procédure discriminatoire envers l'Estrie, mais il faut s'y opposer également parce que ces permis seraient assortis de conditions particulières plus onéreuses que celles spécifiées dans l'actuelle Loi sur les mines pour les droits de mine acquis par jalonnement.

"Ceci constitue une autre raison qui fera de l'Estrie une région moins intéressante pour l'exploration minière. En plus du comité des mines, trois autres groupes directement intéressés par l'exploration minière se sont fermement opposés, lors des audiences de la commission parlementaire, à cette obligation spéciale faite à l'Estrie pour l'acquisition des droits miniers.

"En effet, l'Association des mines d'amiante du Québec, l'Association des prospecteurs ainsi que l'Association des mines de métaux du Québec ont fait un point commun pour dénoncer cette procédure spéciale qui, selon elles, empêchera, à toutes fins pratiques, la venue en Estrie de prospecteurs et de PME de l'exploration minière."

Je lis la conclusion du communiqué, M. le Président: "Devant cette unanimité, M. Laliberté a dit espérer que le ministre Duhaime reviendra sur sa décision d'imposer à l'Estrie des conditions qui nuiraient au développement minier de l'Estrie. Au cours des prochains jours, le CRDCE tentera de sensibiliser la région concernant cette question technique afin que les principaux intervenants fassent connaître au ministre qu'ils ne tiennent pas à ce que l'Estrie soit pénalisée par une mesure aussi discriminatoire que les règlements proposés pour l'acquisition des droits miniers."

M. le Président, je pense que cette citation est claire, nette et précise. Elle vient de gens du milieu qui connaissent très bien le dossier, de gens du milieu qui sont objectifs, qui ne sont donc pas partisans. Eux-mêmes disent que les mesures que l'on retrouve maintenant dans le projet de loi no 59 sont discriminatoires pour toute la région de l'Estrie. C'est dans ce sens que je disais au ministre qu'à moins de faire des concessions majeures sur la question de l'application de ces fameux permis spéciaux, nous devons revoir notre accord ou notre consentement à l'adoption de ce projet de loi et, possiblement, en troisième lecture, nous opposer à son adoption.

M. le Président, je veux rappeler ici que tous les intervenants que nous avons rencontrés en commission parlementaire, précisément pour éclairer le législateur, nous ont dit, sans exception, que les permis spéciaux allaient être discriminatoires pour

les régions et que, par surcroît, le jalonnement actuel, la méthode que l'on connaît actuellement était bonne et avait fait ses preuves. À moins que le ministre ait des arguments très convaincants - je rappelle que le ministre n'a pas à ce jour donné avec précision les arguments qui feraient en sorte qu'on puisse tenter une expérience dans l'Estrie - des arguments qui nous convaindraient à dire: Oui, M. le ministre, nous sommes d'accord avec vos permis spéciaux, nous pensons que, dans la conjoncture économique actuelle, l'Estrie ne peut se payer le luxe d'expériences, d'où qu'elles viennent. Quand on a des systèmes qui fonctionnent déjà très bien, on ne voit pas pourquoi, sur quelle base, sur quelle argumentation on pourrait y déroger ou lancer de nouvelles manières de procéder de façon à les expérimenter et, possiblement, pénaliser toute une région.

M. le Président, le ministre ne voulant pas appliquer les permis spéciaux dans les autres régions du Québec, nous, de l'Estrie, nous disons: Ne venez pas faire cette expérience chez nous, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de nous la permettre au moment où nous nous parlons. Nous espérons que le ministre sera tout oreilles et qu'il acceptera de revoir sa position.

C'est avec grand plaisir que j'appuierai le projet de loi no 59 en troisième lecture si cette question des permis spéciaux est retirée. Je suis persuadé qu'avec l'ouverture d'esprit dont a fait preuve le ministre au cours des auditions en commission parlementaire et les modifications importantes qu'il a apportées à ce jour à son projet de loi, il collaborera avec nous et permettra que ces permis spéciaux soient retirés pour le plus grand bien de l'Estrie. Merci.

(16 h 10)

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Reed Scowen

M. Scowen: M. le Président, je veux situer cette question dans un cadre un peu plus large. Est-ce que le ministre est conscient qu'aujourd'hui il y a une crise économique au Québec, une des plus graves de notre histoire? Est-ce qu'il est conscient que, depuis un an, en Estrie, le taux de chômage a augmenté de 70%? Est-ce qu'il est conscient que les bénéficiaires de l'aide sociale de l'Estrie, au cours de la même période, a augmenté de 43%? Est-ce qu'il admet que nous sommes devant la pire crise de notre histoire économique et que l'Estrie est une région parmi les plus touchées de tout le Québec?

J'espère que le ministre peut me répondre oui parce que, s'il répond oui, il a la responsabilité de comprendre autant que

moi, et s'il comprend, il doit visiter la région de l'Estrie, il verra lui-même. S'il répond oui, je veux lui demander ce qu'il veut faire, quel est l'objectif de ce projet de loi. Je sais très bien qu'il y a un aspect, un volet sur lequel tout le monde est d'accord. C'est souhaitable et même trop tard, dans un sens. Il faut absolument que les règles qui existent depuis 1880 soient changées pour permettre que les droits miniers soient accordés aux personnes qui veulent faire de l'exploration sans être obligées de faire des recherches un peu partout d'une façon bureaucratique pour prouver qu'elles ont le droit de faire de l'exploration. On est d'accord.

Pour une des rares fois depuis l'élection du Parti québécois en 1976, on voit un effort du gouvernement pour réduire la réglementation. Bravo! Quand vous faites des choses qui vont dans la direction que tout le monde souhaite vous voir suivre, il faut simplement dire: Bravo! continuez. Tout de suite après, l'esprit bureaucratique du gouvernement du Parti québécois revient. On ne peut pas libérer les gens sans les emprisonner dans d'autres règlements. Plutôt que de faire confiance à l'entreprise, de donner cette possibilité aux explorateurs de faire l'exploration minière dans l'Estrie par le jalonnement traditionnel, il faut établir un système de permis spéciaux, un système de règlement pour l'attribution de ces permis spéciaux. On peut s'attendre que la réglementation contienne plusieurs articles pour ajouter encore des règlements, un système bureaucratique, un système dirigiste pour faire ce qui, comme nous le prétendons et comme la population le prétend depuis longtemps, doit être fait d'une façon beaucoup plus libre.

Combien des fois les chambres de commerce régionales, dans toutes les régions du Québec, vous ont-elles demandé de libérer l'entreprise? Vous faites le contraire. Les gens de l'Estrie qui sont impliqués directement dans ce problème sont contre vous. Je ne veux pas relire la déclaration de M. Laliberté, qui a été citée par mon collègue, le député de Richmond, mais je veux quand même lire deux ou trois phrases pour que tout le monde comprenne que les gens sur place, les gens les plus affectés, les gens qui comprennent mieux le milieu sont contre cette proposition.

Je cite M. Laliberté: "C'est discriminatoire envers l'Estrie, ça va rendre beaucoup plus difficile le développement minier. S'il n'est pas modifié, il sera de nature à nuire considérablement au développement minier de l'Estrie", ainsi de suite. Devant cet argument des gens sur place, qu'allez-vous dire? J'ai l'impression que vous allez probablement dire ce que le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche a dit, la semaine dernière, au sujet

des gens de Baie-Comeau qui sont contre son projet de fusion. Il a dit: Les citoyens qui sont contre souffrent de problèmes d'ordre psychologique et émotif. Vous comprenez, les gens sur place ne sont pas d'accord avec un projet national, un projet du gouvernement. Il faut le leur expliquer. Comment est-il possible qu'un Québécois ne soit pas d'accord avec un programme du gouvernement du Parti québécois? C'est déloyal, c'est antiquébécois. Ils analysent et ils décident que, oui, c'est un problème d'ordre psychologique et émotif dont souffrent nos citoyens. J'imagine que vous allez dire la même chose au sujet de M. Laliberté et des trois associations locales qui se sont ralliées pour dire que le deuxième volet de votre projet n'a pas de bon sens.

Je me disais: Peut-être qu'ils se trompent, peut-être que vous allez prétendre que ce sont vraiment des problèmes d'ordre psychologique et émotif. Je vais essayer de voir dans les discours du ministre - puisqu'il en a prononcé deux sur le projet de loi, parce que c'est arrivé ici sous la forme du projet de loi no 35 au début du mois de mars - je vais essayer de comprendre ce que le ministre pense que ce projet de loi peut faire pour le développement économique de l'Estrie. S'il peut prouver, s'il peut faire la démonstration qu'avec l'adoption de ce projet de loi, on va avoir immédiatement un développement minier accru, on sera complètement d'accord. On est devant une crise. J'ai lu attentivement son discours de quelques pages, il faut le dire, qu'il a prononcé le 4 mars pour voir exactement si ce qu'il prévoyait peut arriver le lendemain de l'adoption de ce projet de loi.

Par exemple, il aurait été très intéressant de savoir quelles sont les personnes qui attendent du ministre les permis spéciaux pour faire de l'exploration minière. S'il nous l'avait dit ou s'il nous disait aujourd'hui: Voici quatre ou cinq personnes intéressées, compétentes, bien financées, qui sont devant nous parce qu'elles sont très sérieuses pour faire une exploration accrue sur la base des permis spéciaux et qu'elles ne le feront pas sur la base du jalonnement traditionnel; voici des investissements qui vont se faire par ces personnes ou ces compagnies; voici le nombre de personnes qui seront embauchées pour le faire; voici un plan, ce projet de loi; s'il avait dit que cela faisait partie d'un programme de développement économique régional, précis, chiffré, clair, tout le monde aurait été d'accord. Je répète qu'on est devant la pire crise économique de notre histoire et c'est l'Estrie, parmi toutes les régions du Québec, qui est une des plus touchées.

Mais il n'y a rien dans le discours du ministre, ni dans celui du 4 mars ni dans celui d'aujourd'hui. Il a dit qu'il a un

nouveau système bureaucratique qu'il veut implanter dans une région qui vit difficilement une crise économique. Il veut faire une expérience. Il ne donne aucun espoir que cette expérience va donner des résultats concrets. Il ne nomme aucune compagnie ou organisation qui profitera de cela demain parce que c'est demain qu'on a besoin de cet investissement dans l'Estrie. C'est tout simplement un projet de loi conçu par des bureaucrates encouragé par des personnes qui entourent le ministre, qui sont fidèles au programme du Parti québécois, qui veulent réglementer tout ce qu'elles peuvent toucher, tout ce qui est mobile, tout ce qui est immobile, tout ce qui est au Québec et il faut qu'il y ait une réglementation pour assurer son comportement. Cela ne va rien donner au développement économique du Québec et surtout de l'Estrie.

Je suis complètement d'accord avec mon collègue de voter contre le deuxième aspect de ce projet de loi. Le ministre n'a donné aucune indication que son expérience va donner des résultats concrets.

(16 h 20)

Je vous mets au défi, M. le ministre. Si, cet après-midi, vous êtes capable de nous dire clairement, devant la population de l'Estrie, que les projets miniers vont se faire immédiatement dans l'Estrie, si le projet de loi est adopté comme vous le prévoyez, et que ces projets ne seront pas mis en marche si ce n'est pas adopté, si ce projet de loi que vous proposez est un projet de loi qui va faire quelque chose d'important immédiatement pour le développement économique de l'Estrie, quelque chose d'important pour la création d'emplois dans l'Estrie, je suis prêt à parler avec mon collègue et mon caucus pour proposer qu'on vote avec vous. Mais si c'est simplement un autre effort bureaucratique de votre part pour remplacer une réglementation déjà trop lourde par une autre réglementation plus lourde qui va simplement continuer de nuire aux efforts de l'industrie minière, et cela sur une base expérimentale, dans une région qui n'a pas besoin de vos expérimentations parce qu'elle est dans un état de crise, on va voter contre. Merci, M. le Président.

Le **Vice-Président (M. Jolivet)**: M. le député de Frontenac.

M. Gilles Grégoire

M. Grégoire: Juste un mot, M. le Président, parce que je ne voudrais pas faire éterniser le débat. Je suis content de voir que les députés de l'Opposition approuvent le principe du projet de loi révoquant les droits miniers. Ils posent certaines restrictions, j'ai hâte de voir leur vote à ce sujet.

Vous savez, la révocation des droits miniers, tous les organismes des Cantons de

l'Est et d'un peu partout au Québec la demandent depuis longtemps. Cela fait longtemps que c'est demandé; ça ne fait pas deux ans, trois ans ou quatre ans. J'étais petit bonhomme quand, au temps d'Alexandre Taschereau - c'était un libéral, ça - la révocation des droits miniers était réclamée. Ils n'ont jamais osé le faire. C'étaient des gouvernements qui favorisaient les grosses compagnies qui avaient des emprises sur tout ça.

À l'époque de Maurice Duplessis, c'était demandé. À l'époque d'Adélard Godbout - c'était pendant la guerre - réclamé. En 1960, c'était demandé. En 1970 aussi.

Je veux simplement souligner qu'il y a eu un gouvernement qui s'est tenu debout, un ministre - je suis fier de le dire - qui a pris ses responsabilités et qui a décidé d'accéder aujourd'hui à la demande qui date de dizaines et de dizaines d'années. Il traduit son sens des responsabilités en des gestes concrets et nous présente aujourd'hui ce projet de loi sur la révocation des droits miniers.

Je ne voulais que mentionner que je suis fier du geste que pose aujourd'hui le ministre de l'Énergie et des Ressources en traduisant dans des actes et dans des faits quelque chose qui était demandé par la population de presque toutes les régions du Québec depuis longtemps. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le ministre de l'Énergie et des Ressources dans votre droit de réplique.

M. Yves Duhaime (réplique)

M. Duhaime: M. le Président, quand j'ai écouté tout à l'heure le député de Richmond, j'ai commencé à comprendre pourquoi le Parti libéral s'apprêtait à voter contre ce projet de loi. Quand j'ai entendu le député de Notre-Dame-de-Grâce, j'ai parfaitement compris pourquoi. Les gens d'en face ont développé au fil des années ce que j'appellerais une espèce de syndrome qui consiste à dire qu'ils sont d'accord avec le gouvernement sur tel projet de loi, mais quand arrive le moment de se lever et de voter dans le sens des principes qu'ils disent devoir défendre, ils trouvent toujours un petit morceau long d'à peu près un dixième de millimètre pour dire: On n'est pas d'accord avec ça, donc, on va voter contre le projet de loi.

De plus, on est en train d'induire non seulement l'Assemblée nationale en erreur, mais tous ceux qui nous écoutent. Que le député de Notre-Dame-de-Grâce ne comprenne pas, lui, son cas, je le comprends, mais le député de Richmond, ça me désole un peu parce qu'il a suivi très attentivement et très soigneusement les débats en

commission parlementaire. J'ai eu l'occasion de le féliciter parce que je trouve qu'il joue parfaitement son rôle de député de l'Opposition, comme l'ensemble de ses collègues d'ailleurs, et je suis convaincu qu'au fil des années ils vont encore s'améliorer.

Je voudrais simplement faire remarquer ceci. L'intervention du député de Richmond, dans son argumentation même, n'a pas de fondement. Vous êtes en train de me dire et de dire à toute la population du Québec que le projet de loi no 59 introduit un nouveau mécanisme qui s'appellerait: l'émission des permis spéciaux d'exploration.

Vous savez comme moi que ceci est complètement faux. Les permis spéciaux d'exploration existent. Si je vous disais: On va être de bon compte, je vais retirer le projet de loi no 59, puisque le Parti libéral est contre, comme il a toujours été contre depuis les quarante dernières années, de toute façon, qu'est-ce qui se produit? Dans les faits, il va se produire ceci: La Loi sur les mines va permettre au ministre de l'Énergie et des Ressources de révoquer des droits de mine suivant la procédure qui existe à l'heure actuelle dans la Loi sur les mines en envoyant des huissiers et en prenant des années et des années à régler le problème puisqu'il y a peut-être 50 000 dossiers.

Mais à partir du moment où un droit de mine est révoqué, dans le contexte de la loi actuelle - je le demande au député de Richmond, il pourra me répondre tantôt car je suis prêt à lui donner jusqu'à l'heure du souper pour qu'il finisse par comprendre ce qu'il y a dans le projet de loi - qu'est-ce qui se produit? Est-ce qu'on fait du jalonement sur le terrain? Vous savez très bien, comme moi, que la réponse est non. Il y a, automatiquement, un permis spécial d'exploration qui entre dans la mécanique; cela est prévu dans la loi. Je n'ai pas fait faire le dessin en rouge inutilement, je l'ai fait faire pour que les gens d'en face comprennent mieux le problème, mais je me rends compte que cela ne m'a pas avancé. Je m'en excuse.

Selon la technique actuelle, il y a une concentration de permis spéciaux d'exploration dans l'Estrie, il y en a tout le long du fleuve, dans la péninsule de Gaspé, dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans la région du Nord-Ouest, etc. Dans l'hypothèse où je retire la loi 59, lorsque des droits de mine sont révoqués, est-ce qu'on fait du jalonement sur les territoires révoqués depuis 1880 ou 1911? Vous savez très bien comme moi que la réponse est non. Ou bien vos chercheurs ont mal fait vos devoirs ou bien vous avez mal appris vos leçons, mais vous devriez savoir que lorsque les droits de mine sont révoqués, ce n'est pas le jalonement qui existe, c'est un permis

spécial d'exploration qu'émet le ministre à des conditions.

Si vous pouvez me démentir là-dessus, je vais vous donner un amendement tout de suite, mais vous savez parfaitement bien que j'ai absolument raison là-dessus. Vous voulez essayer de passer un message dans l'opinion publique - cela devient un peu une habitude malsaine, à mon point de vue - vous êtes en train d'expliquer au monde, aujourd'hui, que le ministre de l'Énergie, avec le projet de loi no 59, va faire une révolution dans les mines, qu'il introduit vicieusement un permis spécial d'exploration. Cela existe déjà.

J'écoutais le député de Richmond tantôt qui disait: Le ministre va avoir le contrôle complet sur tout le Nouveau-Québec avec l'émission des permis d'exploration. C'est la meilleure de la journée! Les galeries devraient être combles ici pour entendre une affirmation comme celle-là. Je demande au député de Richmond: Qu'est-ce qui arrive si l'on veut faire une exploration dans le Nouveau-Québec? À l'heure actuelle, cela prend un permis spécial d'exploration, c'est déjà dans la Loi sur les mines. On n'ajoute rien, on ne change rien; on bonifie la loi actuelle, parce que ce qui est en rouge, ici, c'est 70 000 kilomètres carrés où les droits de mine sont révoqués. Au lieu d'avoir l'émission d'un permis spécial d'exploration partout, comme le demande la loi actuelle, nous le restreignons sur 17 000 kilomètres carrés.

M. le député de Richmond, vous m'avez félicité tantôt de vous avoir remis un projet de règlement, mais vous avez oublié de le faire pour un cas. Je vous ai aussi émis un graphique qui vous donnait le dessin très précis de la zone visée, de la zone concernée. Si vous portez attention au secteur de l'Estrie, quand on dit que c'est en région urbanisée, c'est la raison pour laquelle un permis spécial d'exploration est nécessaire.

(16 h 30)

Est-ce qu'on va laisser partir tout le monde, premier arrivé, premier servi, avec ses piquets et sa mailloche, s'en aller à Magog, s'en aller à Asbestos et s'en aller dans Sherbrooke pour faire du jalonnement? Cela n'a aucun bon sens. Vous le savez très bien. Plutôt que de dire que vous êtes pour le projet de loi et que vous nous donnez un préavis que vous allez voter contre, je reconnais très bien un député libéral sur un cheminement comme ça. Là-dessus, je vous suis. Pour vous suivre, je n'ai pas de problème. Mais quand j'arrive pour m'en revenir tout seul, là, c'est inquiétant, parce que vous n'êtes pas faciles à suivre. Dites-le donc de votre siège que vous êtes contre le projet de loi carrément. C'est la raison pour laquelle on est en 1982, que cela fait 102 ans qu'on vit un régime de tenure qui, depuis au moins 30, 40 ans, est complètement

dépassé.

Vous vous obstinez je dirais mesquinement, et en plus vous allez me chercher des papiers, des CRD de l'Estrie, je suis prêt à y aller en Estrie, n'importe quel temps, pour aller expliquer le projet de loi. Je suis convaincu que les explications que, moi, je vais fournir vont peut-être les convaincre que le projet de loi a beaucoup de sens pour la raison suivante, M. le Président. Nous n'introduisons pas une nouvelle mécanique dans la Loi sur les mines. Le permis spécial d'exploration, c'est une chose qui existe. J'ai demandé à l'administration de me simplifier les conditions et vous étiez là en commission parlementaire. Mon Dieu, demander le nom et l'adresse de quelqu'un, cela ne doit pas être trop fatigant certain. Demander que le rapport de sa prospection, de son exploration soit fourni au ministère, cela existe déjà aussi. C'est une formule simplifiée, très simple, et j'avoue, M. le Président, que je suis un peu déçu. Je calcule que les libéraux manquent une belle occasion de démontrer clairement et franchement qu'ils sont d'accord avec le gouvernement pour qu'enfin dans l'Estrie on puisse faire avancer les explorations minières et essayer de mettre sur pied des projets de développement.

Parmi les gens que vous voulez protéger, malgré tout l'artifice de votre argumentation, il y a peut-être les notaires qui vont être déçus, cela est certain, parce que des recherches de titres qui durent six mois, un an, douze ans, qui ne finiront plus, qui coûtent des dizaines de milliers de dollars; eux autres vont être déçus. Je sympathise beaucoup avec eux, mais ils vont avoir le temps de faire autre chose, j'en ai l'impression. Il y a peut-être de grands intérêts derrière l'argumentation du Parti libéral, M. le Président, je pose la question. On me prête toute espèce d'intentions. On me dit: Le ministre va exercer un pouvoir discrétionnaire. Il y en a eu des révocations prononcées à ce jour. Il y en a eu même beaucoup. Je n'ai jamais entendu un seul député à l'Assemblée nationale poser une question ou bien au ministre actuel de l'Énergie et des Ressources, ou bien à mon prédécesseur, en cinq ans et plus, et qui aurait fait la démonstration qu'il y a eu un exercice discriminatoire ou discrétionnaire des pouvoirs par un ministre en vertu de la Loi sur les mines. Jamais. Aujourd'hui, on s'en vient me faire un discours en disant: Le ministre va agir de façon discrétionnaire. Il va utiliser un pouvoir arbitraire. Mais c'est la loi actuelle et le ministre qui est là, que ce soit moi ou un autre, peu importe, exerce véritablement le devoir qu'il doit exercer, c'est-à-dire un pouvoir administratif, celui d'administrer cette loi dans les meilleurs intérêts du Québec. C'est ça notre position. J'aurais préféré, M. le Président, que les

libéraux se lèvent et qu'on les reconnaisse mieux. Qu'ils nous disent: Nous sommes contre votre projet de loi et nous allons voter contre tout le long du chemin, plutôt que de nous servir une argumentation qui est fausse. Nous n'introduisons pas un nouveau permis spécial d'exploration, cela existe déjà. Le député de Notre-Dame-de-Grâce en semble tout étonné. Je ne sais pas s'il vient de découvrir l'Amérique cet après-midi, M. le Président, mais le permis spécial d'exploration existe.

Il existe déjà aussi pour le Nouveau-Québec. On n'a pas besoin de le modifier et de faire tout un débat avec ça. Ce que j'ajoute, M. le Président, ce que j'ai ajouté au projet de loi, et là-dessus, je dirai au député de Richmond qu'il a eu une excellente suggestion qui a été reprise d'ailleurs par des intervenants en commission parlementaire et qui consiste à dire: Plutôt que le territoire ne soit décrit dans un règlement, donc...

M. Scowen: Question de privilège.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Avant de vous accorder une question de privilège, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, je tiens à faire remarquer, comme je l'ai fait remarquer à plusieurs occasions, j'y reviens, je m'excuse d'y revenir, mais souvent des questions de privilège soulevées n'en sont pas et, par conséquent, si je m'aperçois en cours de route que c'est une divergence d'opinions, je me lèverai et je remettrai la parole au ministre. M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: Oui, c'est simplement que le ministre a dit directement que j'avais l'impression d'être étonné pendant qu'il...

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député! M. le député! M. le ministre, vous avez la parole. M. le ministre.

M. Duhaime: M. le Président, il me reste quelques minutes. J'ai peut-être mal vu mais, en tout cas, c'est l'impression que j'ai eue. Je voudrais essentiellement dire ceci. Dans le projet de loi no 59, à l'article 12, les limites du territoire sont les suivantes. Je me rends à la demande, au consensus des intervenants de la commission, aux demandes des députés de l'Opposition et aussi aux demandes des députés du Parti québécois qui voulaient s'assurer que le territoire dont il s'agissait soit bien défini, d'une part, et qu'il entrerait dans la loi, d'autre part. Je l'ai offert en commission parlementaire.

Deuxièmement, à la suite de l'intervention de M. Taylor, nous avons demandé à nos juristes et à nos légistes de travailler à une nouvelle proposition pour s'assurer - et je pense que la loi est étanche

là-dessus - que tous ceux qui pourraient prétendre à des droits qu'ils exercent à l'heure actuelle et qui sont l'objet de contrats, de baux, d'options, soient hors d'atteinte de la révocation. Je pense que ce sont deux points importants, M. le Président.

Sur la question du permis spécial d'exploration, l'Opposition, qui veut se chercher un prétexte pour ne pas accompagner le gouvernement jusqu'à voter oui, jusqu'à voter avec nous à l'étape de la deuxième et de la troisième lecture sur ce projet de loi, trouve une argumentation qui, à mon sens, n'a pas de fondements. Il n'est pas encore trop tard, M. le Président. J'invite le député de Richmond et le député de Notre-Dame-de-Grâce à relire le texte du projet de loi et à vérifier même auprès de mes fonctionnaires, s'ils le veulent, si oui ou non un permis spécial d'exploration existe déjà ou si cela a été inventé et introduit pour la première fois dans le projet de loi no 59.

Je suis bien prêt à reprendre mes explications tout à l'heure, M. le Président, lorsque nous serons en commission parlementaire pour étudier le projet de loi article par article. J'invite tout de suite le député de Notre-Dame-de-Grâce à nous accompagner en commission parlementaire.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Richmond, en vertu de quel article voulez-vous intervenir?

M. Vallières: Je voudrais répondre aux questions...

Le Vice-Président (M. Jolivet): Juste un instant! Je ne voudrais pas que les droits de réplique amènent de la part des autres députés des réponses à des questions qu'on pourrait apporter lors de la commission parlementaire. Si vous voulez intervenir en vertu de l'article 100 et poser une question au ministre, si le ministre accepte, je pourrais vous le permettre. M. le ministre, acceptez-vous?

M. Duhaime: Oui.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Allez, M. le député!

M. Vallières: Oui, d'ailleurs, le ministre avait même suggéré qu'on pourrait me laisser encore une heure de mon temps si je voulais discuter du permis d'exploration. Je voudrais seulement poser une question au ministre. Quand il parle de permis d'exploration et de permis d'exploitation, quand il précise que le permis d'exploration existe déjà, fait-il allusion aux permis spéciaux qu'on retrouve à l'article 238 de l'actuelle Loi sur les mines, qui dit: "Après la révocation d'une concession minière ou de droits de mine en vertu de la

présente section, l'exploitation n'en peut être faite qu'en vertu de permis spéciaux autorisés par le gouvernement et aux conditions qu'il détermine. S'il s'agit d'une concession minière, le gouvernement peut rouvrir ces terrains au jalonnement." Ici, il est question d'un permis spécial d'exploitation et non pas d'un permis spécial d'exploration. Dans le langage que vous employez, faites-vous allusion à cet article en particulier?

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le ministre.

M. Duhaime: Oui, M. le Président. C'est clair comme de l'eau de roche. C'est l'article 238. On pourrait en discuter pendant trois heures. Si une exploration a été faite, c'est une chose. Vous pouvez avoir un autre dossier à côté où il existe des droits miniers et où il n'y a eu aucune espèce d'exploration de faite. Le permis spécial qui existe à l'heure actuelle l'est suivant les dispositions de l'article 238.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Cette deuxième lecture du projet de loi no 59, Loi sur la révocation des droits de mine et modifiant la Loi sur les mines, est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Deuxième lecture de ce projet de loi.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader adjoint du gouvernement.
(16 h 40)

Renvoi à la commission de l'énergie et des ressources

M. Brassard: M. le Président, je voudrais faire motion pour déférer immédiatement ce projet de loi no 59, mais également - il y a consentement à ce sujet - le projet de loi no 25, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux, à la commission parlementaire de l'énergie et des ressources qui se réunira à la salle 81-A jusqu'à 18 heures et de 20 heures à 22 heures, ainsi que, demain matin, de 10 heures à 13 heures.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Cette motion est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Adopté. Vous pouvez donc aller en commission parlementaire dès maintenant. M. le leader adjoint.

M. Brassard: Je vous demanderais maintenant, M. le Président, d'appeler l'article 8 qui est inscrit au feuillet d'aujourd'hui.

Projet de loi no 61

Deuxième lecture

Le Vice-Président (M. Jolivet): Deuxième lecture du projet de loi no 61, Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail. M. le ministre de la Justice.

M. Marc-André Bédard

M. Bédard: M. le Président, à la lecture même du projet de loi no 61, on peut constater qu'il est très technique en termes de rédaction. Je me permettrai de donner des explications afin qu'on puisse en percevoir plus facilement le contenu, surtout pour ceux qui nous écoutent.

M. le Président, l'une des facettes importantes du domaine de l'administration de la justice au Québec est celle de la justice administrative, c'est-à-dire de la justice qui doit être rendue pour prendre les décisions affectant les citoyens ou déterminant leurs droits dans l'application d'un grand nombre de lois québécoises qui permettent aux citoyens d'obtenir, par exemple, des prestations, des allocations, des pensions, des accréditations, des autorisations ou des permis, etc., afin de favoriser justement des objectifs sociaux et économiques au point de vue gouvernemental.

Face à cette situation, M. le Président, selon une approche très technocratique, ces décisions pourraient bien être prises par des fonctionnaires des différents ministères, sans appel et de façon discrétionnaire. Un tel système ne nous a jamais paru satisfaisant, puisqu'il placerait l'administré à la merci de personnes qui seraient la plupart du temps juge et partie de leurs propres décisions.

Par ailleurs, d'autres soutiennent que toutes ces décisions rendues par nos tribunaux administratifs ne devraient être rendues que dans l'application de règles très précises et très rigides, c'est-à-dire par les tribunaux de droit commun, notamment la Cour supérieure.

Cependant, M. le Président, je crois que la mise en oeuvre quotidienne des programmes sociaux et économiques du gouvernement n'est pas du ressort de l'expertise de ces cours. De plus, les exigences procédurales et les coûts impliqués dans les recours devant les tribunaux supérieurs rendraient difficile l'accès à une justice administrative efficace, rapide et surtout peu coûteuse pour le citoyen. Ni l'une ni l'autre de ces approches n'a d'ailleurs été retenue au cours des années, tant par le gouvernement actuel que par

ceux qui nous ont précédés, pas plus que dans les autres sociétés soucieuses de promouvoir une administration publique qui puisse véritablement répondre aux attentes des citoyens.

Au contraire, de nombreux efforts ont été déployés, tant par le présent gouvernement que par ceux qui nous ont précédés, afin de mettre sur pied des organismes adaptés aux besoins plutôt que d'avoir recours à des procédures - comme je l'ai dit tout à l'heure - devant des tribunaux, entre autres, la Cour supérieure, procédures qui peuvent s'avérer non seulement difficiles mais surtout coûter très cher au citoyen qui veut faire valoir un droit.

Nos tribunaux administratifs représentent des organismes qui se spécialisent dans certains secteurs d'activité, qui développent des procédures souples, accessibles et peu coûteuses, qui prennent des décisions dans les diverses régions du Québec, mais près des administrés.

Ces organismes servent également, là où c'est possible, à établir des règles, à limiter l'exercice d'une discrétion ou encore à en structurer l'exercice, tout en conservant, dans d'autres cas, une marge de manoeuvre discrétionnaire qui permette de rendre justice, selon les circonstances particulières qui sont adaptées le plus possible à chaque citoyen et selon les droits qu'il veut faire valoir.

Par exemple, la Commission des affaires sociales jouit d'une compétence très vaste dans son secteur pour entendre des appels, des décisions de plusieurs administrations. La Commission municipale et la Commission de police ont également développé des compétences et des règles de procédure qui les rapprochent des citoyens et lui permettent d'exercer ses droits. Le Tribunal du travail et le Tribunal des professions constituent, je crois, deux autres exemples d'institutions spécialisées et également facilement accessibles, ce qui est très important au niveau de l'administration de la justice.

Toutefois, tant la création de nouveaux organismes que la modification des organismes existants ou une réorganisation plus complète des tribunaux administratifs se heurtent à un problème majeur posé par l'interprétation qu'ont fait les tribunaux de l'article 96 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui confère au gouvernement fédéral le pouvoir de nommer les juges des cours supérieures.

Ainsi, le 20 octobre 1981, la Cour suprême du Canada rendait un jugement déclarant inconstitutionnel le Tribunal des professions. La cour basait sa décision sur le motif que l'attribution au Tribunal des professions, par le biais de clauses privatives, d'une compétence d'appel exclusive de toute décision d'un comité de discipline ou d'une

corporation professionnelle et la suppression du pouvoir de surveillance de la Cour supérieure équivalait à créer une cour, selon le jugement de la Cour suprême. Ce processus existait déjà depuis de nombreuses années, et n'avait pas été contesté, durant de nombreuses années, mais étant donné une série de contestations qui ont été faites concernant la constitutionnalité de certains de nos tribunaux administratifs très importants pour l'ensemble des citoyens aux fins de faire valoir leurs droits, cela a amené un jugement de la Cour supérieure qui allait dans le sens que ce que faisaient nos tribunaux administratifs, je pense entre autres au Tribunal des professions, pouvait équivaloir à créer une cour visée par l'article 96 de la constitution du Canada.

Or, comme je l'ai dit tantôt, la constitution canadienne exige que les juges d'une telle cour soient nommés par le gouvernement fédéral. Ce faisant, la Cour suprême a remis en question un aspect fondamental de la réforme de 1973 du système professionnel, soit le régime disciplinaire. Elle empêche le Tribunal des professions d'entendre les pourvois en appel des décisions des comités de discipline. Cette décision crée également un doute sur la constitutionnalité des comités de discipline puisque les dispositions de nature privative s'adressent tant au comité de discipline qu'au Tribunal des professions.

Dans le cadre actuel du partage des pouvoirs au sein de la fédération canadienne, nous ne pouvons malheureusement modifier cet article 96, même si nous avons fait plusieurs demandes en ce sens au gouvernement fédéral, lors des discussions constitutionnelles, afin de pouvoir assurer la sécurité juridique de nos tribunaux administratifs. Mais dans le cadre actuel du partage des pouvoirs, nous ne pouvons malheureusement pas modifier cet article 96 qui constitue une entrave inutile aux pouvoirs du Québec de développer, selon ses besoins et à son image, un système cohérent d'administration de la justice administrative. Cependant, le projet de loi no 81 vise à conformer notre droit au jugement de la Cour suprême pour permettre à nouveau le fonctionnement du régime disciplinaire prévu au Code des professions qui faisait, soit dit en passant, je crois, la satisfaction de tout le monde.

Les clauses privatives contenues aux articles 194 et 195 du Code des professions sont donc modifiées de manière à conserver à la Cour supérieure, et ce de façon explicite, son pouvoir de réviser la décision d'une autorité qui n'avait pas juridiction ou qui a excédé la juridiction que lui attribue le Code des professions. Dans cette optique, l'article 175 du Code des professions, qui prévoit que les décisions du Tribunal des professions sont sans appel, est abrogé.

De plus, M. le Président, étant donné qu'un autre tribunal d'appel québécois bénéficie d'une clause privative complète telle que celle visée dans le jugement de la Cour suprême auquel j'ai fait référence tout à l'heure, c'est-à-dire le Tribunal du travail, l'objet du présent projet de loi est de modifier également les clauses privatives contenues dans le Code du travail de manière à les rendre inopérantes et ce de façon explicite sur des questions d'absence ou encore d'excès de juridiction. Autrement dit, M. le Président, nous profitons de l'occasion, d'une part, pour faire les amendements que nous impose le jugement de la Cour suprême concernant le Tribunal des professions. Comme les mêmes dispositions se trouvent également au niveau du Tribunal du travail, vaut mieux prévenir que guérir. Dans les circonstances, c'est d'autant plus important que nous savons qu'à l'heure actuelle, il y a déjà des contestations qui ont été introduites concernant le Tribunal du travail. Dans ce sens-là, pour ne pas avoir à revenir, pensant, je crois, d'une façon très pratique, que les jugements peuvent se ressembler, nous préférons faire, dans ce projet de loi, les amendements concernant le Tribunal des professions et le Tribunal du travail.

En résumé, M. le Président, les modifications apportées tant au Code des professions qu'au Code du travail permettent de résoudre les difficultés constitutionnelles apportées par la Cour suprême tout en ne modifiant en rien la portée du contrôle de la légalité qui existait déjà et qui existera toujours à l'égard de ces organismes.

Le Tribunal des professions n'ayant pas siégé depuis le 20 octobre 1981, date de la décision de la Cour suprême, le projet de loi prolonge également le délai d'appel prévu au Code des professions des décisions des comités de discipline rendues depuis cette date afin de ne pas faire perdre des droits à quelque citoyen que ce soit.

Enfin, le projet comporte une disposition déclaratoire qui a pour effet de préciser que les clauses privatives ainsi modifiées doivent être considérées comme ayant toujours contenu cette modification.

Ce projet de loi est donc de nature essentiellement technique, mais, comme je l'expliquais plus tôt, met fort bien en relief les difficultés que nous amène l'interprétation donnée par les tribunaux à l'article 96 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique dans l'administration de la justice québécoise et les complications auxquelles nous devons faire face aux fins d'ajuster notre législation en ayant toujours présent à l'esprit que les conflits constitutionnels ne doivent pas, en fin de compte, être poursuivis au désavantage des citoyens.

Mais, M. le Président - je termine là-dessus - je suis d'autant plus à l'aise pour le

dire parce que plusieurs de ces tribunaux administratifs ont été mis sur pied par des gouvernements précédents, nous avons également mis sur pied, entre autres, la Commission des affaires sociales en prolongeant le plus possible son pouvoir de regard sur plusieurs administrations comme tribunal d'appel, M. le Président, les gouvernements du Québec avaient comme objectif - et je crois qu'il était atteint - en créant les tribunaux administratifs, de rendre la justice beaucoup plus près, moins coûteuse pour les citoyens.

Il est difficilement acceptable, quand on parle de l'administration de la justice, qu'un système ne trouve pas le moyen de mettre de côté les tracasseries - entre autres, cela aurait été facile au niveau des discussions constitutionnelles, avec des amendements à l'article 96 - qui nous auraient permis vraiment de sécuriser une fois pour toutes tous nos tribunaux administratifs et ce, pour le meilleur intérêt de l'ensemble des citoyens. Merci, M. le Président.

Le **Vice-Président (M. Jolivet)**: M. le député de D'Arcy McGee.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, M. le Président. Le ministre de la Justice a bien fait état de problèmes, il a aussi énoncé un certain nombre de vérités. Il est évident qu'on a besoin de tribunaux administratifs souvent établis, comme il l'a bien dit, par des gouvernements précédents. Sans tribunaux administratifs, ce serait impossible parce que les cours seraient tellement chargées. Pensons seulement à la commission qui traite des accidents du travail. Il y a des milliers et des milliers de causes devant cette commission. Il est évident que c'est plus efficace d'avoir des tribunaux administratifs pour régler ces problèmes et qu'il faut continuer à améliorer, le cas échéant, les lois qui ont établi ces tribunaux.

Souvent, il est nécessaire que l'Assemblée nationale intervienne après un jugement de la Cour supérieure, de la Cour d'appel ou même de la Cour suprême du Canada pour réviser une loi. C'est tout à fait normal parce que les lois sont souvent interprétées d'une façon contraire au but envisagé par l'Assemblée nationale. Le but n'étant pas atteint, il faut que l'Assemblée nationale intervienne avec une loi dite réparatrice pour que le système de justice puisse bien fonctionner.

Le projet de loi no 61 qui est devant la Chambre est nécessaire, comme le ministre l'a dit, à cause d'un jugement de la Cour suprême du Canada disant qu'un tribunal d'appel ne peut être investi des pouvoirs de surveillance relevant

normalement de la compétence d'un juge nommé en vertu de l'article 96.

Vous savez, M. le Président, que l'article 96 de la constitution traite de la nomination des juges des cours supérieures. Ce sont des juges nommés par le gouvernement fédéral et cet article 96, dans la constitution, a fait couler beaucoup d'encre. Cela a donné ouverture à beaucoup de problèmes, beaucoup de discussions dans les revues juridiques et, pour ceux qui s'y intéressent, on peut lire des traités sur ces problèmes, par exemple, la monographie du professeur Gilles Pépin, le traité de droit administratif de René Dussault, le traité de droit administratif du doyen Ouellette et du professeur Gilles Pépin et ainsi de suite.

L'effet du jugement de la Cour suprême était que les justiciables ont perdu leur droit d'appel et l'Opposition est tout à fait d'accord avec ce projet de loi no 61 pour mettre de l'ordre dans toute cette affaire. C'est un bon projet de loi et, quand il y a un bon projet de loi devant l'Assemblée nationale, l'Opposition est tout à fait disposée à faire en sorte que le projet de loi soit adopté d'une façon expéditive. (17 heures)

Je peux dire tout de suite au ministre de la Justice que l'Opposition serait aussi prête à voir d'un bon oeil tout autre projet de loi pour améliorer les conditions de détention dans les prisons québécoises, une loi afin d'alléger l'encombrement des rôles devant les cours de justice au Québec comme cela existe aujourd'hui, de faire adopter les chapitres du Code civil qu'il a promis pour le printemps et qui, maintenant, vont peut-être venir durant l'été ou à l'automne, et ainsi de suite. On est prêt à adopter toutes les lois que le ministre déposera pour que l'administration de la justice au Québec soit la meilleure non pas seulement au Canada, mais en Amérique du Nord. Donc, nous sommes prêts, tout de suite, à adopter en deuxième et en troisième lecture le projet de loi no 61. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Merci, M. le député.

M. le ministre, devant l'affirmation faite par le député de l'Opposition qu'il serait prêt à adopter à la fois la deuxième et la troisième lecture, est-ce que vous avez des amendements à apporter?

M. le ministre.

M. Bédard: Oui, M. le Président. Nous aurions un amendement à apporter à l'article 7.

M. Brassard: S'il y a un amendement, est-ce qu'il est obligatoire d'aller en commission plénière?

M. Bédard: Je pense.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Juste un moment. S'il y avait entente, nous pourrions procéder à l'adoption du rapport de la commission plénière sans que le président doive nécessairement changer de place. Si le ministre expliquait son amendement et que l'Opposition soit d'accord, on pourrait faire tout cela en même temps. D'accord? M. le ministre, votre amendement.

M. Bédard: J'ai déjà fait part à mon collègue de l'Opposition de l'amendement qui est purement technique. Il s'agit de remplacer l'article 7 par le suivant: "L'article 140 de ce code est remplacé par le suivant:

"140. Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement tout bref délivré et toute ordonnance ou injonction prononcée à l'encontre des articles 139 et 139.1." Dans cet article, on remplace les mots "deux juges de la Cour d'appel" par "un juge de la Cour d'appel". La modification à l'article 140 est nécessaire aux fins de concordance, compte tenu de l'article 139 auquel se réfère cet article 140 qui est maintenant repris par les articles 139 et 139.1.

Par ailleurs, l'amendement proposé au présent projet de loi et ayant pour objet de remplacer l'article 7 ne vise qu'à corriger une erreur paraissant dans le texte proposé de l'article 140. En effet, l'article 43 du chapitre 37 des lois de 1979 avait prévu que toutes les lois dans lesquelles on accordait à deux juges de la Cour d'appel le pouvoir d'agir étaient modifiées afin d'y prévoir qu'un seul juge pouvait agir. C'est ce que nous faisons par l'amendement. Auparavant, on référerait à deux juges de la Cour d'appel; maintenant, on apporte un amendement dans le sens que j'ai mentionné tout à l'heure, qui permet à un juge de la Cour d'appel, sur requête, d'annuler sommairement tout bref délivré, etc.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le ministre, pouvez-vous me donner une copie de l'amendement pour que je puisse le lire?

M. Bédard: Sûrement, M. le Président.

M. Brassard: Si je comprends bien, M. le Président...

Le Vice-Président (M. Jolivet): Un instant. La façon de procéder est la suivante: D'abord, il faudrait adopter le projet de loi no 61 en deuxième lecture. J'ai cru comprendre qu'il était adopté.

Une voix: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Deuxième lecture

de ce projet de loi.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Ensuite, je dois avoir une motion pour aller en commission plénière.

Commission plénière

M. Brassard: Je fais motion pour que la Chambre se transforme en commission plénière, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Cette motion est-elle adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Un amendement est présenté en commission plénière qui aurait pour effet de remplacer l'article 7 par le suivant qui se lit comme suit: "L'article 140 de ce code est remplacé par le suivant:

"140. Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement tout bref délivré et toute ordonnance ou injonction prononcée à l'encontre des articles 139 et 139.1."

Donc, je crois comprendre que cet amendement est adopté.

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Adopté.

M. Blank: Nous sommes d'accord pour que les écritures soient faites en commission plénière. L'article est amendé tel que vous l'avez lu et le tout est adopté par le président de la commission qui en fera rapport au président.

Troisième lecture

Le Vice-Président (M. Jolivet): Donc, toutes les étapes sont faites d'un seul trait, c'est-à-dire: adoption de l'amendement, adoption du rapport de la commission plénière, nous passerions en troisième lecture et vous accepteriez que la troisième lecture soit adoptée?

M. Blank: Adopté.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Adopté. Le projet de loi no 61 est adopté selon toutes les étapes: en deuxième lecture, en commission plénière avec amendements, et en troisième lecture.

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Brassard: M. le Président, je

voudrais simplement vous indiquer qu'il y aura sanction de ce projet de loi à 18 heures.

Le Vice-Président (M. Jolivet): À 18 heures, à quel bureau? Au bureau 103a.

M. Brassard: Probablement.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Sanction au bureau 103a. M. le leader, toujours.

M. Brassard: M. le Président, je ferais motion pour que nous suspendions nos travaux jusqu'à 20 heures.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Cette motion est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Adopté. Suspension de nos travaux jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 17 h 06)

(Reprise de la séance à 20 heures)

Le Vice-Président (M. Jolivet): À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Fréchette: Puis-je constater d'abord, M. le Président, que nous prenons l'habitude de tenir les excellentes résolutions que nous avons prises ce matin.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je m'en réjouis.

M. Fréchette: Je vous prierais, s'il vous plaît, M. le Président, d'appeler l'article 3 des affaires du jour en vous signalant cependant que c'était le député de Joliette qui avait demandé l'ajournement du débat, mais j'ai convenu avec mon collègue de Maskinongé que l'on pourrait passer tout de suite à un intervenant de l'Opposition, quitte à réserver le droit du député de Joliette. C'est cela? On s'entend bien? On réserve le droit du député de Joliette?

M. Picotte: Oui, d'accord.

M. Fréchette: Très bien. Merci.

Projet de loi no 46

Reprise du débat sur la deuxième lecture

Le Vice-Président (M. Jolivet): Donc, l'article 3 est la reprise du débat sur la motion de M. le ministre des Affaires municipales proposant que le projet de loi

46, Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal soit lu pour la deuxième fois. La parole est à la députée de Jacques-Cartier.

Mme Joan Dougherty

Mme Dougherty: Merci. M. le Président, je vais vous expliquer pourquoi je suis pour le projet de loi 46 en deuxième lecture.

Depuis sa création, la Communauté urbaine de Montréal a fait l'objet d'études, de recherches et de commentaires émanant de divers milieux. Le gouvernement, les autorités politiques locales concernées, certains universitaires, les partis politiques, des groupes de citoyens ainsi que des journalistes ont examiné et commenté le fonctionnement de la communauté. Les consultations ont également mis en lumière un certain nombre de problèmes dont beaucoup de gens perçoivent l'importance. Le premier problème est la représentation au sein des organes décisionnels de la communauté et au conseil du comité exécutif. Pour plusieurs, les modes de représentation à la communauté ne reflètent pas assez l'équilibre des forces en présence, à savoir la ville de Montréal et les municipalités de banlieue. Le deuxième problème est la structure de la communauté. La structure comprend des organismes à vocation spécifique qui prennent une part importante aux décisions et aux dépenses. Il s'agit du Conseil de la sécurité publique et de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal. Les activités de ces organismes accaparent plus de 80% du budget de la communauté. Il y a là une situation gênante au plan des contrôles politiques réels que peuvent exercer les élus au sein du conseil de la communauté.

Troisième problème, plusieurs des représentations soutiennent que la création des commissions permanentes du conseil permettrait à ses membres d'apporter une contribution plus active à l'évaluation des activités de la communauté et à la révision des priorités selon l'évolution de la situation dans chaque secteur.

Quatrième problème, plusieurs réclament la mise en place d'un poste de directeur général des services de la communauté afin de mieux partager les rôles et d'assurer une meilleure unité d'action des services.

En résumé, la majorité des intervenants ont réclamé des changements majeurs concernant l'équilibre des forces au sein de la communauté, la composition des organes décisionnels, le contrôle politique de la gestion des services, ainsi que la démocratisation et une meilleure efficacité de son fonctionnement.

In order to assess the various

suggestions that have been put forward to improve the functioning of the MUC, I think it is essential, first of all, to recognize the real nature and purpose of the MUC.

The Montréal Urban Community is not a higher authority elected by all of the people with direct taxing powers so that it has a direct accountability to all the people on the Island of Montreal.

It is not a super regional government created to rule over the 28 municipalities and the city of Montreal which make up its territory.

On the contrary, it is an intermunicipal administration and an administrative structure which inherently manifest the essential reality of interdependence of 28 autonomist municipalities and the City of Montreal. In other words, the MUC is a coming together of autonomist municipalities for the purpose of realizing mutually advantageous objectives which cannot be realized individually, such as islandwide public transport and police services.

Therefore, the MUC was not created and should not allow itself to become a substitute for its participating municipal partners. There are some, however, notably the City of Montreal, whose analysis of the most appropriate MUC decision-making dynamic is based on the assumption that the major considerations or the major determining factors to be taken into account in establishing the structures and voting powers of the MUC should be the relative weight of the suburban versus the City of Montréal populations and the relative weight of their respective tax basis.

In other words, those who reason that way conclude that it is perfectly legitimate and, indeed, logical that the majority should rule and the richer should dominate. I think it is important to note that at the moment, in 1982, the City of Montreal has the majority population and it also has the edge in the tax base. But a few years down the road, that will not be the situation. Both the population and the tax base will favor the suburbs. To reason this way, therefore, i.e. that the majority should rule and the richer should dominate, is to miss the very nature of the MUC and to condemn it to an endless we-they power struggle, to a sterile and destructive polarization of suburbs versus the City of Montreal to the detriment of all the citizens of the MUC territory. The challenge, therefore, which Bill 46 attempts to meet is to improve the functioning of the MUC while respecting the true nature of the Montreal Urban Community, that of an administrative partnership designed to provide certain mutually beneficial services through a shared decision-making and shared financial resources.

(20 h 10)

Dans le mémoire récent de la

Conférence des maires de banlieue de Montréal, cette idée était exprimée comme suit: "Le développement harmonieux de l'île et l'amélioration de la qualité de vie de l'ensemble des citoyens de la CUM tiennent à la volonté des parties en cause, en l'occurrence, Montréal et les municipalités de la banlieue de Montréal, de céder à une structure administrative régionale une partie de leur propre souveraineté afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de certains services de nature locale. C'est parce que ces deux grandes entités administratives que sont Montréal et les villes de la banlieue montréalaise existent que la CUM est devenue possible et même nécessaire et, à l'intérieur de cette communauté urbaine, elles doivent être partenaires à part entière."

I think it is obvious that you cannot legislate goodwill. You cannot legislate positive spirited cooperation. At least, it certainly cannot be assured by legislation. I think what legislation can do is create structures, powers and processes which, at least, are supportive and conducive to facilitating sensible compromise and cooperative action for the good of a particular territory such as the MUC territory as a whole.

The changes recommended in Bill 46 are, in my view, a positive step in the right direction. First of all, the role of the Council is strengthened; decisions will be taken by a double majority of the votes of the suburbs and the City of Montreal. Furthermore, two thirds of the members of the Council can block a decision of the executive. Five standing committees are created, members chosen by the Council for finance, sécurité publique, transport, environment et aménagement. The committees will have the power of recommendation, study and, most importantly, provide access to public representation which, I think, will develop at least a feeling of greater accountability of the MUC to the public.

But I think that the key change is in the makeup of the executive and how it is chosen. The executive will have equal representation from the suburbs and the City of Montreal, plus a president who will be chosen by the Council, by a two thirds vote of the Council, and he will resign his municipal post as a result of having been elected. In default of a decision taken by the Council, the Government reserves the power to make that choice of the president.

I think this is a major step, a big improvement over the former executive structure, which most unfortunately institutionalized an adversary relationship between the suburbs and the City of Montreal since it reinforced Montreal's position as the dominant partner in decision making.

The former setup assumed that the suburbs were a monolithic group who had objectives that were exclusive and necessarily in conflict with those of the City of Montréal and I think that was a totally false assumption. The new formula will be much more likely to encourage a spirit of partnership and interdependence of interest and of negotiation necessary for the healthy functioning of the entire MUC territory.

En résumé, M. le Président, je crois que le projet de loi no 46 tel qu'amendé reconnaît - et je cite M. Corbeil, ancien président de la Conférence des maires de banlieue - "que la communauté urbaine ne doit plus être une structure basée sur le pouvoir, au sein de laquelle on a pour objectif la domination d'un bloc sur l'autre. L'avenir fructueux et prospère de la CUM doit viser le dépassement d'une telle vision étroite pour s'orienter vers la concertation et la réalisation d'objectifs communs exaltants. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Joliette et whip du gouvernement.

M. Guy Chevrette

M. Chevrette: M. le Président, prendre la parole sur un projet de loi qui semble toucher un territoire bien défini, un territoire bien identifié peut sembler audacieux. On peut se faire dire, autant par des collègues de ce côté-ci de la Chambre que de l'autre côté: Mêle-toi donc de tes affaires! Ne te prononce donc pas sur un sujet aussi litigieux!

Mais je pense que ce serait mal évaluer le rôle d'un parlementaire qui a à se lever et à voter sur tout projet de loi. J'ai donc décidé de donner mon opinion sur ce projet de loi, qui a une importance capitale, tout d'abord à cause de l'intérêt même de la CUM, de la Communauté urbaine de Montréal, à cause de son territoire, qui est le plus grand territoire d'urbanisation au Québec, à cause du fait qu'elle couvre un territoire industriel névralgique unique au Québec, en termes de densité et de complémentarité, à cause du fait qu'on couvre un territoire où les défis d'assainissement et de qualité de vie sont uniques au Québec, à cause également d'un budget et d'un impact de taxation qui touchent le plus grand nombre de contribuables québécois. Je pense que le sujet est d'une importance capitale.

C'est important aussi parce que la moitié des taxes municipales payées par l'ensemble des Québécois se paie sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal; c'est également sur ce territoire que se dépense, en termes de dépenses municipales, la moitié de toutes les dépenses

des municipalités. C'est donc un sujet d'une importance capitale.

Ce projet de loi a une importance capitale parce qu'il faut démocratiser les structures. C'est inconcevable, au moment où on se parle, qu'une douzaine de personnes en circuit fermé ou pratiquement en circuit fermé décident de budgets de 600 000 000 \$ sans que les contribuables puissent interroger les administrateurs, l'administration générale, puissent dire leur mot. Il y a tout près de 800 000 contribuables, M. le Président, qui n'ont à peu près rien à dire en dehors de Montréal actuellement. Le conseil est composé de sept contre cinq. Les décisions se prennent en circuit fermé. Pas d'interrogation, pas de question. Tout le monde est insatisfait, autant sur l'île de Montréal qu'en banlieue. On se dit: Mais ça coûte donc cher! À quoi servent nos taxes? Comment se fait-il que 80% du budget de la CUM sert uniquement au transport et à la police? Comment se fait-il, M. le Président, que nos taxes s'élèvent d'année en année et qu'on ne peut même pas poser de questions, qu'on ne peut même pas avoir les réponses à nos questions?

On lance des appels dans le public, bien sûr, on tente d'expliquer les choses ici et là à travers des articles de journaux. Oui, il y a beaucoup de citoyens qui sont insatisfaits sur l'île de Montréal et dans ses banlieues. Il y a bien des citoyens de cette région qui ont posé des questions, qui n'ont eu aucune réponse. Il y a bien des décisions qui ont été contestées, bien souvent, parce qu'on ne connaît ni le pour ni le contre des décisions qui se prennent. Donc, il est grandement temps, M. le Président, que les contribuables puissent se voir offrir l'occasion d'avoir des réponses aux questions qu'ils se posent. Il est donc temps d'associer les citoyens à cette gestion.
(20 h 20)

Je pense qu'il est temps que l'on déplace les pouvoirs, on les enlève à l'exécutif pour les remettre véritablement entre les mains du conseil, et ça, c'est toute l'importance de la réforme qui est proposée dans la loi 46, M. le Président. Le conseil qui est proposé dans la loi 46 devient le grand forum décisionnel. C'est là que se prendront les décisions et l'exécutif ne deviendra qu'un exécutant normal comme dans toute structure.

On réserve le pouvoir de décision au niveau de la plus grande instance et ceux qui sont élus pour administrer quotidiennement ne font qu'exécuter les décisions prises par un plus vaste forum. C'est ça l'esprit de la loi 46. Le rôle de l'exécutif devient donc, à juste titre, un rôle d'exécutant et non pas un rôle de "décideur", et ça, c'est drôlement important dans notre démocratie. C'est le temps de démocratiser aussi, M. le Président, parce que j'ai appris avec stupéfaction, en

ce qui me regarde, que le conseil exécutif de la communauté urbaine avait siégé quatorze fois en 1981 - quatorze fois, cela semble gros pour plusieurs députés peut-être - dont six fois pour décider d'un budget de 600 000 000 \$. Imaginez-vous! Six fois pour décider d'un budget de 600 000 000 \$. Dans nos petites villes, dans nos petites municipalités, on doit se réunir jusqu'à 30 ou 35 fois pour prendre des décisions, au cours d'une année, pour des budgets infiniment plus petits que celui-là. Il est temps, il est grandement temps que les contribuables puissent questionner les administrations, qu'on puisse élargir ce forum de décisions et qu'on fasse en sorte que la démocratie s'exerce au niveau même du citoyen. À mon avis, il est temps - ce que je trouve le plus fantastique au niveau du projet de loi, c'est qu'on le permette, comme dans toute démocratie municipale, parce que ce sont des ententes intermunicipales, mais cela assure aussi la vie du citoyen au niveau de sa municipalité - que le citoyen puisse se présenter à des réunions pour questionner son administration. Je trouve cela fondamentalement démocratique. Il faut être capable de l'exprimer en tant que députés. Nous, ici, à l'Assemblée nationale, avons une période de trois quarts d'heure par jour où l'Opposition, à trois, quatre ou cinq occasions par jour, questionne l'administration publique. Je pense qu'il est tout à fait normal qu'au conseil on puisse questionner l'administration publique, demande où est allé tel type de programme, quelles sont les dépenses qui ont été effectuées pour tel et tel programme, quelle recommandation cela a occasionné de la part de l'exécutif par rapport aux décisions que le conseil a prises. C'est tout à fait important, M. le Président, c'est ce qu'on appelle l'exercice de la démocratie en associant le citoyen à la base même.

J'ai appris aussi - parce qu'on ignore tout, on est porté comme député à ne pas s'intéresser à ce qui se passe en dehors de nos régions ou de nos comtés, mais comme parlementaire, on a à se prononcer sur tous les projets de loi - que 80% du budget de la CUM étaient consacrés exclusivement au transport et à la police. Or il me semble que c'est important que les citoyens s'interrogent sur l'utilisation des deniers publics, sur leurs fonds, savoir où ils vont, à quoi ils servent et quelles sont les grandes orientations que prendra le conseil. Là, c'est réservé exclusivement à une chasse gardée, à un petit exécutif; par la suite, bien sûr, on a des maires des banlieues qui discutent, qui sont contre. On crée de l'animosité entre la banlieue et les Montréalais, mais on ne permet pas à la démocratie de s'étaler au grand jour. C'est ce que vise le projet de loi 46. À mon point de vue, les commissions qui sont prévues dans le projet de loi 46 permettront de toucher tous les grands

programmes de la Communauté urbaine de Montréal, à savoir une commission sur le transport, une commission sur la police et une commission sur les finances publiques. Bien sûr, même le chef de l'Opposition a suggéré, si je l'ai bien compris, d'ajouter une sixième commission...

Une voix: C'est vrai.

M. Chevette: On verra, au cours des discussions. Si jamais il y a des idées lumineuses qui nous conviennent, on verra, mais il reste que c'est un point important à discuter pour des citoyens qui ont à payer des taxes.

Sur l'aménagement, il est temps qu'on discute d'aménagement du territoire, après avoir assisté à un développement aussi sauvage que celui auquel on a assisté au cours des vingt dernières années. On a laissé se développer le Québec d'une façon sauvage. Personne ne se préoccupait de cela. On trouve des carrières polluantes tout près de projets de développement domiciliaire. On a tout laissé faire. On fixe des limites, des balises, et c'est important pour qu'on se développe d'une façon cohérente, d'une façon harmonieuse.

Il est également temps qu'on se préoccupe de notre environnement. Ces commissions auront le pouvoir d'aller chercher l'expérience extérieure, si je comprends bien le projet de loi. Elles permettront aux citoyens de s'exprimer. Ce sont fondamentalement des principes démocratiques: aller chercher l'idée des gens qui sont eux-mêmes impliqués dans la vie de leur collectivité. Ce sont des mises en commun non pas en circuit fermé, mais étalées au grand jour, avec la possibilité de demander le pourquoi de tel geste, de telle décision, de telle orientation. À mon sens, le projet de loi 46 répond à ce genre d'interrogations que se posent non seulement les banlieusards, mais aussi les Montréalais comme tels.

Quant à la façon, maintenant, M. le Président - je ne voudrais pas être plus long qu'il ne le faut pour permettre à d'autres de s'exprimer - d'élire la présidence ou le président, je vous avoue que, quand on lit le projet de loi et qu'on nous offre trois possibilités, je me dis: Oui, c'est vrai que c'est légitime de vouloir avoir la présidence chez soi. C'est très légitime. J'aimerais que, dans ma paroisse, le maire vienne du quartier le plus populaire. J'aimerais que, dans mon comté, ce soit quelqu'un qui émane d'une grande majorité. Mais le principe fondamental en démocratie ne vient pas de la majorité, il vient de l'excellence, de la capacité, de la compétence. C'est cela qu'il faut d'abord accepter et c'est ce qu'offre le projet de loi.

Le projet de loi offre trois possibilités.

Il offre d'abord le choix d'une double majorité: une majorité des banlieusards et une majorité montréalaise. Si les deux s'exécutent, voilà, on a un président qui correspond à la majorité de tout le monde. Si on ne s'entend pas à ce niveau, il y a une deuxième hypothèse: les deux tiers des élus, les 28 et les 55 qui siègent. Voilà une autre hypothèse qui nous permet d'avoir un homme qui émerge vraiment des représentants. Et si cela ne marche pas, on s'est gardé une troisième hypothèse. Bien sûr qu'on se l'est gardée, parce qu'en dernier recours, nul ne peut nier que c'est le Parlement qui doit trancher. Dans un pays, dans une province, dans quelque structure que ce soit, il faut quelqu'un qui décide, à un moment donné. Ce n'est pas inscrit que le ministre "devra", c'est inscrit que le ministre "pourra", et je pense que cela incite les gens à s'entendre, à dégager des consensus chez eux. Ceux qui ne veulent pas se voir imposer une présidence ou un président vont faire les efforts pour dégager chez eux les consensus nécessaires. Sinon, ce sera un manque de responsabilité et on s'en remettra à un tiers. Il faut arrêter de croire, à mon sens, que l'État est omniprésent, omnipuissant. L'État se garde une porte de sortie en cas d'impasse, mais l'État doit fournir à la collectivité toutes les chances de s'entendre. C'est ce que le projet de loi 46, à mon sens, suggère aux citoyens et, au-delà - je vais le dire comme je le pense, en terminant - de petits gains politiques, cette loi va enfin rétablir un équilibre et une démocratie dans cette Communauté urbaine de Montréal.

(20 h 30)

Le **Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Jeanne-Mance.

M. Michel Bissonnet

M. Bissonnet: M. le Président, je dois remercier le député de Joliette de ses commentaires. Il a dit qu'il voulait que les gens s'expriment, que la démocratie vient de l'excellence, de la capacité et de la compétence. Je tiens à dire à mon collègue le député de Joliette: Baie-Comeau vous aime!

Je suis très heureux d'intervenir ce soir dans le cadre du débat sur le projet de loi no 46. Je voudrais m'adresser particulièrement à tous mes concitoyens de la Communauté urbaine de Montréal, puisque j'ai eu l'expérience et l'honneur de siéger à l'intérieur de la Communauté urbaine de Montréal, de 1978 à 1980. De plus, en tant qu'employé de la ville de Montréal, de 1969 à 1977, j'ai eu l'occasion et le privilège de voir siéger les maires des 28 municipalités et du conseil de ville de Montréal. Cette communauté urbaine a pris naissance en 1969. Tous connaissent très bien les difficultés internes qui existaient alors à

l'intérieur du corps policier de la ville de Montréal, et c'est pourquoi l'Union Nationale a créé cette communauté en 1969.

Depuis 1969, après avoir vu ce que j'ai vu et avec les connaissances pratiques, acquises, étant un des membres de la CUM comme représentant de la municipalité de Saint-Léonard, dont je salue tous mes concitoyens, comme maire de cette ville durant la période où j'ai siégé à la communauté urbaine, je tiens à vous dire, M. le Président, ainsi qu'au ministre des Affaires municipales, que, pour tout résident de banlieue qui veut se présenter à un poste politique, au poste de conseiller ou au poste de maire dans une ville de banlieue, un des prérequis - je le dis honnêtement et franchement - c'est d'être contre la Communauté urbaine de Montréal, car les citoyens qui résidaient dans les banlieues avant l'avènement de cette communauté avaient des services personnalisés, personnels, à l'intérieur du service de la police, en particulier, et l'évaluation municipale était sous le contrôle de chaque municipalité.

Donc, lorsqu'il y a des élections municipales dans une ville - je ne parle pas de la ville de Montréal - je tiens à souligner en cette Chambre que, dans aucune des municipalités, autant dans les municipalités de banlieue que dans la municipalité de Montréal, il n'y a d'identité pour chacun des citoyens de la grande région métropolitaine. Il n'y a pas une personne, ou presque - une annonce bien connue - qui se sent affiliée à la Communauté urbaine de Montréal.

D'ailleurs, lors de la commission parlementaire, j'ai bien écouté durant trois jours, de 10 heures à minuit, les commentaires du maire de Montréal, M. Drapeau qui, à cette occasion, comme d'habitude, a quand même fait une allocution. Un de ceux qui l'ont le plus apprécié a été le ministre des Affaires municipales. Si tout le monde se souvient, on lui a même remis un disque pour souligner le fait que l'Orchestre symphonique de Montréal avait mérité un prix très honorable pour la région métropolitaine, parce que les banlieues paient également pour la Place des Arts, pour l'Orchestre symphonique, etc., par le truchement du Conseil des arts.

Durant ces trois jours, j'ai bien écouté mes ex-collègues, le maire de Montréal, le maire président de la CUM, qui a presque annoncé, lors de cette commission parlementaire, que son mandat ne serait pas renouvelé, ainsi que l'ex-président de la Conférence des maires de banlieue, le maire de ville d'Anjou, l'ex-collègue Corbeil.

Durant ces débats, nous avons entendu également d'autres revendications, soit du Syndicat des fonctionnaires municipaux de la ville de Montréal, qui a des problèmes quant au transfert des employés via la CUM puisque le Syndicat des fonctionnaires

municipaux de la ville de Montréal représente, d'une part... C'est un syndicat autonome pour la communauté urbaine et pour la ville de Montréal. Dans le discours du ministre des Affaires municipales, que j'ai bien écouté, on n'a quand même pas apporté des corrections à ses difficultés.

D'autre part, je me rappelle très bien, M. le Président, que, lors de l'audition des mémoires, nous en avons entendu un du conseil de ville de l'Île-Bizard, par le maire Patry, où il me semblait qu'il y avait un consensus, à l'audition de ce mémoire, parmi les représentants du Parti québécois et ceux du Parti libéral, sans qu'ils se soient exprimés formellement, pour que l'Île-Bizard soit une ville autonome et qu'elle ne fasse plus partie de la Communauté urbaine de Montréal.

À ce sujet, j'étais intervenu pour dire, M. le Président, qu'on parle toujours d'une île, une ville. D'ailleurs, mon collègue, le député de Gouin, a commencé, comme plusieurs citoyens, par... Dans les années à venir, je pense qu'il y aura quand même d'autres solutions à apporter parce que, en fait, il y a un problème de taxation important dont les citoyens veulent réduire le coût.

Donc, concernant l'Île-Bizard, je pense qu'il y avait un consensus et je n'ai pas retrouvé dans le discours du ministre... Je réserve mon appui à ce projet de loi. Lors de la réplique du ministre, je veux l'entendre sur les arguments que je lui apporte. Concernant l'Île-Bizard, il semblait y avoir un consensus pour qu'elle ne fasse plus partie de la communauté urbaine. On parle d'une ville, une île, mais l'Île-Bizard, c'est une municipalité dont 80% du territoire est agricole, qui fait partie de la communauté urbaine et qui doit payer à peu près 48 \$ par citoyen pour les frais de transport en commun. Je pense qu'on aurait pu annexer l'Île-Perrot au lieu de l'Île-Bizard et cela aurait été le même problème. M. le Président, en ce qui a trait à l'Île-Bizard, il faudrait que le ministre nous fasse une suggestion positive dans l'intérêt de cette municipalité.

Concernant le projet de loi qui est devant nous ce soir, j'entendais mon collègue, le député de Joliette, mentionner qu'il y aura une participation des citoyens lors des assemblées de la communauté urbaine. Or, après y avoir siégé pendant trois ans et assisté à ces assemblées pendant plus de dix ans, à chaque assemblée, je peux dire qu'il y a à peu près quatre ou cinq personnes qui assistent, et les débats ne sont pas télédiffusés, ce qui veut dire qu'il n'y a aucune participation de la grande communauté urbaine de Montréal aux assemblées de la communauté urbaine.

Je remarque que nous instaurons, comme le gouvernement l'a fait, à l'intérieur

de chaque municipalité la période des questions, ce qui permet aux concitoyens qui ont des questions à poser à leurs administrateurs élus, que ce soit au niveau municipal, que ce soit au niveau de la communauté urbaine, de le faire. Lors de l'adoption de ce projet de loi, ils pourront se permettre de poser des questions à l'administration de la Communauté urbaine de Montréal, ce qui est une excellente disposition à laquelle je concours à 100%, M. le Président.

En ce qui a trait aux commissions, nous formons, d'après ce projet de loi, cinq commissions: Commission de l'aménagement, Commission de la qualité de l'environnement, Commission des finances, Commission du transport en commun et Commission de la sécurité publique. Le chef de l'Opposition a proposé au gouvernement du Parti québécois d'ajouter la Commission de l'évaluation. D'après les discussions que nous avons eues, M. le Président, M. le ministre, en ce qui a trait aux dispositions de la Loi sur l'évaluation foncière, a beaucoup de difficultés à évaluer les transferts de vente de compagnies. Les dispositions de la loi ne permettent pas au commissaire à l'évaluation de connaître véritablement la valeur des propriétés qui sont vendues par transfert d'actions.

(20 h 40)

J'entendais également l'adjoint parlementaire au ministre des Affaires municipales mentionner que l'évaluation se fait actuellement, dans la Communauté urbaine de Montréal, par une évaluation des ventes qui ont été effectuées dans l'année précédant l'évaluation municipale à venir. L'adjoint parlementaire, le député de Groulx, mentionnait que, selon lui, les résidents qui habitent à l'intérieur de la Communauté urbaine de Montréal n'ont pas été visités depuis cinq ou six ans. Je suis porté à croire que le député de Groulx a raison lorsqu'il mentionne ça, M. le Président.

Donc, à l'intérieur de ces commissions, j'ai certaines difficultés à comprendre. Vous proposez cinq commissions, et une sixième commission pourrait être possible à l'intérieur de la CUM, soit la commission d'évaluation. Je pense qu'il serait logique de prévoir à l'intérieur du projet de loi que trois des six commissions soient présidées par des présidents qui émanent de la banlieue et trois qui émanent de la ville de Montréal.

En ce qui a trait à la composition - et là naît tout le débat - du comité exécutif de la CUM, actuellement la communauté urbaine est composée de sept membres du comité exécutif qui émanent de la ville de Montréal et cinq qui émanent des 28 villes de banlieue, en excluant l'Île-Bizard, pour faire maintenant 27 villes. J'espère que le ministre accédera à la demande de cette ville, je pense que c'est une demande

sérieuse.

Dans le projet de loi devant nous actuellement, on propose qu'il y ait une parité de six membres des municipalités de banlieue et six membres du comité exécutif de la ville de Montréal pour former un comité exécutif de douze personnes.

De la façon dont le président du comité exécutif sera élu, il y aura impossibilité, quelle que soit la formation du conseil de la CUM, que la ville de Montréal, qui a actuellement 52 conseillers d'un parti politique, et deux partis de l'Opposition qui ont élu un conseiller seulement, ce qui fait 54 conseillers, que le conseil, lors de l'élection du mois de novembre prochain, élise 35 conseillers d'un parti, 15 conseillers de l'autre ou 5 conseillers de l'autre.

Après avoir siégé au conseil de la communauté urbaine, on n'arrivera jamais à avoir un vote avec la double majorité. On n'arrivera jamais à avoir un vote selon la double majorité des voix, 1000 électeurs par citoyen parce que la ville de Montréal détient 969 voix, et pour faire élire démocratiquement au conseil de la CUM, le président du comité exécutif, elle devra obtenir 190 ou 195 voix, ce qui représente en résumé deux villes, à titre d'exemple, la ville de Montréal-Nord et la ville de Saint-Léonard, pour faire élire démocratiquement le président du comité exécutif qui émanerait supposément de la ville de Montréal. D'autre part, quant aux municipalités de banlieue, elles doivent détenir 775 voix sur 1750, à condition que tous les maires de banlieue votent pour un candidat émanant de la banlieue, et il leur faudra évidemment l'appui de 390 voix de la ville de Montréal.

Compte tenu de la façon dont le conseil est formé actuellement, compte tenu des changements qui viendront l'automne prochain, il est évident que les partis qui sont dans l'Opposition à la ville de Montréal uniront leurs efforts au parti majoritaire au conseil de ville de Montréal pour élire le président de la CUM.

J'ai bien réfléchi, comme député d'un comté où les trois quarts de la population sont des citoyens de Saint-Léonard et l'autre quart des citoyens de Montréal. Dans le mémoire de la ville de Montréal - je laisse cela à la réflexion du ministre - j'ai quand même objectivement constaté qu'il y a une différence au niveau de la population. Je considère que le projet de loi actuel augmente de façon très sensible les pouvoirs des maires de banlieue à l'intérieur de la communauté urbaine. Je constate également que tous les citoyens qui demeurent ou qui résident dans les municipalités de banlieue sont également des Montréalais. Je constate que la proposition Lamarre, quant aux effectifs...

Je suis un ex-maire de banlieue, mais

je dois être objectif, pour que la Communauté urbaine de Montréal rayonne davantage encore. Je constate que l'heure n'est pas venue aujourd'hui, en 1982, pour la parité entre la ville de Montréal et les banlieues. Je constate qu'il peut y avoir une parité au niveau des élus dans les commissions, mais, à l'exécutif, compte tenu que, dans le projet de loi on peut, lorsqu'une décision est prise minoritairement, faire appel de cette décision devant le conseil de la CUM, là, cela devient un débat public et non à huis clos. À ce moment-là, la population peut interroger les élus. On n'a pas d'identité, à la communauté urbaine, ce sont tous des gens qui ont été élus dans leur municipalité respective.

Je constate que ce dispositif améliore donc de façon importante la position des municipalités de banlieue à l'intérieur du conseil de la CUM. Je pense que le ministre devrait donner une priorité... Je n'aime pas que le ministre... Parce que je ne sais pas si ce sera encore lui dans cinq ans ou dans deux ans, parce que je ne sais pas si ce sera le même gouvernement...

M. de Belleval: Ben voyons donc!

M. Bissonnet: M. le Président, je voudrais parler au député de Charlesbourg qui, lui...

Une voix: Consentement.

M. Bissonnet: ... a proposé - je ne suis pas pressé, M. le Président - à toutes les villes de banlieue et à Montréal, avant le référendum, le métro en surface; aux gens de Montréal-Nord, de Repentigny, de Pointe-aux-Trembles et de Montréal, il a promis, avant le référendum, un métro en surface. Il nous a également promis, avant l'élection, dans un protocole d'entente qui n'était pas signé par le gouvernement, qui était simplement...
(20 h 50)

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député...

M. Bissonnet: M. le Président, je vous demanderais la permission de conclure rapidement.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Oui, mais je dois vous dire que, quant à moi, je dois faire respecter le règlement aussi. Il vous reste une minute.

M. Bissonnet: Je vais vous aider à faire respecter le règlement. Je tiens à vous dire que je parle effectivement de la communauté urbaine, je parle d'un projet qui a été soumis deux fois, qui était promis pour 1983 et on est en 1982, cela achève. On n'a même pas commencé à travailler. On n'a même pas

commencé, M. le Président, à travailler au métro de surface. C'était très beau. Donc, pour conclure...

M. de Belleval: Question de privilège.

M. Bissonnet: J'y reviendrai.

Le Vice-Président (M. Jolivet): S'il vous plaît, M. le député! Question de privilège de la part du député de Charlesbourg.

M. de Belleval: Le député de...

M. Bissonnet: Jeanne-Mance.

M. de Belleval: ... Jeanne-Mance...

M. Bissonnet: Je peux vous rapporter des faits, à part cela.

M. de Belleval: Le député de Jeanne-Mance a fait un assez bon résumé, à la toute fin de son intervention, dans les quelques derniers mots, quand il parlait des dates et de la possibilité de réalisation. Le dossier est entre les mains de la Communauté urbaine de Montréal qui est en train de réaliser le projet.

M. Bissonnet: M. le Président...

M. de Belleval: Juste un mot, laissez-moi terminer.

M. Bissonnet: Il me coupe mon temps, ce n'est pas une question de privilège.

M. de Belleval: Je termine.

Le Vice-Président (M. Jolivet): S'il vous plaît, s'il vous plaît!

M. de Belleval: Le projet est en voie de réalisation.

Le Vice-Président (M. Jolivet): S'il vous plaît! M. le député de Jeanne-Mance, s'il vous plaît! D'une façon ou d'une autre, rien n'est enregistré de vos propos. Je vais simplement vous demander de conclure puisque votre temps est écoulé.

M. Bissonnet: M. le Président, je continue, à la suite des propos de mon collègue de Charlesbourg. Tous nos concitoyens de l'est de Montréal ont reçu la garantie, à deux reprises, qu'on aurait du transport en commun en 1983. Je remarque qu'actuellement on ne roule pas par l'entremise du transport en commun, en train, en particulier, les trains de surface. Donc, ma position, pour la résumer, c'est que je pense qu'il y a autre chose à apporter pour rendre ce projet de loi plus viable. Dans les circonstances, à l'intérieur du

comité exécutif, quant à avoir un vote prépondérant de Montréal, qu'on l'indique donc dans la loi, qu'on ne dise pas: Si vous ne vous entendez pas, on va en nommer un. Qu'on l'indique tout de suite et on le révisera si la population devient égale à un moment donné. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Rosemont.

M. Gilbert Paquette

M. Paquette: M. le Président, pour les citoyens et citoyennes de Montréal et d'ailleurs qui nous regardent à la télévision et qui n'auraient pas compris, à la suite de l'intervention du député de Jeanne-Mance, de quel projet nous parlons, je dois rappeler qu'il s'agit d'une réforme extrêmement importante de cet organisme qui est la Communauté urbaine de Montréal et qui constitue, en quelque sorte, une association de toutes les villes situées sur l'île de Montréal: la ville de Montréal, les banlieues de l'est comme Pointe-aux-Trembles, Anjou, les banlieues de l'ouest, comme Westmount, Pointe-Claire, et toutes les villes qui sont sur l'île de Montréal. C'est donc, à bon droit, un projet auquel tous les députés de cette Chambre doivent s'intéresser.

Comme le disait tout à l'heure mon collègue de Joliette, Montréal est le moteur économique du Québec. C'est la métropole culturelle et un centre international important. Le bon fonctionnement de la Communauté urbaine de Montréal, de l'association des villes qui constituent l'île de Montréal, dépend en bonne partie de l'évolution harmonieuse et dynamique du Québec des années qui viennent. C'est une loi extrêmement fondamentale parce qu'elle répartit entre les élus municipaux des pouvoirs aussi importants que ceux qui concernent la police, la sécurité publique, le transport en commun sur l'île de Montréal, l'aménagement, l'environnement et, évidemment, un budget qui est fort important et qui est utilisé pour donner le meilleur service à la population, établir une plus grande justice sociale et contribuer au développement économique de Montréal et donc du Québec. C'est la première réforme de ces pouvoirs de la communauté urbaine - qui sont tellement importants - depuis 1969. C'est en 1969 que la communauté urbaine a été créée. Inutile de dire que cela a été un accouchement extrêmement difficile. C'est lentement, petit à petit, que les villes de l'île de Montréal ont commencé - certaines contre leur gré - à travailler ensemble à l'amélioration du sort de tous les citoyens de l'île de Montréal, à un point tel, M. le Président, qu'aujourd'hui, à la suite de la commission parlementaire, tous les intervenants, malgré leur opposition, nous ont

dit qu'ils croyaient que la communauté urbaine était viable et qu'ils tenaient à ce qu'elle continue d'exister. C'est notre préoccupation, moi et mes collègues de Montréal - je vous soulignerai que je suis le troisième qui devra parler contre ce projet de loi - de faire en sorte que l'esprit communautaire qui a commencé, qui en est à ses premiers balbutiements, se développe, s'intensifie, qu'on ait davantage de démocratie à Montréal et que par la collaboration entre le centre de l'île de Montréal, qui est la ville de Montréal, et les banlieues, on contribue à favoriser le rayonnement accéléré de Montréal et son développement économique.

M. le Président, même si je devrai m'opposer à ce projet de loi, il faut quand même souligner au point de départ que c'est une réforme nécessaire. Après une quinzaine d'années, il y a eu sur l'île de Montréal une telle évolution démographique, économique et sociale que les structures de la communauté sont devenues désuètes. Je ne pense pas qu'on devrait reporter ce projet de loi. Je pense qu'on devrait le modifier assez profondément, garder les éléments extrêmement valables qu'il contient et modifier ceux qui peuvent, justement, nuire au développement de l'esprit communautaire à Montréal et nuire, donc, aux chances de succès de tous les Montréalais. Ce qui devrait être conservé dans le projet de loi, ce sont très certainement toutes ces dispositions qui renforcent les pouvoirs du conseil de la communauté et qui démocratisent le fonctionnement du conseil. Dorénavant, le conseil de la communauté pourra modifier - chose qu'il ne pouvait pas faire auparavant - les budgets du transport en commun et de la sécurité publique. Le conseil sera doté obligatoirement de cinq commissions permanentes avec des pouvoirs d'étude et de recommandation. Donc, l'initiative ne viendra pas uniquement d'un comité exécutif contrôlé par la ville de Montréal, comme c'est le cas actuellement, mais de commissions paritaires formées d'élus de Montréal et de la banlieue - donc, de maires de banlieue et de conseillers municipaux de Montréal - qui pourront s'impliquer dans l'élaboration des politiques communautaires dans le domaine du transport, de la sécurité publique, de l'aménagement, de l'environnement et des finances de la communauté. Ces commissions permanentes pourront, M. le Président, comme c'est le cas ici à l'Assemblée nationale, entendre les représentations des citoyens et des organismes montréalais. C'est un progrès démocratique extrêmement important.

D'autre part, M. le Président, suivant une disposition du projet de loi, lorsqu'un comité il y aura mécontentement entre les représentants de la banlieue et de la ville de

Montréal, l'un ou l'autre pourra, par un veto suspensif, amener toute proposition importante au niveau du conseil. Donc, les différends pourront devenir des débats publics au lieu que les choses se règlent en catimini par des rapports de forces qui ont par le passé, à l'occasion, brimé certains élus municipaux sur l'île de Montréal. Donc, une plus grande démocratie, un renforcement du conseil. Voilà suffisamment d'éléments pour changer la dynamique communautaire et assurer aux banlieues une participation à part entière. Malheureusement, M. le Président, ces excellentes dispositions risquent de passer dans l'ombre à cause de deux ou trois autres dispositions extrêmement importantes du projet de loi. À mon avis, ce projet de loi, qui vise à établir un meilleur équilibre, va au contraire accentuer les difficultés, les mentalités de clan, de camps retranchés qu'on a parfois retrouvés à la Communauté urbaine de Montréal.

(21 heures)

Vous savez qu'actuellement le comité exécutif de la communauté urbaine est composé de sept représentants de la ville de Montréal et de cinq représentants de la banlieue. Le projet de loi propose que le comité exécutif soit représenté, pour simplifier, de six représentants de la banlieue et de six de Montréal qui sont soit présidents et vice-présidents du conseil ou présidents et vice-présidents de commissions, un nombre égal de représentants de la banlieue et de Montréal, et une treizième personne, qui est le président du comité exécutif qui, si la banlieue et Montréal ne peuvent s'entendre, devra être nommée par le ministre ou pourra être nommée par le ministre et le gouvernement. Mais on conçoit mal comment la communauté pourrait être laissée sans président pendant six mois ou un an. Il devra éventuellement être nommé par le ministre ou le gouvernement.

M. le Président, je trouve extrêmement difficile de concilier ce paragraphe du document explicatif du projet de loi, que je vais vous lire, qui accompagne ce projet de loi. Ce paragraphe dit ceci: "En accordant plus d'importance aux critères démographiques dans la prise de décision" - on parle ici, il faut le comprendre, du conseil de la communauté, mais je ne vois pas pourquoi cela ne s'appliquerait pas au comité exécutif - donc à la taille de la population dans la prise de décision, "les modifications apportées à la Loi de la Communauté urbaine de Montréal tiennent compte de cet objectif - et ceci est très important - la règle de majorité constituant un des fondements des institutions démocratiques." On a entendu tout à l'heure mon collègue, le député de Joliette, dire qu'en démocratie, l'important, ce n'est pas le nombre, mais la compétence. Je lui signalerai, un peu à la blague, qu'il a été élu

par une majorité de ses concitoyens de Joliette et qu'heureusement, dans son cas, la majorité coïncidait avec la compétence. Je pense qu'en démocratie la majorité est extrêmement importante.

Là, je vous avoue que je comprends mal le comportement des libéraux qui s'opposent, par exemple, à la fusion de Baie-Comeau et de Haute-Rive qui est faite dans l'intérêt de la majorité de la population réunie des deux villes en tout cas, soit celle de Haute-Rive. Donc, ils refusent d'appliquer la règle de la majorité et ils nous disent, dans le cas de la Communauté urbaine de Montréal: Il faudrait ne pas respecter encore cette règle de la majorité et ils nous parlent, à d'autres moments, de démocratie.

Je comprends mal aussi une remarque que le ministre a faite en comparant la situation de la communauté urbaine à celle des municipalités régionales de comté, ce qui, à mon avis, est une comparaison qu'on ne doit pas faire, parce que les problèmes à Montréal sont tellement différents. Pourquoi, alors que, sur la rive sud de Montréal, par exemple, on a tenu compte de la population des villes pour la représentation au niveau de la municipalité régionale de comté, lorsqu'on arrive à Montréal, concède-t-on la possibilité que Montréal n'ait pas la majorité au comité exécutif alors qu'il est composé de 56% de la population de la Communauté urbaine de Montréal et que la ville de banlieue qui a le plus de population après Montréal n'a que 5,2% - c'est la ville de Montréal-Nord - de la population totale de la communauté? Donc la plus grosse ville de banlieue a dix fois moins d'habitants que la ville de Montréal.

M. le Président, je pense qu'il n'y a pas seulement non plus la règle de la démocratie; il y a également le fait du rôle moteur de Montréal. Compte tenu de cette disproportion de population - je ne dis pas, si on avait quatre ou cinq villes de taille à peu près équivalente, comme dans le Toronto métropolitain, on pourrait avoir une représentation à la communauté urbaine qui respecte différemment la taille des villes en disant: Il y a des contrepoids, cela pourra aller.

Dans le cas présent, on a une ville qui compose à elle seule 56% de la population, qui est le moteur économique de la communauté urbaine, qui a un rayonnement culturel et économique international. Donc, ça m'apparaît être simplement un constat de la réalité que de dire - ne parlons pas de prépondérance et de priorité pour ne pas nous enfarger dans les mots - que Montréal doit avoir le rôle moteur dans la communauté urbaine. Les banlieues sont des compléments indispensables de Montréal. J'ai assez parlé tout à l'heure de l'importance de développer l'esprit communautaire. On le voit sur le plan mondial, les grandes villes internationales sont fortes de ce que, la

plupart du temps, elles sont regroupées avec leurs banlieues. Quand on parle de Londres, on ne parle pas de la ville de Londres, on parle de l'agglomération de Londres. Les banlieues ont un rôle complémentaire indispensable.

Là où ça devient faux, c'est de traiter la banlieue et Montréal comme si c'étaient deux entités équivalentes. C'est exactement ce que fait le projet de loi, deux entités équivalentes. Vous ne trouverez pas de différence entre Montréal et la banlieue, on les traite sur le même pied. L'une a un président, l'autre doit avoir un vice-président. Il y a six membres de Montréal, il doit y avoir six membres de la banlieue. Le président du comité exécutif doit être choisi conjointement par les deux, sinon, c'est quelqu'un d'autre qui va le nommer. Vous ne trouvez absolument aucune prise en compte de la différence fondamentale de ce qu'est Montréal et de ce que sont les banlieues.

Le ministre parlait de prépondérance de Montréal au niveau du conseil. Je ne sais pas ce qu'il voulait dire exactement par là, mais, dans le projet de loi, je constate que toutes les décisions du conseil sont prises à double majorité. Donc, il faut que la majorité des voix de la banlieue s'exerce et que la majorité des voix de Montréal s'exerce également. Dans certains cas, une majorité aux deux tiers est prévue. Au conseil, dans aucun des cas, Montréal n'a la possibilité d'imposer son point de vue à la banlieue. Il me semble que c'est aller dans le sens de ce que sont Montréal et la banlieue.

Il faut protéger les populations minoritaires qui sont en banlieue, la composition du conseil, la façon dont on y prend les votes par la double majorité ou, dans certains cas, par la majorité des deux tiers, le renforcement des commissions, le veto suspensif au comité qui renvoie les questions litigieuses au conseil, le pouvoir d'initiative des commissions auprès du conseil. Tous ces éléments sont, à mon avis, suffisants pour donner à la banlieue des garanties que Montréal, malgré son importance, ne pourra, dans les questions vitales, imposer son point de vue aux banlieues, et c'est très bien comme ça.

On le sait, dans toute organisation, le rôle moteur, le rôle principal d'initiative est au niveau du comité exécutif. Comment ne pas émasculer non seulement Montréal, mais la communauté urbaine de tout pouvoir d'initiative si on veut créer une parité, un équilibre artificiel qui ne correspond pas à la réalité au niveau du comité exécutif? Jamais vous ne ferez croire aux Montréalais et à quiconque connaît la réalité montréalaise que la majorité des projets peut surgir de petites villes. À l'occasion, certains projets pourront se rendre au conseil.

Je pense que la ville de Montréal, parce qu'elle est le moteur économique du

Québec, parce qu'elle est un centre international important, parce qu'elle représente 56% de la population de l'agglomération de Montréal, doit conserver son rôle moteur. Je vous dirai que nos quartiers à nous, les six députés de Montréal de ce côté-ci de la Chambre, qui représentons probablement les quartiers les plus défavorisés de la ville de Montréal, sont les plus défavorisés de la Communauté urbaine de Montréal. Ce n'est pas en banlieue qu'on retrouve majoritairement les gens les plus démunis à Montréal, c'est dans les quartiers de la ville de Montréal. Il est extrêmement important que les représentants que les Montréalais auront choisis, quels qu'ils soient - ce n'est pas une question de personnalité - aient un pouvoir d'initiatives au sein du comité exécutif et puissent jouer le rôle moteur qui leur est dû.

(21 h 10)

Avec la proposition du projet de loi, M. le Président, que va-t-il arriver si le président du comité exécutif, par inclination, de par sa provenance ou pour toutes sortes de raisons - parce qu'il vient de la banlieue, parce qu'il a été nommé par le gouvernement - à l'occasion ou souvent, ne respecte pas la réalité de ces quartiers de Montréal parce qu'il ne vit pas à Montréal? C'est à Montréal qu'on a le plus besoin de protection: les services de police, par exemple. À la communauté urbaine, une attitude normale serait de dire: On va répartir les services de police en fonction de la population. Je suis certain qu'il n'y aurait pas de décision aussi bête que celle-là qui serait prise à la communauté urbaine, mais cela démontre bien l'importance pour les gens de Montréal de pouvoir, dans les questions de sécurité publique, dans les questions de transport en commun, dans les questions d'aménagement des quartiers, représenter les intérêts des quartiers les plus défavorisés de la communauté urbaine. Cet argument, M. le Président, en plus de celui du poids démographique et de celui de l'importance économique et culturelle internationale, me dit qu'on doit laisser au comité exécutif la priorité à Montréal.

D'autre part, M. le Président, je pense que ce choix qui a été fait dans le projet de loi conduit, en tout cas, à une ingérence dans l'autonomie municipale et cela m'apparaît difficile à accepter. Il y a, dans ce projet de loi, l'article 139 qui dit que 60 jours après l'entrée en vigueur du projet de loi - c'est le jour de sa sanction - le conseil de la communauté doit faire les nominations de tous les membres du comité exécutif, de tous les membres des commissions, à double majorité, donc accord de Montréal d'un côté et accord de la banlieue. S'il y a désaccord, c'est la majorité aux deux tiers des membres de la communauté et s'il y a encore désaccord, 30 jours après, le gouvernement

ou le ministre pourra faire les nominations.

M. le Président, il est prévisible que, dans la situation actuelle, on doive en arriver là. Ce projet de loi, parce qu'il ne respecte pas la réalité de deux entités différentes de par leur nature, Montréal et une vingtaine de villes de banlieue, parce qu'il suscite l'opposition de tous les partis politiques à la ville de Montréal, autant le parti au pouvoir que les partis d'Opposition, parce qu'il sera mal accepté, malheureusement, par les Montréalais et parce qu'on nous l'a dit en commission parlementaire - on nous a dit, de la part de Montréal: Jamais on ne nommera un président qui vient de la banlieue. On nous a dit, de la part de la banlieue: Jamais on ne nommera un président qui vient de Montréal - va conduire nécessairement à reporter sur le ministre ou le gouvernement l'odieux de faire ces nominations. Vous rendez-vous compte, M. le Président, que - j'espère qu'on n'en arrivera pas là - potentiellement, le ministre et le gouvernement pourraient avoir à nommer tous les membres des commissions de la communauté urbaine, y compris le président et le vice-président de chacune d'elles, le président et le vice-président du conseil et le président du comité exécutif, donc, tous les membres du comité exécutif de la communauté urbaine au grand complet?

M. le Président, il me semble qu'il y a moyen de trouver un amendement à ce projet de loi. La seule façon de trouver un amendement, c'est de revenir à la question fondamentale: Montréal, de par sa nature, doit avoir un rôle moteur au sein du comité exécutif et la banlieue doit être protégée, en tant que minorité, au niveau du conseil. À ce moment-là, il n'y a plus de problème. On a six membres de Montréal et cinq de la banlieue, quels que soient les modes de nomination au comité exécutif, et Québec n'a pas à intervenir dans les nominations, ce qui est assez inacceptable du point de vue de l'autonomie municipale.

M. le Président, on a proposé plusieurs solutions au ministre. Il y en a qui me satisfont plus, d'autres moins, mais je me serais rallié à n'importe quelle d'entre elles. L'une, c'est de dire: Il y aura six représentants de Montréal, cinq de la banlieue, mais pour faire en sorte que tous les citoyens se sentent chez eux dans la communauté urbaine, le président sera alternativement de Montréal et de la banlieue, avec tous les autres mécanismes qui protègent la banlieue au niveau du conseil.

Voilà une proposition qui serait acceptable aux Montréalais, qui éviterait au ministre et au gouvernement de s'ingérer dans l'autonomie municipale et de nommer potentiellement tous les membres du comité exécutif de la communauté et qui permettrait de respecter la réalité

montréalaise, ce qui est encore plus important.

Une autre possibilité que nous avons soumise également, c'est l'élection du président du comité exécutif en préservant toutes les autres dispositions du projet de loi, par la majorité simple du conseil. Actuellement, Montréal a la majorité des votes, donc, le président serait de Montréal. Et si Montréal devenait en minorité, le président serait de la banlieue.

Je signale en passant qu'un temps nous avons cru que le chef de l'Opposition appuyait cette proposition parce qu'il avait donné une conférence de presse là-dessus. On se rend compte que, semble-t-il, sa position a évolué. Pourquoi? J'aimerais bien le savoir.

Une autre possibilité c'est un veto renforcé à la banlieue. S'il y a six membres du comité exécutif qui sont de Montréal et cinq de la banlieue, donnons un pouvoir qui donne plus de garanties que maintenant, dans le projet de loi, à la banlieue au niveau du conseil.

Il y a plusieurs possibilités, plusieurs combinaisons qu'on pourrait examiner. Malheureusement aucune ne fait, semble-t-il, l'affaire du ministre.

M. le Président, en tant que député de Rosemont, un quartier de Montréal dont la population est plus grande que celle de presque toutes les villes de banlieue, un quartier en grande partie formé d'une population défavorisée comme ceux de mes collègues de la ville de Montréal, je pense qu'il faut - je termine là-dessus - des structures qui soient indépendantes des personnes en place. Longtemps après que le maire de Montréal, les maires des autres municipalités et le ministre des Affaires municipales auront terminé leur mandat, soit par décision des électeurs ou autrement, ce projet de loi sera là pour régir la vie communautaire des citoyens de l'île de Montréal. Il me semble que s'il y a eu des exagérations, un impérialisme, à l'occasion, dans les attitudes de la part de l'administration de Montréal, c'est aux citoyens de Montréal à régler ça au moment des élections municipales. Ce n'est pas dans un projet de loi sur les structures qu'on peut régler une question comme ça.

D'autre part, il faut adapter les structures aux réalités. Ce n'est pas vrai que Montréal et la vingtaine de villes de banlieue sont deux entités équivalentes. Tant que ce projet de loi ne respectera pas la réalité de l'île de Montréal et le rôle moteur de Montréal dans le respect des minorités qui sont dans les banlieues, je devrai m'opposer à regret à ce projet de loi. Je vous remercie.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Mme la députée de Dorion.

Mme Huguette Lachapelle

Mme Lachapelle: M. le Président, j'aimerais aujourd'hui me prononcer sur un projet de loi qui me concerne directement. Vivant depuis mon enfance à Montréal, élue dans le comté de Dorion en plein coeur de la ville, représentant exclusivement à l'Assemblée nationale des Montréalaises et des Montréalais, je me dois de faire valoir ici leurs intérêts sur l'importante réforme de la Communauté urbaine de Montréal.

Montréal et la banlieue cohabitent ensemble plus ou moins pacifiquement depuis dix ans. Au fil des ans, la complexité et l'étendue des responsabilités de la communauté se sont amplifiées et les structures qui la définissent sont apparues étroites comme un vêtement trop court, mal ajusté.

(21 h 20)

Le gouvernement a reconnu la nécessité de redéfinir ces structures et je suis d'accord. Les tensions et les conflits latents qui ont toujours marqué les relations entre les municipalités doivent cesser pour faire place à un esprit de collaboration profitable aux intérêts de la région métropolitaine. Des mécanismes doivent être ajustés aux nouvelles réalités pour une plus grande transparence de l'appareil administratif qui doit permettre une participation accrue des Montréalaises et des Montréalais. Oui, il faut redéfinir une nouvelle communauté.

Je veux d'abord souligner le souffle démocratique que la mise en place des commissions où les élus recevront les opinions des contribuables apportera à la vie communautaire montréalaise, et souhaiter qu'elle réussira à secouer la torpeur, voire l'indifférence créée par l'éloignement et l'inaccessibilité des structures actuelles. Cet accès direct des Montréalaises et des Montréalais à la gestion des affaires de leur communauté se manifestera encore plus clairement par l'ajout que le ministre des Affaires municipales a apporté en deuxième lecture au projet de loi, soit l'addition d'une période de questions aux séances du nouveau conseil de la Communauté urbaine de Montréal.

La nouvelle composition de l'exécutif, désormais formé de présidents et de vice-présidents élus de chaque commission, assurera une liaison indispensable entre les différentes instances et confirmera le contrôle des élus. Je tiens aussi à marquer ma satisfaction face aux modifications que le projet de loi apporte au mode d'adoption du budget. L'élimination de la procédure d'entrée en vigueur automatique de ce budget au profit d'une véritable concertation de tous les partenaires est une innovation intéressante.

Cette concertation, nécessaire et obligatoire entre les membres de la

Communauté urbaine de Montréal, sera d'autant plus pressante que les dispositions concernant l'intervention du gouvernement dans ce domaine ont été retirées par le ministre des Affaires municipales en deuxième lecture.

Pour toutes ces raisons, Montréalais et banlieusards peuvent se réjouir car la structure dont ils disposent au niveau intermunicipal sera, de toute évidence, mieux adaptée pour répondre à leurs besoins.

Sur l'épineuse question de la représentation de Montréal au sein du comité exécutif de la communauté urbaine, je voudrais cependant joindre ma voix à celles de mes collègues du groupe parlementaire de Montréal, peut-être à celles de certains députés libéraux de l'Opposition, à celles de la ville de Montréal et des deux groupes d'Opposition de Montréal et, enfin, au Parti québécois de la région Montréal-Centre pour m'opposer à la représentation paritaire Montréal-banlieue. La plus populeuse de toutes les banlieues de la communauté urbaine de Montréal, soit Montréal-Nord, est presque onze fois moins populeuse que Montréal. Ce poids additionné des 28 banlieues ne totalise que 43,4% de toute la population urbaine de Montréal. Ainsi, le poids démographique de la ville centrale, bien qu'il ne constitue pas l'unique motif d'une prépondérance de Montréal, mérite, au strict plan de la représentation démocratique, d'être pris en considération.

Le président du Conseil exécutif de la communauté urbaine, M. Pierre DesMarais II, affirmait à cet égard, en commission parlementaire, ce qui suit: "L'évolution de la population sur le territoire de la communauté a considérablement changé depuis 1969 et l'équilibre entre les deux groupes est presque réalisé depuis 1981." Commentant l'évolution démographique des deux dernières années, il poursuivait: "Nous connaissons tous les dangers que comporte toute projection, mais si la tendance indiquée par ce graphique se maintient, on peut conclure que les deux entités en présence sont tout aussi représentatives l'une que l'autre." La mise en garde sur les dangers que comporte toute projection s'avérera judicieuse car, quelques semaines plus tard, aux assises annuelles de la conférence des maires de banlieue, soit le 15 avril dernier, le professeur Gérard Fortin, de l'Institut national de recherche scientifique, contredisait cette projection et concluait que les dernières données du dernier recensement ne laissent pas entrevoir de rattrapage démographique à moyen terme des villes de la banlieue sur Montréal. Tout porte à croire que Montréal conservera une population plus élevée que celle des banlieues réunies. Le projet de loi no 46 sur cette question de la représentation de la ville de Montréal s'appuie sur deux logiques que nous croyons contradictoires. Au niveau du conseil,

la ville de Montréal sera représentée en fonction du poids démographique qu'elle détient au sein de la communauté, soit 56,6% des voix. Sans exiger une représentation proportionnelle, je demeure convaincue que Montréal devrait à tout le moins conserver une voix prépondérante au sein de l'exécutif de la Communauté urbaine de Montréal.

Nous avons abondamment entendu parler lors de la commission parlementaire des mille et une misères de la banlieue. Le chef de l'Opposition lui-même le soulignait et je partageais son point de vue à savoir que la démonstration n'était pas convaincante. On ne m'a pas, quant à moi, démontré que Montréal avait délibérément enrayé le fonctionnement de la Communauté urbaine de Montréal. On m'a plutôt convaincue qu'il existe des problèmes de relations humaines entre les municipalités. Les projets de loi, M. le Président, quels qu'ils soient, ne peuvent prétendre régler ce type de tension. Ils doivent plutôt définir avec le plus de justesse possible un cadre politique efficace et équitable pour l'exercice des décisions communautaires. Dans le cas présent, la parité entre Montréal et la banlieue n'éliminera d'aucune façon les tensions et les oppositions actuelles. La parité sera davantage perçue par toutes et tous comme la punition infligée à l'un des deux groupes. Un peu comme on leur aurait dit: Parce que vous n'avez pas réussi à vous entendre avec les partenaires de la banlieue, nous ne reconnaissons plus votre poids démographique au sein du conseil exécutif.

Enfin, la parité, M. le Président, ne sera pas, j'en suis convaincue, opérationnelle et, tôt ou tard, Québec sera appelé à jouer les rois Salomon. Nous serons alors accusés de mainmise sur ces structures. Le poids démographique de Montréal, doublé du caractère inopérant d'une éventuelle parité, n'est cependant pas la principale raison qui milite en faveur de la prépondérance de Montréal au comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal. Ce que nous devons avant tout considérer, c'est le rôle de cette ville centrale face au développement des banlieues, face au développement économique du Québec, face à sa vocation de métropole culturelle, face à son rôle international. Priver la ville de Montréal de la majorité qu'elle détenait, c'est surtout - il faut en être conscient - diminuer son pouvoir de décision quant aux grandes orientations régionales. Dans sa chronique du 28 janvier dernier, Mme Lysiane Gagnon posait carrément la question: Pourquoi affaiblir Montréal? La question est en effet extrêmement pertinente. C'est la force de la ville centrale qui a permis aux banlieues de prospérer au cours des dernières années.

(21 h 30)

Ces mêmes banlieues n'ont de signification que parce qu'elles sont regroupées autour d'un pôle d'attraction économique et culturel. Certaines des municipalités de la Communauté urbaine de Montréal n'ont aucune des caractéristiques de ce qu'on appelle une banlieue. Certaines, presque exclusivement résidentielles, situées au coeur de Montréal, sont davantage des quartiers cossus de Montréal. Certaines autres, peu peuplées et situées en périphérie, correspondent davantage à la notion de village. Il y a très peu d'homogénéité entre les villes de la banlieue, sauf cette caractéristique d'être groupées autour de la métropole du Québec. Pour traverser le plus rapidement et le plus efficacement possible la crise actuelle, Montréal devra intensifier sa vocation de moteur économique du Québec et pour ce faire, elle aura besoin des pouvoirs que sa taille, son influence et ses ressources justifient.

M. Picotte: M. le Président, je m'excuse auprès de la députée...

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: ... mais j'aimerais soulever une question de règlement. J'aimerais savoir si Mme la députée parle au nom du leader ou si elle entend prolonger davantage son intervention.

M. Fréchette: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Fréchette: ... sur le temps, c'est strictement une question d'information. Je n'ai pas pris la précaution de noter le temps qu'elle a utilisé jusqu'à maintenant et j'apprécierais savoir, M. le Président, quel a été effectivement le quantum du temps utilisé par la députée de Dorion.

Le Vice-Président (M. Rancourt): C'est depuis 21 h 19, environ.

M. Fréchette: 21 h 19?

M. Bertrand: Elle a droit à cinq minutes encore.

M. Fréchette: Elle a encore du temps à sa disposition, si je comprends bien.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Absolument. Donc, Mme la députée de Dorion.

Mme Lachapelle: Merci. Pour traverser le plus rapidement et le plus efficacement

possible la crise économique actuelle, Montréal devra intensifier sa vocation économique au Québec et pour ce faire, elle aura besoin des pouvoirs que sa taille, son influence et ses ressources justifient. Notre objectif doit être celui d'une ville centrale forte et associée à des municipalités qui poursuivront leur expansion.

M. le Président, c'est avec beaucoup de fierté que j'ai accepté, en avril 1981, de représenter les citoyennes et les citoyens de Dorion à l'Assemblée nationale. L'intérêt des Montréalaises et des Montréalais, et plus largement l'intérêt des Québécois en général, me commande aujourd'hui, en raison des motifs que je viens d'exprimer, de voter en deuxième lecture contre le projet de loi no 46 en espérant que, lors de l'étude article par article, des modifications puissent y être apportées. Bien que solidaire du ministre des Affaires municipales sur des objectifs de meilleur équilibre et de démocratisation de cette structure intermunicipale, je reprendrai la formule de l'éditorialiste Jean-Louis Roy: "Sur le statut de Montréal, aucun compromis substantiel n'est acceptable puisqu'il s'agit de l'avenir du Québec." Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Selon ce qui a été convenu, M. le Président, j'aimerais demander l'ajournement du débat.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Cette motion d'ajournement est-elle acceptée?

M. Fréchette: Oui, c'est selon la convention qui était intervenue, M. le Président. Cet ajournement est à mercredi 12 mai, 10 heures précises.

M. Picotte: M. le Président, avant de terminer, pourrais-je répondre à une des questions qu'on se posait tantôt à savoir que nous acceptons volontiers comme formation politique que ce vote soit pris jeudi seulement, dans l'après-midi, étant donné qu'on aura des collègues absents demain pour les funérailles de Gilles Villeneuve et qu'on aimerait que tout le monde participe au vote.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Cette motion d'ajournement est-elle acceptée?

M. Fréchette: À propos de l'observation que vient de faire le député de Maskinongé, M. le Président, je comprends qu'on s'en est parlé effectivement, mais peut-être bien qu'il faudra revoir la situation demain matin. Ne tenons pas pour acquis de façon définitive que ce serait cela, l'entente. On pourra en reparler demain, si vous voulez.

Une voix: ...

M. Fréchette: Voilà!

Le Vice-Président (M. Rancourt): Donc, pour la troisième fois, cette motion d'ajournement est-elle adoptée?

M. Fréchette: La motion d'ajournement, M. le Président. C'est cela.

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Donc, nos travaux sont ajournés à demain, 10 heures.

(Fin de la séance à 21 h 35)